

Université de Montréal

**Le Brésil et le MERCOSUR :**  
**Étude des stratégies de recherche de l'autonomie et de la puissance**

par  
Stéphanie Ruest

Département d'études internationales  
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des arts et des sciences  
en vue de l'obtention du grade de M. sc  
en études internationales

Août 2013

© Stéphanie Ruest, 2013



## Résumé

Ce mémoire a pour objet de recherche le Marché commun du Sud (MERCOSUR) et le Brésil. La problématique est de comprendre pourquoi les États membres du MERCOSUR ne sont pas, à ce jour, parvenus à la création d'un marché commun dans le Cône Sud. Pour ce faire, nous pensons qu'en plus des causes généralement admises dans la littérature (asymétries, divergences d'intérêts et obstacles au niveau économique), il faut davantage mettre l'accent sur l'augmentation de la puissance du Brésil et les stratégies de recherche de l'autonomie. Les hypothèses avancées sont les suivantes : (1) la stratégie de recherche de l'autonomie par la participation a favorisée la création ainsi que l'approfondissement du MERCOSUR durant ses premières années d'existence; (2) la montée en puissance du Brésil et la stratégie de recherche de l'autonomie par la diversification qui en découle ont réduit l'importance du MERCOSUR pour le Brésil et miné l'approfondissement de cette institution d'intégration économique.

Pour ce faire, nous analyserons en parallèle les différentes stratégies de recherche de l'autonomie ainsi que l'évolution du MERCOSUR. Nous utiliserons le PIB comme principal indicateur économique afin de témoigner de la montée en puissance du Brésil entre 1990 et 2012.

**Mots-clés** : MERCOSUR, Brésil, Autonomie, Puissance, Puissance émergente

## **Abstract**

The purpose of this thesis is to contribute to the understanding of why the Southern Common Market (MERCOSUR) member states have failed (to date) to create a common market in the Southern Cone. We believe that additionally to the generally accepted causes in the scientific literature – presence of asymmetries, divergence of interests and economic obstacles – the increasing power of Brazil and its quest of autonomy should be given more attention. This research project takes the hypothesis that: (1) research strategy of autonomy through participation favoured the creation and deepening of MERCOSUR during its early years, and (2) the rise of Brazil and the resulting strategy of autonomy through diversification reduced the importance of the MERCOSUR for Brazil and also undermined the deepening of the institution's economic integration.

To do this, we will analyze in parallel the quest of autonomy through participation as well as the quest of autonomy through diversification and the evolution of the MERCOSUR. We will use Gross domestic product as the main economic indicator to witness the rise of power of Brazil during the 1990-2012 period.

**Keywords:** MERCOSUR, Brazil, Autonomy, Power, Emerging Power

# Table des matières

|  |     |
|--|-----|
| Liste des tableaux.....  | iv  |
| Sigles et abréviations .....   | v   |
| Remerciements.....   | vi  |
| Introduction.....  | 1   |
| Chapitre 1 : Le cadre d'analyse .....  | 13  |
| 1.1. Revue de la littérature .....   | 13  |
| 1.1.1 La question des asymétries .....   | 13  |
| 1.1.2 Les divergences d'intérêts.....  | 19  |
| 1.1.3 Les obstacles économiques.....   | 22  |
| 1.2 Notre explication complémentaire.....  | 27  |
| 1.3 Cadre conceptuel.....  | 29  |
| 1.3.1 La puissance.....  | 29  |
| 1.3.2 Intérêt national .....   | 33  |
| 1.3.3 La politique étrangère .....   | 34  |
| Chapitre 2 : Les débuts du MERCOSUR et l'autonomie par la participation .....              | 39  |
| 2.1. Autonomie : de la distance à la participation.....                                    | 40  |
| 2.2 La marche vers l'intégration régionale .....   | 49  |
| 2.3 La puissance brésilienne .....   | 57  |
| Conclusion partielle .....   | 67  |
| Chapitre 3 : Le nouveau visage de l'intégration et l'autonomie par la diversification..... | 69  |
| 3.1 Autonomie : de la participation à la diversification.....                              | 70  |
| 3.2 Intégration régionale .....  | 80  |
| 3.3 La puissance brésilienne .....   | 90  |
| Conclusion partielle .....   | 96  |
| Conclusion .....   | 99  |
| Bibliographie.....   | 106 |

## Liste des tableaux

|  |    |
|--|----|
| Tableau 1 : Valeur des exportations et des importations entre les membres du MERCOSUR en milliers de dollars US.....         | 6  |
| Tableau 2 : Valeur des exportations des pays membres du MERCOSUR en milliers de dollars US.....                              | 6  |
| Tableau 3 : Valeur des importations des pays membres du MERCOSUR en milliers de dollars US.....                              | 7  |
| Tableau 4 : Principaux indicateurs économiques (1992).....   | 15 |
| Tableau 5 : Niveau de développement des pays du MERCOSUR (2010).....   | 17 |
| Tableau 6 : Exceptions à la suppression de droits de douane à l'intérieur du MERCOSUR (Au 1 <sup>er</sup> janvier 1995)..... | 57 |
| Tableau 7 : PIB des États membres du MERCOSUR (millions \$ US courant) (1984-2002)...  | 62 |
| Tableau 8 : Exportations du Brésil (millions \$ US courant) (1990-2002).....   | 63 |
| Tableau 9 : Principaux partenaires commerciaux du Brésil en 1992.....  | 64 |
| Tableau 10 : PIB des États membres du MERCOSUR (millions \$ US courant) (2002-2012).....                                     | 91 |
| Tableau 11 : Exportations du Brésil (millions \$ US courant) (2002-2012).....  | 92 |
| Tableau 12 : Principaux partenaires commerciaux du Brésil en 2003.....   | 93 |
| Tableau 13 : Principaux partenaires commerciaux du Brésil en 2011.....   | 94 |

## **Sigles et abréviations**

|          |   |
|----------|---|
| ALENA    | Accord de libre-échange nord-américain  |
| ASEAN    | Association des nations de l'Asie du Sud-Est  |
| BRIC     | Groupe de puissances économiques émergentes : le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine                |
| CASA     | Communauté sud-américaine des nations   |
| CAN      | Communauté andine des nations   |
| CMC      | Conseil du marché commun  |
| CSN      | Communauté sud-américaine des nations   |
| FOCEM    | Fonds de convergence structurelle du Mercosur   |
| G20      | Forum de dialogue regroupant 19 États (pays industrialisé et pays en émergence) et l'Union européenne |
| GMC      | Groupe du marché commun   |
| IBAS     | Forum de dialogue regroupant l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud                                    |
| IDH      | Indice de développement humain  |
| IIRSA    | Initiative d'Intégration de l'infrastructure de la région sud-américaine                              |
| MERCOSUR | Marché commun du Sud  |
| MINUSTAH | Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti  |
| OMC      | Organisation mondiale du commerce   |
| ONU      | Organisation des Nations Unies  |
| PEB      | Politique étrangère brésilienne   |
| PIB      | Produit intérieur brut  |
| TEC      | Tarif extérieur commun  |
| UE       | Union européenne  |
| UNASUR   | Union des nations sud-américaines   |

## Remerciements

La rédaction de ce mémoire marque une étape importante de ma vie académique et personnelle. Plusieurs personnes m'ont aidée à différents moments dans mon parcours et j'aimerais prendre le temps de les remercier ici.

Tout d'abord, j'aimerais remercier ma directrice, Françoise Montambeault, pour avoir accepté de me guider dans ce long processus qu'est la rédaction d'un mémoire de maîtrise. Merci pour votre disponibilité et vos précieux conseils. J'aimerais aussi souligner votre capacité à simplifier les choses quand tout semble compliqué.

Je tiens à remercier mes parents, mes sœurs, mon frère et ma belle-famille qui a su m'encourager dans les moments les plus difficiles. Un merci tout particulier à Catherine qui, avec son optimisme contagieux et son support indéfectible, m'a aidée tout au long de la rédaction.

Plusieurs personnes m'ont appuyée de différentes façons au cours de ces années. Merci à mes amies Elizabeth, Annie-Claude et Mariam pour votre amitié sincère. Merci aussi à mes collègues de l'Université de Montréal et mes anciens collègues de l'UQÀM. Une mention spéciale pour Michaël, mon ami de toujours, qui a relu mon manuscrit avec une attention particulière et qui a fait un travail formidable.

Je tiens évidemment à remercier mon amoureux, Jean-François, d'avoir fait preuve de patience et de compréhension durant ce parcours parfois ardu. Merci pour ta grande écoute, ton soutien sans failles et ta disponibilité.



## Introduction

« Brazil has always had the conscience of her size and has been governed by the prophetic feeling of her future »<sup>1</sup>.

Depuis la fin des années 1980, nous pouvons remarquer une recrudescence du régionalisme sur la scène politique internationale, et ce, dans plusieurs régions du monde<sup>2</sup>. L'Amérique latine est sans aucun doute la région qui détient la plus longue tradition d'intégration régionale. Définie par certains auteurs comme étant un « véritable laboratoire d'idées »<sup>3</sup>, plusieurs projets d'intégration régionale y sont en cours, sans toutefois être toujours compatibles<sup>4</sup>.

Parmi la multitude de projets d'intégration en cours, le Mercado Común del Sur – Marché commun du Sud (MERCOSUR) est un incontournable. Jeffrey W. Cason décrit le MERCOSUR comme étant le projet d'intégration régionale en cours le plus prometteur de la région en regard aux objectifs ambitieux que les membres s'étaient fixés lors de la signature du traité d'Asunción en 1991 : « No other Latin American integration process can boast this sort of (limited) success, either in the growth of trade that has occurred among its members or in its impressive inflow of foreign investment »<sup>5</sup>. Comme le souligne Cason, le MERCOSUR

---

<sup>1</sup> Joaquim Nabuco, "The Spirit of Nationality in the History of Brazil," (Université Yale 1908), 9.

<sup>2</sup> Louise Fawcett and Andrew Hurrell, *Regionalism in World Politics : Regional Organization and International Order* (New York: Oxford University Press, 1995), 1.

<sup>3</sup> Enrique V. Iglesias, "Les Paradigmes Économiques Et Le Rôle De L'état En Amérique Latine," *Revista CEPAL* Hors-série (Juin 2010): 50.

<sup>4</sup> Gian Luca Gardini, "Unity and Diversity in Latin American Visions of Regional Integration," in *Latin American Foreign Policies : Between Ideology and Pragmatism*, ed. Gian Luca Gardini and Peter Lambert (New York: Palgrave Macmillan, 2011), 235.

<sup>5</sup> Jeffrey W. Cason, *The Political Economy of Integration* (New York: Routledge, 2010), 2.

se distingue des projets d'intégration régionale précédents en raison de ses résultats concluants (mais tout de même limités)<sup>6</sup>.

En signant le traité d'Asunción le 26 mars 1991, le texte fondateur du MERCOSUR, l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay se sont engagés à former un marché commun. Plus précisément, le premier article du traité d'Asunción énonce les objectifs que les États membres se sont fixés lors de la création de cette institution. Cet article stipule que les États membres s'engagent à mettre en place la libre-circulation des biens, des services et des facteurs de production entre les pays membres à travers l'élimination des droits de douane et d'autres restrictions à la circulation des marchandises, à établir une taxe extérieure commune ainsi qu'une politique commerciale commune par rapport aux autres États, à coordonner leurs politiques macroéconomiques et sectorielles ainsi qu'à harmoniser leurs législations respectives afin de renforcer le processus d'intégration<sup>7</sup>.

En regard aux objectifs établis par les États membres, cet accord reflète la volonté des dirigeants de l'époque d'accroître la coopération économique entre les États membres via l'intégration régionale afin de créer un marché commun<sup>8</sup>. Le modèle qui a été mis en place avec la création du MERCOSUR était de nature circulaire, c'est-à-dire que l'intégration devait accroître le développement économique des États membres, qui à son tour devait consolider les démocraties nouvellement élues<sup>9</sup>.

---

<sup>6</sup> Ibid.

<sup>7</sup> *Traité D'asunción*, (26 mars 1991), Article 1.

<sup>8</sup> Olivier Dabène, "L'intégration Régionale En Amérique Latine : Le Mercosur," *Les Études du CERI*, no. 8 (1995): 6.

<sup>9</sup> "L'intégration Régionale En Amérique Latine : Le Mercosur," *Les Études du CERI*, no. 8 (1995): 15.

Plus de vingt ans se sont maintenant écoulés depuis que les quatre États du Cône Sud ont démontré une volonté politique commune de former un marché commun. Or, malgré les engagements de départ, le bilan de la réalité de l'intégration au sein du MERCOSUR est plutôt pessimiste. En effet, nonobstant l'augmentation du commerce entre les membres et la stabilisation des démocraties récemment élues, le MERCOSUR se trouve actuellement dans une mauvaise position : « Although MERCOSUR has had many successes, the overwhelming impression in the academic literature as well as in the media and public perception is of a stalled regionalism process with few beneficial outcomes »<sup>10</sup>. Cette image négative projetée par le MERCOSUR est due, entre autres, au fait que les pays membres ont traversé plusieurs crises économiques et politiques et n'ont pas réussi à concrétiser l'étape du marché commun.

Dans le cadre de ce mémoire, la question que nous posons est donc la suivante : malgré leurs ambitions de départ, pourquoi les États membres n'ont pas réussi à concrétiser l'étape du marché commun? Si plusieurs auteurs se sont déjà interrogés sur cette question, et ont proposé des explications pour ce phénomène, nous pensons qu'il est primordial de s'attarder sur le cas du Brésil et de son rôle comme acteur clé dans le processus d'intégration en raison de son poids économique et politique imposant comparativement aux autres États de la région. Plus spécifiquement, nous proposons de mettre l'accent sur les stratégies de recherche de l'autonomie et la montée en puissance du Brésil.

---

<sup>10</sup> Mahrukh Doctor, "Prospects for Deepening Mercosur Integration: Economic Asymmetry and Institutional Deficits " *Review of international political economy* (2012): 8.

## **Le processus d'intégration régionale : outils conceptuels**

Le MERCOSUR est un processus d'intégration économique régionale qui comportait, à sa signature, plusieurs étapes afin d'en arriver à la création d'un marché commun. Olivier Dabène définit l'intégration régionale comme étant :

A historical process of increased levels of interaction between political units (subnational, national or transnational), provided by actors sharing common ideas, setting objectives, and defining methods to achieve them, and by so doing contributing to building a region<sup>11</sup>.

Afin de qualifier ces différentes étapes avancées par Dabène, nous nous référerons à théorie fondatrice de l'Union européenne (UE) développée par Béla Balassa qui, en 1961, a établi la première typologie de l'intégration régionale<sup>12</sup>. Selon cet économiste, l'intégration régionale est un processus comprenant cinq principales étapes. La première étape est la création d'une zone de libre-échange, c'est-à-dire l'abolition des droits de douane et des barrières douanières entre les pays membres. La principale finalité de la zone de libre-échange est de libéraliser les échanges entre les pays membres et d'éliminer ce qui pourrait constituer des entraves au commerce. La deuxième étape est l'union douanière, elle est la continuation de ce qui a été déjà établi dans la première étape. En plus de libéraliser le commerce entre les membres, l'union douanière permet de créer un tarif extérieur commun (TEC) imputable à tous les pays extérieurs à la zone de libre-échange. L'intégration régionale dépasse la simple logique de commerce de biens avec la troisième étape, soit la création d'un marché commun. En effet, en plus de la libéralisation du commerce entre les États membres, le marché commun suppose la libre circulation des facteurs de production. La quatrième étape évoquée par

---

<sup>11</sup> Dabène, "L'intégration Régionale En Amérique Latine : Le Mercosur," 10.

<sup>12</sup> Bela A. Balassa, *The Theory of Economic Integration* (Homewood, Ill.: R.D. Irwin, 1961).

Balassa est la création d'une union économique. Cette étape consiste à harmoniser les différentes politiques commerciales dans États membres. Finalement, la cinquième étape est la mise en place d'une union politique, c'est-à-dire l'unification des politiques monétaires, commerciales et fiscales. Dans certains cas, comme celui de l'UE, cela peut se caractériser par l'adoption d'une monnaie unique<sup>13</sup>.

Nous pensons que malgré le fait que cette théorie ait été créée afin de qualifier les différentes étapes de l'intégration régionale qui a eu lieu en Europe, la théorie de Balassa s'applique aussi dans le cas du MERCOSUR. En effet, les différents objectifs de l'intégration régionale en Amérique du Sud correspondent aux différents stades développés par Béla Balassa afin de qualifier le processus d'intégration de l'UE. Nous sommes donc en présence de la même terminologie afin de qualifier les différentes étapes du processus d'intégration régionale autant en ce qui concerne l'UE que le MERCOSUR. Par conséquent, malgré le fait que la théorie de Balassa ait été créée avant tout afin de qualifier le processus d'intégration régionale en Europe, nous avons choisi d'utiliser cette théorie afin d'observer l'évolution du MERCOSUR puisque les objectifs à atteindre dans les deux cas sont semblables.

## **Le MERCOSUR : entre union douanière et marché commun**

Dans la littérature scientifique, le bilan qui est fait quant à savoir si le MERCOSUR a réussi à réaliser ses objectifs de départ est plutôt pessimiste. Les plus grandes aspirations des

---

<sup>13</sup> *The Theory of Economic Integration* (Homewood, Ill.: R.D. Irwin, 1961), 2.

pays membres du MERCOSUR étaient d'augmenter les échanges entre les membres, de créer un marché commun, mais aussi de consolider les nouvelles démocraties<sup>14</sup>.

En ce qui concerne l'augmentation des échanges entre les membres, nous pouvons remarquer un accroissement considérable du commerce entre les membres du MERCOSUR, mais aussi une hausse des exportations et des importations de chaque pays depuis 1992.

**Tableau 1 : Valeur des exportations et des importations entre les membres du MERCOSUR en milliers de dollars US**

|                     | <b>1992</b> | <b>1998</b> | <b>2002</b> | <b>2007</b> | <b>2010</b> |
|---------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| <b>Exportations</b> | 6,660,030   | 20,351,094  | 10,165,752  | 32,256,209  | 44,055,951  |
| <b>Importations</b> | 6,437,608   | 20,436,853  | 10,373,213  | 33,428,476  | 43,311,680  |

Source : Inter-American Development Bank <http://www.iadb.org/dataintal/Default.aspx>

**Tableau 2 : Valeur des exportations des pays membres du MERCOSUR en milliers de dollars US**

|                  | <b>1992</b> | <b>1998</b> | <b>2002</b> | <b>2007</b> | <b>2011</b> |
|------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| <b>Argentine</b> | 12,028,693  | 26,440,457  | 25,708,413  | 55,778,392  | 83,948,848  |
| <b>Brésil</b>    | 36,204,099  | 51,118,692  | 60,360,429  | 160,259,916 | 256,037,287 |
| <b>Uruguay</b>   | 645,805     | 1,014,135   | 950,577     | 2,744,787   | 5,517,287   |
| <b>Paraguay</b>  | N/D         | 2,749,377   | 1,860,953   | 4,495,891   | 8,007,862   |

Source : Inter-American Development Bank <http://www.iadb.org/dataintal/Default.aspx>

---

<sup>14</sup> Dabène, "L'intégration Régionale En Amérique Latine : Le Mercosur," 3.

**Tableau 3 : Valeur des importations des pays membres du MERCOSUR en milliers de dollars US**

|                  | <b>1992</b> | <b>1998</b> | <b>2002</b> | <b>2007</b> | <b>2011</b> |
|------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| <b>Argentine</b> | 14,868,722  | 31,402,010  | 8,988,521   | 44,706,156  | 73,923,882  |
| <b>Brésil</b>    | 20,513,514  | 57,713,602  | 47,233,075  | 126,654,326 | 226,234,785 |
| <b>Uruguay</b>   | 1,237,143   | 2,470,251   | 1,509,625   | 5,840,177   | 12,316,133  |
| <b>Paraguay</b>  | N/D         | 3,807,191   | 1,963,371   | 5,626,333   | 10,553,710  |

Source : Inter-American Development Bank <http://www.iadb.org/dataintal/Default.aspx>

Ces statistiques démontrent une augmentation des échanges entre les membres du MERCOSUR, mais plus largement une augmentation de leur commerce respectif sur la scène internationale. Nous pouvons toutefois noter un ralentissement du commerce entre les membres entre 1998 et 2002 qui est dû notamment à la dévaluation du *Réal* brésilien en 1999 et à la crise argentine qui s'ensuivit entre 1998 et 2002.

Malgré l'objectif ambitieux de créer un marché commun et les bonnes intentions des États membres, force est de constater que les ambitions initiales de ces pays ne correspondent pas à la réalité. Plusieurs auteurs (Desse et Dupuy 2008; Cason 2010; Doctor 2012) sont d'avis que le MERCOSUR a dépassé la première étape de la marche vers l'intégration régionale (malgré certaines exceptions), la zone de libre-échange, et soit maintenant parvenu à la seconde étape qu'est l'union douanière. Entre 1991 et 1995, la zone de libre-échange du MERCOSUR concernait 95 % du commerce intrazone<sup>15</sup>. De plus, les États membres ont réalisé des avancées considérables dans le domaine de l'établissement de l'union douanière, la

---

<sup>15</sup> Doctor, "Prospects for Deepening Mercosur Integration: Economic Asymmetry and Institutional Deficits " 6.

deuxième étape selon Béla Balassa. Pour sa part, le TEC couvre près de 85 % des biens échangés entre les membres<sup>16</sup>. L'étape de l'union douanière est donc bien entamée sans toutefois être complétée.

À ce jour, la formation d'un marché commun n'a donc toujours pas eu lieu en Amérique du Sud puisque les États membres n'ont pas réussi à mettre en place plusieurs éléments essentiels à la réalisation de cette troisième étape<sup>17</sup>. Il subsiste trois problèmes qui n'ont toujours pas été résolus et qui constituent des obstacles majeurs à la réalisation du marché commun. Pour commencer, il existe toujours des barrières non tarifaires qui limitent le commerce à l'intérieur de la zone de libre-échange et qui créent des frictions entre les membres. Ensuite, l'union douanière n'est pas complétée et les États membres n'ont toujours pas développé une politique commune en ce qui concerne le commerce extérieur. Finalement, les États membres ne se sont toujours pas entendus afin de mettre en place une législation permettant la libre circulation des facteurs de production et des services<sup>18</sup>. Au-delà de tout cela, un élément primordial fait défaut et c'est selon nous la volonté du Brésil d'aller de l'avant dans l'approfondissement du processus d'intégration.

---

<sup>16</sup> Ibid.

<sup>17</sup> René-Paul Desse and Hector Dupuy, *Le Mercosur : Vers La "Grande Amérique Latine"?*, Transversale Débats (Paris: Ellipses, 2008), 172.

<sup>18</sup> Commission européenne, "Document De Stratégie Régionale 2007-2013 Pour Le Mercosur," [http://europa.eu/legislation\\_summaries/external\\_relations/relations\\_with\\_third\\_countries/latin\\_america/r15013\\_fr.htm](http://europa.eu/legislation_summaries/external_relations/relations_with_third_countries/latin_america/r15013_fr.htm).



## Question de départ et pistes d'analyse

Dans le cadre de ce mémoire, notre but est de déterminer pourquoi les États membres du MERCOSUR ne sont pas parvenus à la création d'un marché commun. Cependant, nous ne voulons pas nous limiter aux réponses généralement admises dans la littérature et nous pensons que les États membres, et spécialement le Brésil, jouent un rôle clé dans le processus d'intégration, notamment à travers les stratégies de recherche de l'autonomie, une composante de la politique étrangère brésilienne.

Avec une étude de cas sur le rôle du Brésil dans le processus d'intégration, nous nous interrogeons à savoir comment s'explique ce décalage entre les objectifs des États membres lors de la signature du traité d'Asunción et les réalisations tangibles du MERCOSUR vingt ans après sa formation. Plus précisément, nous examinerons la relation existante entre l'accroissement de la puissance du Brésil et les variations dans les stratégies de recherche de l'autonomie depuis la formation du MERCOSUR en 1991. Le choix du Brésil comme étude de cas s'explique par l'importance de ce pays pour le processus d'intégration : « [...] l'observation de l'intégration régionale en Amérique du Sud manifeste une réalité considérablement plus dense et complexe qu'autrefois, dans laquelle le Brésil joue un rôle central »<sup>19</sup>.

---

<sup>19</sup> Marcelo De Almeida Medeiros and Maria Isabel Meunier Ferraz, "Le Brésil De Lula Et L'intégration Régionale," in *Relations Internationales Du Brésil : Les Chemins De La Puissance. Volume 2, Aspects Régionaux Et Thématiques* ed. Denis Rolland and Antônio Carlos Lessa (Paris: L'Harmattan, 2010), 37.

Ceci est explicable entre autres en raison de sa situation géopolitique et économique. Le Brésil est un pays à dimension continentale ayant des frontières communes avec dix États de la région et dont le produit intérieur brut (PIB) correspond à plus de 50% de l'ensemble des PIB de la région<sup>20</sup>. Ceci est sans compter sa population qui est équivalente à celle de tous les pays de la région<sup>21</sup>. Notamment en raison de son statut de puissance moyenne émergente, mais aussi en raison de sa participation active dans les affaires régionales et internationales, le Brésil est un acteur clé sur la scène internationale : « It is impossible to conceive of managing climate change, nuclear proliferation, or economic globalization without institutions that include China, India, and Brazil »<sup>22</sup>. Il est dorénavant impossible de régler des questions de politique internationale de grande envergure sans la présence du Brésil et il en va de même sur la scène régionale.

Afin de répondre à notre question de recherche, nous émettons deux hypothèses : (1) la stratégie de recherche de l'autonomie par la participation qui fut mise en place durant la période correspondant à la création du MERCOSUR a favorisé la création de cette institution ainsi que son approfondissement durant ses premières années d'existence. (2) Au début des années 2000, le changement d'orientation de la stratégie de recherche de l'autonomie du pays (passant de l'autonomie par la participation à l'autonomie par la diversification), en lien étroit avec la montée du Brésil comme puissance émergente, a réduit l'importance du MERCOSUR pour le Brésil et miné l'approfondissement de cette institution.

---

<sup>20</sup> Ibid.

<sup>21</sup> Ibid.

<sup>22</sup> Andrew Hurrell, "Brazil and the New Global Order," *Current history*, no. 109 (2010): 66.

Pour vérifier ces hypothèses, nous utiliserons plusieurs indicateurs. Nous nous référerons abondamment à des extraits de discours prononcés par les présidents et les différents ministres des Affaires étrangères du Brésil de l'époque, ainsi qu'à des traités relatifs à la création et l'approfondissement du MERCOSUR. Les autres informations contenues dans ce mémoire proviennent de sources secondaires telles que des études relatives à notre objet d'analyse et des indicateurs économiques témoignant de la puissance d'un État comme le PIB, la valeur des exportations et des importations ainsi que les principaux partenaires commerciaux.

Le premier chapitre est consacré à la revue de la littérature couvrant les causes généralement évoquées afin d'expliquer l'échec du MERCOSUR. Après avoir passé en revue les principales causes identifiées par les auteurs dans la littérature scientifique (asymétries, divergences d'intérêts et obstacles économiques) nous proposons une explication complémentaire mettant davantage l'accent sur le rôle du Brésil comme un acteur clé.

Dans le deuxième chapitre, nous analyserons la stratégie de recherche de l'autonomie par la participation, stratégie qui prévalait lors de la signature du traité d'Asunción, en relation avec l'évolution du MERCOSUR. En effet, le désir du Brésil de participer plus activement sur la scène internationale est intimement lié à la création du MERCOSUR. La stratégie de recherche de l'autonomie par la participation a donc favorisé le phénomène de l'intégration régionale dans le Cône Sud.

Ensuite, dans le troisième chapitre, nous analyserons la stratégie de recherche de l'autonomie par la diversification, stratégie qui a commencé à prendre place durant l'administration de Cardoso, mais qui s'est davantage imposée sous la présidence de Lula. Sous Lula, en plus d'une croissance économique considérable nous pouvons remarquer un changement de cap dans le domaine de la politique étrangère, entre autres en ce qui concerne la stratégie de recherche de l'autonomie. Alors que les gouvernements précédents préconisaient une recherche d'autonomie par la participation, Lula se distingue de ses prédécesseurs en élaborant une stratégie de politique étrangère marquée par la recherche d'autonomie par la diversification.

La montée en puissance du Brésil et la nouvelle stratégie de recherche de l'autonomie par la diversification durant les deux mandats de Lula semblent avoir changé par le fait même les intérêts du Brésil à l'endroit du MERCOSUR. Nous pensons que le changement de stratégie de recherche de l'autonomie a fortement contribué à changer la nature du MERCOSUR pour le Brésil, passant d'un processus d'intégration économique régionale à une institution de coopération. Cela se reflète notamment par la volonté marquée du Brésil de promouvoir un élargissement du MERCOSUR plutôt qu'un approfondissement du processus d'intégration<sup>23</sup>.

---

<sup>23</sup> Cason, *The Political Economy of Integration*, 118.

# **Chapitre 1 : Le cadre d'analyse**

Dans ce chapitre théorique, nous avons l'objectif de présenter une revue de la littérature présentant les causes généralement admises par les chercheurs afin d'expliquer pourquoi le MERCOSUR n'a pas su concrétiser l'étape du marché commun. Par la suite, nous nous servirons de cette base élaborée par les auteurs et de certains concepts (puissance, intérêt national, politique étrangère et autonomie) afin de proposer une explication complémentaire que nous présenterons dans la deuxième partie de ce chapitre.

## **1.1. Revue de la littérature**

### **1.1.1 La question des asymétries**

Les asymétries entre l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay ne sont pas un phénomène récent et elles existaient bien avant la formation du MERCOSUR. Néanmoins, certaines asymétries se sont accentuées depuis la signature du traité d'Asunción en 1991, ce qui nous amène à penser que l'écart entre les États membres du MERCOSUR est encore plus grand aujourd'hui qu'il y a vingt ans. L'augmentation des asymétries entre les États membres met en relief une certaine interdépendance asymétrique à l'avantage du Brésil que nous analyserons dans les parties subséquentes.

Ces asymétries présentes entre les quatre membres fondateurs du MERCOSUR peuvent être de plusieurs natures (géographique, économique, politique, et sociale). Dans certains cas, les asymétries sont inhérentes aux États. Nous pouvons entre autres prendre

comme exemple l'immensité de la superficie territoriale du Brésil comparativement aux territoires limités de l'Uruguay et du Paraguay. Toutefois, l'immense territoire du Brésil n'a pas toujours constitué un instrument de puissance et ce n'est que récemment dans son histoire que le Brésil a su mettre en valeur son potentiel territorial<sup>24</sup>.

Les asymétries entre les États membres peuvent aussi être définies en termes de puissance. Dans le cadre du MERCOSUR, nous sommes en présence d'une puissance aspirant au statut de *leader* régional, le Brésil, et de trois autres États. C'est pourquoi l'explication que nous proposons se concentre sur ce cas en particulier.

## **La nature des asymétries entre les pays membres du MERCOSUR**

Le MERCOSUR était à l'origine un projet entre le Brésil et l'Argentine afin de consolider les démocraties récemment élues et favoriser le développement économique. L'arrivée de l'Uruguay et du Paraguay dans le processus d'intégration déjà en cours entre le Brésil et l'Argentine s'est faite de façon tardive. Bien que le ralliement de l'Uruguay et du Paraguay ait permis de constituer une zone de libre-échange homogène, cela a aussi mis en évidence les asymétries importantes entre les quatre économies<sup>25</sup>. Comme le présente le tableau suivant, nous pouvions déjà, en 1992, remarquer l'immense écart entre les quatre pays du Cône Sud<sup>26</sup>.

---

<sup>24</sup> Yves Gervaise, *Géopolitique Du Brésil : Les Chemins De La Puissance* (Paris: Presses universitaires de France, 2012), 30.

<sup>25</sup> Desse and Dupuy, *Le Mercosur : Vers La "Grande Amérique Latine"?*, 47.

<sup>26</sup> Dabène, "L'intégration Régionale En Amérique Latine : Le Mercosur," 25.

**Tableau 4 : Principaux indicateurs économiques (1992)**

|                     | <b>Argentine</b> | <b>Brésil</b> | <b>Uruguay</b> | <b>Paraguay</b> |
|---------------------|------------------|---------------|----------------|-----------------|
| <b>Population</b>   | 33,5             | 156,6         | 4,6            | 3,1             |
| <b>Superficie</b>   | 2 777            | 8 512         | 407            | 187             |
| <b>PIB</b>          | 125 348          | 283 466       | 5 782          | 7 594           |
| <b>PIB/habitant</b> | 3 741            | 1 811         | 1 256          | 2 449           |
| <b>Exportations</b> | 12 234 200       | 36 207 076    | 595 850        | 1 702 500       |
| <b>Inflation</b>    | 24,9             | 965,2         | 15,1           | 68,5            |

\* Population : en millions d'habitants ; Superficie : en milliers de Km<sup>2</sup> ; PIB : en milliers de dollars US 1980 ; Exportations : en milliers de dollars US ; inflation : indice des prix à la consommation dans les capitales (%).  
Source : Dabène, Olivier, « L'intégration régionale en Amérique latine : le MERCOSUR », Étude du CERI, No. 8, novembre 1995, p. 25

Comme le précise Claudio Jedlicki, les asymétries entre le Brésil et les trois autres membres du MERCOSUR peuvent constituer un frein important au processus d'intégration : « [...] ces insuffisances, si elles peuvent servir le pays central [le Brésil] à court terme, sont source de blocages du processus d'intégration et, à long terme, sont susceptibles de le condamner »<sup>27</sup>. Cependant, ces asymétries étaient déjà présentes lors de la formation du MERCOSUR en 1991. En répondant à notre question de recherche, il deviendra possible de déterminer si ces asymétries se sont effectivement accrues.

---

<sup>27</sup> Claudio Jedlicki, "Asymétries Et Marginalisation Dans Le Mercosur " in *Les Nouveaux Espaces De L'intégration. Les Amériques Et L'union Européenne*, ed. Daniel Van Eeuwen and Michel Duquette (Paris: Karthala, 2005), 112.

## L'intégration régionale entre pays fortement asymétriques

Le MERCOSUR est composé de quatre pays hétérogènes en regard à la taille de leurs économies respectives comprenant entre autres une puissance moyenne, le Brésil. Nous qualifions le MERCOSUR de processus d'intégration hétérogène puisque nous pouvons noter d'importantes asymétries entre les États membres. Dans ce processus d'intégration régionale, c'est le Brésil qui retire davantage les bénéfices de l'intégration puisque les produits brésiliens profitent d'un marché privilégié. Nous verrons plus loin que l'Uruguay et le Paraguay participent très peu aux échanges à l'extérieur de la zone.

Tullo Vigevani et Gabriel Cepaluni affirment que, généralement, un processus d'intégration régionale de nature asymétrique requiert un État qui est prêt à payer les coûts de l'intégration<sup>28</sup>. Or, dans le cas présent, c'est le Brésil qui devrait être cet État « payeur ». À cet égard, le Brésil ne semble pas prêt à assumer les coûts d'un tel *leadership* en raison notamment des nombreux problèmes auxquels il doit lui-même faire face au niveau interne<sup>29</sup>.

Nous pouvons entre autres prendre l'exemple de la question des inégalités et de la pauvreté au Brésil. Les statistiques que nous avons précédemment présentées placent le Brésil dans une situation plus que confortable comparativement aux autres États membres du MERCOSUR. Cependant, d'autres indicateurs comme l'IDH et le PIB *per capita*, présentés dans le tableau suivant, font état d'un Brésil en piètre condition pour une puissance moyenne.

---

<sup>28</sup> Tullo Vigevani and Gabriel Cepaluni, *Brazilian Foreign Policy in Changing Times : The Quest for Autonomy from Sarney to Lula* (Lanham: Lexington Books, 2009), 118.

<sup>29</sup> Doctor, "Prospects for Deepening Mercosur Integration: Economic Asymmetry and Institutional Deficits " 12.



**Tableau 5 : Niveau de développement des pays du MERCOSUR (2010)**

|                  | <b>PIB <i>per capita</i> en dollars US</b> | <b>IDH (sur 169 pays)</b> |
|------------------|--|---------------------------|
| <b>Brésil</b>    | 8220.357                                   | . 699(#73)                |
| <b>Argentine</b> | 7725.463                                   | . 775(#46)                |
| <b>Uruguay</b>   | 9420.473                                   | . 765(#52)                |
| <b>Paraguay</b>  | 2264.889                                   | . 640(#96)                |

Source : Mahrukh Doctor, p. 9

C'est en raison de ses problèmes au niveau interne que le Brésil justifie son action limitée en ce qui concerne les asymétries au sein du MERCOSUR : « Hence, it often defends its resistance to marking allowances to its smaller partners in terms of its obligations to its own people first and foremost »<sup>30</sup>. Le Brésil se concentre donc davantage à réduire les inégalités dans son propre pays plutôt qu'au niveau du MERCOSUR.

### **Le traitement des asymétries**

Avec les constats de ce tableau plutôt hétérogène, les États ont voulu mettre en place des mécanismes afin de tenter de réduire ces écarts. Le Brésil a donc dû endosser le rôle de l'État « payeur » afin d'atténuer les asymétries entre les membres. À partir de ce moment, le traitement des asymétries est devenu une préoccupation constante pour les États membres du MERCOSUR.

---

<sup>30</sup> "Prospects for Deepening Mercosur Integration: Economic Asymmetry and Institutional Deficits " 9.

Ainsi, les pays démontrèrent une volonté politique commune afin de réduire, ou du moins, atténuer les effets négatifs des asymétries pour que tous puissent bénéficier des avantages de l'intégration économique régionale. Cette volonté politique s'est traduite par des réalisations concrètes en 2003 lorsque les États membres décidèrent de créer le Fonds de convergence structurelle du MERCOSUR (FOCEM). Les principaux objectifs du FOCEM étaient d'améliorer; les infrastructures économiques et sociales; le niveau de vie des populations les plus pauvres et la compétitivité des économies de la région<sup>31</sup>.

Le FOCEM détient un budget annuel de 100 millions de dollars et comme le précise Olivier Dabène, le Brésil est celui qui contribue le plus au fonds<sup>32</sup>. Cela représente d'une part un sacrifice pour le géant brésilien et d'autre part une source de revenus supplémentaire pour les petits États<sup>33</sup>. Cet argent est ensuite redistribué en fonction des différents programmes et des différents projets proposés. L'Uruguay et le Paraguay sont les principaux bénéficiaires de cette aide. Ils ont entre autres reçu des contributions financières pour des projets en lien avec des domaines aussi diversifiés que l'amélioration des routes, les biotechnologies, la promotion des petites entreprises ainsi que des programmes d'aide alimentaire<sup>34</sup>.

Quoique modeste en comparaison aux fonds structurels de l'UE (0,1 % du PIB du MERCOSUR comparativement à 0,4 % du PIB de l'UE), le FOCEM est une mesure

---

<sup>31</sup> Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes, "Le Fonds De Convergence Structurelle Du Mercosur," <http://www.opalc.org/images/INRE/inre08002.pdf>.

<sup>32</sup> Olivier Dabène, *The Politics of Regional Integration in Latin America : Theoretical and Comparative Explorations* (New York: Palgrave Macmillan, 2009), 190.

<sup>33</sup> Ibid.

<sup>34</sup> *The Politics of Regional Integration in Latin America : Theoretical and Comparative Explorations*, 191.

redistributive importante pour les petits États<sup>35</sup>. À titre indicatif, les transferts représentent 0,7 % du PIB du Paraguay<sup>36</sup>. Bien que la création du FOCEM soit une avancée considérable dans le domaine de la réduction des asymétries entre les pays membres du MERCOSUR, la création du FOCEM n'aide pas à approfondir le processus d'intégration, mais bien à atténuer certaines asymétries afin de favoriser la poursuite du processus d'intégration. Néanmoins, il est important de souligner la création de cette nouvelle forme d'aide, la première dans la région.

### **1.1.2 Les divergences d'intérêts**

En plus des asymétries, il existe des divergences d'intérêts en ce qui a trait aux finalités du processus d'intégration. Ces divergences d'intérêts sont inévitablement liées avec la question des asymétries que nous venons d'évoquer : « [...] it was clear that asymmetries of size were reflected in the asymmetries of priorities and expectations »<sup>37</sup>. Puisque les États ne détiennent pas les mêmes attributs, il semble évident qu'ils ne voient pas l'intégration régionale de la même façon. Dans notre cas, les divergences d'intérêts entre les États vis-à-vis du processus d'intégration font référence à l'intérêt national de chaque pays, concept que nous définirons plus loin dans notre analyse.

---

<sup>35</sup> Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes, "Le Fonds De Convergence Structurelle Du Mercosur".

<sup>36</sup> Ibid.

<sup>37</sup> Doctor, "Prospects for Deepening Mercosur Integration: Economic Asymmetry and Institutional Deficits " 21.

## **Le Brésil et l'instrumentalisation du MERCOSUR**

Les asymétries entre les pays membres du MERCOSUR ont mis en exergue les écarts importants entre ces États. Ces dissemblances se situent surtout au niveau de la puissance économique<sup>38</sup>. Ces asymétries peuvent expliquer le fait que le processus d'intégration n'a pas la même signification pour tous les membres. Les États n'ont pas tous les mêmes intérêts stratégiques envers le MERCOSUR en raison de leur statut relatif et donc de leur intérêt national respectif. Claudio Jedlicki affirme que le MERCOSUR représente avant tout un objectif stratégique pour le Brésil ce qui n'est pas le cas pour les autres membres du processus d'intégration<sup>39</sup>.

Contrairement à ses homologues sud-américains, le Brésil détient une relation particulière avec le MERCOSUR. Cela est dû au fait que l'intégration régionale représente beaucoup plus un instrument stratégique qu'un outil de développement comme c'est le cas pour les deux plus petits États de cette institution. C'est ce qui nous amène à penser que le Brésil instrumentaliserait le processus d'intégration régionale afin de réaliser ses objectifs de puissance régionale émergente.

---

<sup>38</sup> Felix Peña, "L'avenir Du Mercosur Après Le Sommet De Mendoza," [http://www.cms.fss.ulaval.ca/recherche/upload/cei/fichiers/fp\\_\\_lavenir\\_du\\_mercosur\\_apres\\_le\\_sommet\\_de\\_mendoza\\_septembre\\_2012.pdf](http://www.cms.fss.ulaval.ca/recherche/upload/cei/fichiers/fp__lavenir_du_mercosur_apres_le_sommet_de_mendoza_septembre_2012.pdf).

<sup>39</sup> Jedlicki, "Asymétries Et Marginalisation Dans Le Mercosur " 114.

Les intérêts nationaux à l'égard du MERCOSUR sont donc différents en raison notamment des capacités différentes des États. Comme nous l'avons vu précédemment, le Brésil détient plusieurs atouts pouvant le classer dans la catégorie des puissances moyennes ou du moins dans la catégorie des puissances régionales. Bien que cette puissance soit contestée au sein de la région, il n'en reste pas moins que le Brésil agit comme tel sur la scène régionale et internationale. Un comportement comme celui du Brésil implique nécessairement une attitude différente par rapport à l'intégration comparativement aux États ne détenant pas un tel potentiel et une telle volonté de projection de la puissance.

### **Le MERCOSUR, un outil de développement non négligeable**

Comme nous l'avons rappelé brièvement, le MERCOSUR est l'aboutissement d'un processus de rapprochement entre les deux grands du Cône Sud. Le Paraguay est arrivé tardivement dans le processus d'intégration déjà en cours entre l'Argentine et le Brésil, et dans une moindre mesure l'Uruguay, en raison de son retour tardif à la démocratie contrairement à ses homologues sud-américains. Néanmoins, le MERCOSUR représentait une occasion inespérée pour ces petits États de s'insérer dans le marché mondial<sup>40</sup>.

Le MERCOSUR constitue donc un outil de développement considérable autant pour le Paraguay que l'Uruguay. Leur adhésion au MERCOSUR était indispensable puisque ces pays sont étroitement dépendants de l'Argentine et du Brésil<sup>41</sup>. En effet, ces États réalisent la

---

<sup>40</sup> Dabène, "L'intégration Régionale En Amérique Latine : Le Mercosur," 5.

<sup>41</sup> Desse and Dupuy, *Le Mercosur : Vers La "Grande Amérique Latine"?*, 47.

majorité de leurs échanges avec les deux grands du MERCOSUR. La création d'une zone de libre-échange leur donnait donc un accès privilégié à un énorme marché.

En définitive, le MERCOSUR n'a pas la même signification pour les États membres en raison notamment de la puissance et de leurs intérêts respectifs. Le MERCOSUR est donc pour le Brésil un outil stratégique afin de favoriser son insertion dans le système international alors qu'il constitue plutôt un outil de développement pour les autres membres du projet.

### **1.1.3 Les obstacles économiques**

En plus de la question des asymétries et des divergences d'intérêts, il existe des obstacles économiques à la poursuite de l'intégration régionale. Ces obstacles économiques peuvent revêtir plusieurs aspects comme les politiques protectionnistes des États mis en place dès la formation du MERCOSUR, l'impact du comportement des États sur le processus d'intégration régionale lors des crises économiques en Argentine et au Brésil ainsi que l'importance du commerce à l'extérieur de la zone de libre-échange comparativement au commerce entre les membres.

### **Les politiques protectionnistes des États membres**

En 1995, au lendemain de la signature du Protocole d'Ouro Preto, la zone de libre-échange et l'union douanière souffraient de nombreux produits faisant toujours exception à la

politique de suppression des droits de douane à l'intérieur de la zone du MERCOSUR<sup>42</sup>. En effet, les États décidèrent de conserver des politiques protectionnistes à l'égard de certains secteurs de leur économie jugés plus fragiles. Il s'agit entre autres des domaines de la sidérurgie, du textile, du papier et des produits alimentaires<sup>43</sup>. De plus, il existait aussi des exceptions sectorielles dont faisaient partie les secteurs du textile, du sucre et de l'automobile<sup>44</sup>. Le processus d'intégration se trouve donc ralenti en raison des nombreux produits exemptés des politiques du libre-échange.

## **Les crises économiques en Argentine et au Brésil**

Comme nous l'avons souligné en introduction, le MERCOSUR fut couronné de succès durant ses premières années d'existence en raison notamment de l'augmentation considérable du commerce entre les membres. Or, moins de dix ans après sa formation, les quatre États membres du MERCOSUR ont subi les effets d'une crise économique sérieuse qui commença en 1999 avec la dévaluation du *Réal* brésilien<sup>45</sup>. S'ensuivit l'éclatement d'une importante crise économique et sociale en Argentine en 2001. Pour faire face à la crise, les gouvernements du Brésil et de l'Argentine ont eu des comportements ne reflétant pas la logique collective récemment instituée avec la création du MERCOSUR. En effet, les États n'ont pas fait preuve de coordination afin de sortir de la crise ensemble et ils ont plutôt adopté des politiques indépendantes. Le Brésil et l'Argentine ont décidé de se tourner vers l'extérieur au dépend du

---

<sup>42</sup> Dabène, "L'intégration Régionale En Amérique Latine : Le Mercosur," 9.

<sup>43</sup> Ibid.

<sup>44</sup> "L'intégration Régionale En Amérique Latine : Le Mercosur," 10.

<sup>45</sup> Laurent Rapin, "Qu'est Devenu Le Mercosur ?," (Centre d'études interaméricaines, 2006), 7.

commerce à l'intérieur de la zone de libre-échange afin de relancer leur économie nationale, ce qui a eu comme principale conséquence une baisse du commerce à l'intérieur de la zone. Durant cette période, les exportations intrazone sont passées de 25,2 % à 11,5 % alors que les importations à l'intérieur de la zone de libre-échange ont souffert elles aussi avec une baisse considérable passant de 21,2 % à 17,1 %<sup>46</sup>. Durant cette période, les avancées dans le domaine de l'augmentation des échanges entre les membres ont connu une descente fulgurante.

En plus de la baisse du commerce à l'intérieur de la zone, les crises économiques en Argentine et au Brésil ont eu comme principale conséquence la signature en février 2006 du mécanisme d'adaptation compétitive communément appelé « big MAC » par les médias régionaux<sup>47</sup>. La signature de ce nouvel instrument a permis à l'Argentine et au Brésil de fixer des droits de douane sur les produits jugés trop compétitifs de leur voisin pouvant nuire à leur propre industrie nationale. Le mécanisme d'adaptation compétitive du MERCOSUR a permis entre autres de limiter considérablement l'importation de ces produits sur le marché national, ce qui a favorisé la reprise économique<sup>48</sup>.

À l'époque, le mécanisme d'adaptation compétitive a été jugé nécessaire afin que les économies de l'Argentine et du Brésil puissent se relever des récentes crises économiques. Cependant, cela a eu comme principal effet de retarder la création d'une union douanière qui

---

<sup>46</sup> Éric Jasmin and Sylvain Zini, "Fiche Économique : Le Mercosur (1990-2006)," (Montréal: Observatoire des Amériques, 2006), 14.

<sup>47</sup> Rapin, "Qu'est Devenu Le Mercosur ?," 2.

<sup>48</sup> Ibid.



avait été plus d'une fois remise à plus tard et qui souffrait déjà de plusieurs exceptions en plus de créer de l'animosité entre les membres<sup>49</sup>.

## **L'importance du commerce à l'extérieur de la zone de libre-échange**

Un troisième obstacle économique à l'intégration économique au sein du MERCOSUR est l'importance du commerce extra MERCOSUR comparativement au commerce intra MERCOSUR. Les quatre pays membres, mais particulièrement le Brésil, ont des partenaires commerciaux situés hors de la zone de libre-échange<sup>50</sup>. Cela entre en contraste avec les autres blocs régionaux réalisant avant tout la plus grande partie de leurs échanges au sein de leur propre zone de libre-échange c'est le cas entre autres de l'ALENA et de l'UE<sup>51</sup>.

En 2005, en ce qui concerne les exportations, le commerce intra MERCOSUR se situait à 13 % alors que le commerce extra MERCOSUR était de l'ordre de 87 %. En ce qui touche aux importations, le commerce intra MERCOSUR était de 19 % alors que le commerce extra MERCOSUR se situait à 81 %<sup>52</sup>. Pour ce qui est des exportations, le MERCOSUR effectue 24 % de ses échanges avec l'UE, 21 % avec les États-Unis, 3 % avec l'ASEAN et 58 % avec des pays isolés. En ce qui concerne les importations, le MERCOSUR effectue 26 % de ses échanges avec l'UE, 20 % avec les États-Unis, 3 % avec l'ASEAN et 51 % avec des pays isolés<sup>53</sup>. Les pays membres du MERCOSUR ont une tendance à signer des accords avec

---

<sup>49</sup> Ibid.

<sup>50</sup> Desse and Dupuy, *Le Mercosur : Vers La "Grande Amérique Latine"?*, 103.

<sup>51</sup> Ibid.

<sup>52</sup> Ibid.

<sup>53</sup> *Le Mercosur : Vers La "Grande Amérique Latine"?*, 104.

l'UE et les États-Unis tout en ne négligeant pas les marchés des pays émergents comme ceux de la Chine par exemple<sup>54</sup>.

Le plus révélateur dans toutes ces statistiques est la part de chaque pays membre dans les échanges extra MERCOSUR. En effet, en ce qui concerne les exportations, le Brésil contribuait en 2004 pour 73 %, l'Argentine pour 24 %, le Paraguay pour 1 % et l'Uruguay pour 2 %. Pour ce qui est des importations, le Brésil contribuait pour 76 %, l'Argentine pour 20 %, le Paraguay pour 2 % et l'Uruguay pour 2 %<sup>55</sup>. En effet, ces statistiques sont révélatrices en ce sens qu'elles confirment la thèse de l'interdépendance asymétrique puisque l'Uruguay et le Paraguay ne participent que très peu à ces échanges avec le reste du monde, ils dépendent donc beaucoup plus de l'économie régionale.

D'autres données tout aussi significatives nous révèlent que le Brésil exporte des produits à forte valeur ajoutée aux pays membres du MERCOSUR alors qu'il exporte surtout des matières premières vers les autres marchés internationaux<sup>56</sup>. Les exportations brésiliennes vers les autres pays du Cône Sud sont avant tout des biens manufacturés ce qui contraste énormément avec les échanges du Brésil avec le reste du monde. Le Brésil est donc le grand gagnant dans les échanges à l'intérieur de la zone de libre-échange en agissant comme un pays industrialisé à l'égard de ses partenaires commerciaux au sein du bloc.

---

<sup>54</sup> *Le Mercosur : Vers La "Grande Amérique Latine"?*, 103.

<sup>55</sup> *Le Mercosur : Vers La "Grande Amérique Latine"?*, 104.

<sup>56</sup> Alain Rouquié, *Le Brésil Au Xxie Siècle : Naissance D'un Nouveau Grand* (Paris: Fayard, 2006), 351.

## 1.2 Notre explication complémentaire

La question des asymétries, des divergences d'intérêts ainsi que les obstacles économiques sont des raisons susceptibles d'être évoquées afin d'expliquer pourquoi le MERCOSUR n'est pas encore parvenu à concrétiser la troisième étape de la marche vers l'intégration régionale selon la typologie de Béla Balassa, c'est-à-dire l'étape du marché commun. Cependant, nous pensons que ces explications ne sont pas en mesure, à elles seules, d'expliquer pourquoi les États membres du MERCOSUR n'ont pas réussi à mener à bien le projet d'intégration régionale qu'ils préconisaient à la base. Ces explications sont des conditions essentielles, mais non suffisantes afin d'expliquer le fait que les pays membres du MERCOSUR ne soient pas parvenus à réaliser l'édification d'un marché commun. De surcroît, les trois réponses offertes dans la littérature, soit les asymétries, les divergences d'intérêts et les obstacles économiques, étaient des éléments présents lors de la signature du traité d'Asunción en 1991.

Nous pouvons ainsi nous interroger sur la nature des changements qui se sont produits dans la région et qui pourraient expliquer le fait que le MERCOSUR n'a toujours pas franchi l'étape du marché commun, malgré les intentions de départ. À cette fin, nous pensons qu'il est essentiel d'examiner et de mettre l'accent sur la place du Brésil au sein du MERCOSUR puisque comme nous l'avons vu, ce pays détient un statut particulier au sein du MERCOSUR.

Nous pensons qu'en plus des trois explications que nous avons précédemment abordées, deux autres facteurs méritent d'être pris en considération. Il s'agit dans un premier

temps de la montée en puissance du Brésil expliquée entre autres par sa croissance au niveau économique et l'influence grandissante de son *soft power*, et dans un deuxième temps, du changement que nous pouvons observer dans la stratégie de recherche de l'autonomie. La montée en puissance du Brésil a contribué d'une part à faire évoluer l'intérêt national du Brésil et d'autre part les stratégies de politique étrangère et de recherche de l'autonomie qui en découlent. Mises ensemble, ces deux variables ont accentué les explications précédemment abordées (asymétries, divergences d'intérêts et obstacles au niveau économique) et contribué à changer les intérêts du Brésil envers le MERCOSUR.

### **Le rôle du Brésil comme facteur explicatif**

Afin de vérifier nos hypothèses de départ, notre raisonnement comporte deux principaux volets. Nous allons d'une part porter notre attention sur le développement économique du Brésil et comment cela a agi sur sa montée en puissance sur la scène internationale et régionale et d'autre part examiner les stratégies de recherche de l'autonomie qui en découlent en relation avec l'évolution du MERCOSUR. Doctor note un changement en ce qui concerne les stratégies de politique étrangère du Brésil au début des années 2000, changement défavorable à l'approfondissement du MERCOSUR :

Another significant factor was Brazil's changing leadership role and attitude towards foreign policy. President Lula's first term in office (2003–2006) was marked with ideological posturing and claims to leadership in diverse regional settings that did not favour MERCOSUR deepening<sup>57</sup>.

---

<sup>57</sup> Doctor, "Prospects for Deepening Mercosur Integration: Economic Asymmetry and Institutional Deficits " 18.

Par la suite, notre but sera de mesurer comment ces changements en ce qui concerne la puissance et les stratégies de recherche de l'autonomie ont modifié les intérêts du Brésil envers le MERCOSUR et par le fait même, accentué les asymétries déjà présentes.

## **1.3 Cadre conceptuel**

Cette sous-partie a comme principal objectif de présenter les concepts qui guideront notre raisonnement tout au long de notre recherche. Tout d'abord, il s'agira d'expliquer la notion de puissance selon les écoles théoriques qui influenceront notre analyse, c'est-à-dire le réalisme et le libéralisme. La notion d'intérêt national sera aussi expliquée puisque comme nous l'avons précédemment abordé, nous pensons que les intérêts du Brésil envers le MERCOSUR ont changé au fil du temps en raison de sa montée en puissance. Ensuite, nous voulons expliquer le concept de politique étrangère et comment il est possible de l'appliquer au cas du Brésil.

### **1.3.1 La puissance**

Le concept de puissance est sans aucun doute l'un des concepts les plus importants en relations internationales. Comme plusieurs autres débats en relations internationales, les théoriciens n'ont pas réussi à s'entendre sur une seule définition du concept de puissance. Nous examinerons la notion de puissance telle qu'elle est analysée par les écoles de pensée réaliste et libérale.

La notion de puissance est associée en premier lieu à l'école de pensée réaliste en relations internationales. Selon cette école, les États recherchent avant tout la maximisation de leur puissance dans leurs relations avec les autres États. Cela est dû entre autres à la nature anarchique du système international<sup>58</sup>. Pour Kenneth Waltz, fondateur de l'école néo-réaliste, les États ne cherchent pas simplement à maximiser leur puissance, mais bien à conserver leur position dans le système international<sup>59</sup>. Pour sa part, Gilpin définit le concept de puissance avant tout en termes de capacité militaire, économique et technologique<sup>60</sup>. Hans J. Morgenthau définit la puissance en fonction de plusieurs attributs comme l'espace géographique, les ressources naturelles, les capacités industrielles, le domaine militaire, la population nationale, le caractère national, le moral de la nation, la qualité de la diplomatie ainsi que la qualité du gouvernement<sup>61</sup>.

Les tenants de l'école libérale se distinguent des théoriciens de l'école de pensée réaliste en précisant qu'il existe d'autres définitions de la puissance. Pour Keohane et Nye, la puissance peut se définir comme l'habileté de certains acteurs à entraîner d'autres acteurs à faire certaines actions qu'ils n'auraient probablement pas entreprises seuls<sup>62</sup>. Joseph Nye viendra apporter des précisions au débat en affirmant qu'il n'existe pas un seul type de puissance, mais bien deux soit le *hard power* ou puissance dure et le *soft power* ou puissance

---

<sup>58</sup> Hugo L'Oiseau, "Puissance," in *Relations Internationales. Théories Et Concepts.*, ed. Alex Macleod, et al. (Outremont: Athéna Éditions, 2008), 353.

<sup>59</sup> Ibid.

<sup>60</sup> Alex Macleod, "Le Néoréalisme," in *Théories Des Relations Internationales : Contestations Et Résistances*, ed. Alex Macleod and Dan O'Meara (Outremont: Athéna éditions 2007), 68.

<sup>61</sup> Hans J. Morgenthau, *Politics among Nations; the Struggle for Power and Peace* (New York: Knopf, 1967), 149-63.

<sup>62</sup> L'Oiseau, "Puissance," 354.

douce. Le hard power fait référence à la puissance dure, c'est-à-dire la puissance militaire et économique. Le soft power fait pour sa part référence à l'influence politique et culturelle. Les deux types de puissances visent les mêmes objectifs, la différence réside dans les moyens que l'on met en place afin d'obtenir ce que l'on souhaite<sup>63</sup>. Dans la citation suivante, Joseph Nye établit la différence entre les deux types de puissance: « Hard and soft powers are related because they are both aspects of the ability to achieve one's purpose by affecting the behavior of others. The distinction between them is one of degree, both in the nature of the behavior and in the tangibility of the resources »<sup>64</sup>. Il est plus ardu de mesurer le *soft power* que le *hard power* puisque ce dernier se fonde sur des caractéristiques tangibles de la puissance, donc qui peuvent se calculer, contrairement au *soft power*.

## **Le Brésil et le concept de puissance**

Il est intéressant de déterminer où se situe le Brésil parmi ces différentes conceptions de la puissance et par le fait même, quels éléments du concept de puissance nous retiendrons pour notre analyse. Pour commencer, la puissance brésilienne ne correspond pas à la définition traditionnelle de la puissance selon l'école de pensée réaliste et néo-réaliste. En effet, le Brésil ne détient pas un des attributs traditionnels de la puissance qui est une forte force militaire. Il est intéressant de noter que, contrairement aux autres États membres du BRIC, le Brésil a renoncé à l'arme nucléaire lors du retour à la démocratie dans les années 1980.

---

<sup>63</sup> "Puissance," 355.

<sup>64</sup> Joseph S. Nye, *Soft Power* (New York: PublicAffairs, 2004), 7.

Selon nous, la puissance brésilienne comprend des éléments relevant de la conception libérale de la puissance en raison notamment de sa force économique une composante du *hard power* et de son *soft power*. Un élément important de la puissance brésilienne est certainement son capital diplomatique. Le Brésil a rarement fait usage de la force afin de régler des conflits privilégiant plutôt la voie diplomatique. De plus, selon Enrique Ventura, un autre élément aussi inusité que le football fait partie du *soft power* brésilien et contribue à son rayonnement sur la scène internationale ainsi qu'à son affirmation<sup>65</sup>. La puissance brésilienne peut donc se mesurer en fonction de son capital diplomatique et de ses actions sur la scène internationale et régionale, mais aussi par son activité économique mesurée entre autres par le PIB.

En 1980, Antonio Carlos Peixoto dépeignait dans un de ses articles un Brésil en quête de reconnaissance de sa puissance et de son rôle hégémonique au niveau régional par ses différentes actions diplomatiques<sup>66</sup>. Encore aujourd'hui, le Brésil exerce une politique de grande puissance à l'égard notamment de certains pays d'Afrique<sup>67</sup>. Cette politique à l'endroit de l'Amérique latine et de l'Afrique n'est pas récente, cela fait bien plus de trente ans que le Brésil est engagé sur les chemins de la puissance.

---

<sup>65</sup> Enrique Ventura, "Le Football Comme Instrument De La Diplomatie Brésilienne," [http://www.gribresil.org/images/stories/La\\_diplomatie\\_du\\_footballGRIB.pdf?0b580eba0e438bd2cff8c9397821a128=336981bebf4c37c7fcff79a81ee6af11](http://www.gribresil.org/images/stories/La_diplomatie_du_footballGRIB.pdf?0b580eba0e438bd2cff8c9397821a128=336981bebf4c37c7fcff79a81ee6af11).

<sup>66</sup> Antonio Carlos Peixoto, "La Montée En Puissance Du Brésil : Concepts Et Réalité," *Revue française de science politique*, no. 2 (1980): 331.

<sup>67</sup> Gervaise, *Géopolitique Du Brésil : Les Chemins De La Puissance*, 163.



### 1.3.2 Intérêt national

Avec la montée en puissance du Brésil, il est utile de s'interroger sur la notion d'intérêt national et comment ce concept s'applique au cas du Brésil. L'intérêt national est un concept un peu vague qui, sans explications, peut être utilisé à plusieurs égards et revêtir plusieurs définitions. Dans le cadre de notre mémoire, l'intérêt national réfère à l'objectif à atteindre en politique étrangère<sup>68</sup>. C'est un outil qui procure avant tout de la légitimité au gouvernement en place afin d'expliquer les actions de l'État, surtout en ce qui a trait à la politique internationale<sup>69</sup>. Le concept d'intérêt national est associé à l'école de pensée réaliste en relations internationales lorsqu'il est question de « [...] l'analyse rationnelle des moyens de la puissance, qu'ils soient économiques, technologiques, politiques ou militaires. La quête de ces moyens est réalisée dans le but d'assurer le maintien de la nation et la souveraineté de celle-ci »<sup>70</sup>. Comme le précise Robert Gilpin, les États en soi n'ont pas d'intérêts. Ce sont les personnes physiques ou les personnes réunies en groupe qui peuvent avoir un intérêt à défendre<sup>71</sup>. Les intérêts de l'État sont donc fortement influencés par les intérêts de la classe politique dominante<sup>72</sup>. Contrairement à l'école de pensée réaliste, pour les institutionnalistes néolibéraux, l'intérêt national est propre à chaque État :

---

<sup>68</sup> Chantal Robichaud, "Intérêt National," in *Relations Internationales. Théories Et Concepts.*, ed. Alex Macleod, et al. (Outremont: Athéna éditions, 2008), 234.

<sup>69</sup> Ibid.

<sup>70</sup> Ibid.

<sup>71</sup> Robert Gilpin, *War and Change in World Politics* (Cambridge; New York: Cambridge University Press, 1981), 18.

<sup>72</sup> *War and Change in World Politics* (Cambridge; New York: Cambridge University Press, 1981), 19.

[...] les États agissent nécessairement dans leur intérêt. Cet intérêt national varie donc d'un État à l'autre et cela entraîne des excès et des luttes dans les relations, ce qui explique que des structures internationales de contrôle doivent être mises sur pied, garantissant, par des mécanismes d'influence, la coopération, la réciprocité et le partage des bénéfices entre les membres. En ce sens, les institutions fournissent aux États des moyens d'actions nécessaires à l'atteinte de leurs buts<sup>73</sup>.

Les intérêts nationaux de chaque État peuvent donc être de nature différente. Les intérêts économiques, religieux et politiques des États ont toujours influencé le domaine de la politique internationale. Toutefois, Robert Gilpin remarque que dans l'ère moderne, les intérêts économiques des États sont d'une plus grande importance. Nous pouvons surtout remarquer l'effet de ce phénomène dans la détermination de la politique étrangère<sup>74</sup>.

### **1.3.3 La politique étrangère**

Comme nous l'avons expliqué, l'intérêt national réfère avant tout à l'objectif à atteindre en politique étrangère. Dans le cadre de ce mémoire, nous voulons porter notre attention sur la politique étrangère comme facteur explicatif complémentaire aux causes généralement admises dans la littérature, mais plus particulièrement la recherche de l'autonomie, une composante de la politique étrangère brésilienne. Diane Éthier définit le concept de politique étrangère comme étant : « [...] l'ensemble des principes, orientations, programmes, ententes, institutions et actions qui caractérisent les relations d'un État avec les autres États »<sup>75</sup>. Pour l'école de pensée réaliste, la politique étrangère est fortement influencée par la préservation et la maximisation de la puissance ainsi que la poursuite de l'intérêt

---

<sup>73</sup> Robichaud, "Intérêt National," 235.

<sup>74</sup> Gilpin, *War and Change in World Politics*, 68.

<sup>75</sup> Diane Éthier, *Introduction Aux Relations Internationales* (Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 2010), 137.

national<sup>76</sup>. Plus encore, Hans Morgenthau vient renforcer cette idée en affirmant que dans le domaine de la politique étrangère, l'État n'a qu'une seule grande stratégie que l'on peut résumer comme étant « l'intérêt national égoïste défini en termes de puissance »<sup>77</sup>. Toujours selon Morgenthau, le but de chaque État en politique étrangère est la recherche et la maximisation de sa puissance :

[...] quels que soient les termes dans lesquels ce but est défini, la recherche de la puissance est toujours son but immédiat, qu'il s'agisse de changer la configuration du rapport des forces existant par une politique impérialiste, ou au contraire de le préserver par une politique du *statu quo*<sup>78</sup>.

## **La politique étrangère brésilienne (PEB)**

Au Brésil, la politique étrangère est mise en œuvre à Itamaraty, le ministère des Affaires étrangères et le plus haut corps diplomatique brésilien. Malgré les changements gouvernementaux, la PEB a su garder une certaine stabilité et cela est attribuable à l'Itamaraty qui joue un rôle « d'amortisseur » quant aux changements au niveau politique. Maria Regina Soares de Lima et Mônica Hirst exposent clairement les principaux éléments de la politique étrangère brésilienne des dernières années :

[... ] the instrumental nature of Brazilian foreign policy and its close relationship with the country's economic and development objectives; the country's commitment to multilateralism; the growing importance for Brazil of regional politics and security; and the recent evolution of Brazil's relations with the United States<sup>79</sup>.

---

<sup>76</sup> *Introduction Aux Relations Internationales* (Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 2010), 138.

<sup>77</sup> Dario Battistella, *Théories Des Relations Internationales* (Paris: Presses de Sciences Po, 2009), 129.

<sup>78</sup> *Théories Des Relations Internationales* (Paris: Presses de Sciences Po, 2009), 130.

<sup>79</sup> Maria Regina Soares de Lima and Monica Hirst, "Brazil as an Intermediate State and Regional Power : Action, Choice, and Responsibilities," *International Affairs* 82, no. 1 (2006): 22.

De plus, selon Vigevani et Cepaluni, en plus du développement économique, la recherche de l'autonomie est un élément important de la PEB : « [...] the quest for autonomy and the quest for development are constant in Brazilian foreign policy at least since the mid-1980s »<sup>80</sup>. En ce qui concerne le développement économique, cela n'est pas propre au Brésil puisque les États mettent généralement de l'avant cet objectif de politique étrangère. Néanmoins, la recherche de l'autonomie est un objectif de politique étrangère qui se réfère davantage aux États plus faibles ou en périphérie du système international. Par exemple, selon ce principe, une grande puissance comme les États-Unis ne sentira pas le besoin de s'affranchir sur la scène internationale en ce qui concerne la défense de son autonomie. Cependant, le contraire s'applique pour les États plus faibles ou les États comme le Brésil, qui ont un statut ambigu, c'est-à-dire qu'ils ne se situent ni au centre ni à la périphérie du système international.

## **La recherche de l'autonomie au Brésil**

La politique étrangère brésilienne est marquée depuis plusieurs années par une quête constante d'autonomie<sup>81</sup>. Nous entendons le concept d'autonomie comme Tullo Vigevani et Gabriel Cepaluni, c'est-à-dire : « [...] a notion that refers to a foreign policy free from constraints imposed by powerful countries »<sup>82</sup>. Dans le cas du Brésil, la recherche de l'autonomie vise essentiellement à se libérer de l'influence des États-Unis<sup>83</sup>.

---

<sup>80</sup> Vigevani and Cepaluni, *Brazilian Foreign Policy in Changing Times : The Quest for Autonomy from Sarney to Lula*, xvii.

<sup>81</sup> *Brazilian Foreign Policy in Changing Times : The Quest for Autonomy from Sarney to Lula*, 3.

<sup>82</sup> *Brazilian Foreign Policy in Changing Times : The Quest for Autonomy from Sarney to Lula*, 1.

<sup>83</sup> *Brazilian Foreign Policy in Changing Times : The Quest for Autonomy from Sarney to Lula*, 3.

Cette stratégie de recherche de l'autonomie s'est concrétisée en trois phases différentes, soit l'autonomie par la distance, l'autonomie par la participation et l'autonomie par la diversification. L'autonomie par la distance suppose un développement économique basé principalement sur un fort sentiment nationaliste, une distance par rapport aux grandes questions internationales ainsi que la recherche d'alliances de type sud-sud. Pour sa part, l'autonomie par la participation se manifeste par une plus grande implication au niveau international ainsi que par l'acceptation des normes libérales et des régimes internationaux dans l'espoir de pouvoir influencer et contribuer à la prise de décision dans les grandes institutions internationales. Finalement, l'autonomie par la diversification fait référence à un rapprochement avec les pays du Sud afin d'obtenir une plus grande insertion et plus de pouvoir à l'échelle internationale en privilégiant le multilatéralisme. Cela implique entre autres la capacité de diversifier ses partenaires internationaux sans pour autant entrer en conflit avec les pays centraux<sup>84</sup>.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser en regard aux différentes caractéristiques de la recherche de l'autonomie par la diversification, le processus d'intégration économique régionale en cours au sein du MERCOSUR n'entre pas en conflit avec cet objectif. L'intégration régionale était plutôt censée accroître la capacité d'action du Brésil sur la scène internationale<sup>85</sup>. En effet, la concertation et l'intégration régionale sont perçues comme étant les meilleurs moyens afin d'en arriver à une plus grande autonomie<sup>86</sup>.

---

<sup>84</sup> Ibid.

<sup>85</sup> *Brazilian Foreign Policy in Changing Times : The Quest for Autonomy from Sarney to Lula*, 103.

<sup>86</sup> Roberto Russell and Juan Gabriel Tokatlian, "From Antagonistic Autonomy to Relational Autonomy : A Theoretical Reflection from the Southern Cone " *Latin American Politics and Society* 45, no. 1 (2003).

Toutefois, Tullo Vigevani et Gabriel Cepaluni se sont penchés sur la relation entre les concepts d'autonomie et celui de diversification des partenaires. La relation entre ces deux concepts aurait réduit l'importance du MERCOSUR pour le Brésil ce qui peut entre autres expliquer la crise que le MERCOSUR traverse actuellement<sup>87</sup>.

---

<sup>87</sup> Vigevani and Cepaluni, *Brazilian Foreign Policy in Changing Times : The Quest for Autonomy from Sarney to Lula*, 103.

## **Chapitre 2 : Les débuts du MERCOSUR et l'autonomie par la participation**

En nous appuyant sur la typologie de l'autonomie établie par Vigevani et Cepaluni (distance, participation, diversification), présentée précédemment, ce chapitre illustre comment, vers la fin des années quatre-vingt, le Brésil a commencé à délaisser la stratégie de recherche de l'autonomie par la distance pour se diriger vers une stratégie de recherche de l'autonomie davantage marquée par la participation. Comme nous le verrons, ce changement en ce qui concerne la stratégie de recherche de l'autonomie coïncide avec une série de rapprochements entre l'Argentine et le Brésil qui mèneront éventuellement à la création du MERCOSUR.

L'étude du processus d'intégration observé pendant les premières années de mise en œuvre du MERCOSUR nous permet d'observer une logique d'intégration régionale. Ainsi, l'hypothèse que nous soutiendrons durant ce chapitre est la suivante : la stratégie de recherche de l'autonomie par la participation a favorisé la création du MERCOSUR ainsi que son approfondissement durant les premières années de l'institution. Plus spécifiquement, nous verrons comment la puissance du Brésil dans la région à cette époque, caractérisée par son statut de puissance moyenne émergente, sous-tend cette stratégie d'autonomie par la participation qui favorisera à son tour l'adoption et l'approfondissement de la logique d'intégration régionale au sein du MERCOSUR. Pour développer cette hypothèse, nous subdiviserons le chapitre en trois parties. La première partie portera sur le changement de

stratégie de recherche de l'autonomie que nous pouvons observer vers la fin des années quatre-vingt. La deuxième partie portera sur l'approfondissement du MERCOSUR durant ses premières années d'existence. La troisième partie portera sur la relation entre la puissance du Brésil et sa stratégie de politique étrangère durant cette période.

## **2.1. Autonomie : de la distance à la participation**

Nous avons précédemment établi que la recherche de l'autonomie est un élément important de la politique étrangère brésilienne. Nous comprenons le concept de l'autonomie comme le présentent Vigevani et Cepaluni, c'est-à-dire comme une politique étrangère libérée des contraintes imposées par les grandes puissances<sup>88</sup>. Avant la fin de la dictature militaire (1985), la stratégie de recherche de l'autonomie qui était privilégiée était l'autonomie par la distance, soit une politique étrangère de contestation des normes et des principes des grandes institutions internationales ainsi qu'une opposition aux grandes puissances, surtout les États-Unis<sup>89</sup>. Plusieurs causes, autant au niveau national que systémique, peuvent être évoquées afin d'expliquer le changement de stratégie de recherche de l'autonomie qui s'opère au Brésil vers la fin des années quatre-vingts.

Vigevani et Cepaluni sont d'avis que durant la période précédant la création du MERCOSUR, l'administration de José Sarney (1985-1990) privilégiait une politique de recherche de l'autonomie par la distance. Nous pouvons tout de même observer une volonté d'amorcer une transition de l'autonomie par la distance vers l'autonomie par la participation:

---

<sup>88</sup> *Brazilian Foreign Policy in Changing Times : The Quest for Autonomy from Sarney to Lula*, 1.

<sup>89</sup> *Brazilian Foreign Policy in Changing Times : The Quest for Autonomy from Sarney to Lula*, 7.



« [...] the pressures for change were such that even through president Sarney tried to maintain his foreign policy within the logic of autonomy through distance, by the end of his term it was quite clear that the country was taking new foreign policy paths »<sup>90</sup>. Le président de l'époque a répondu à une demande de changement exprimée par la population brésilienne en délaissant le modèle d'autonomie par la distance : « [...] Sarney started to propose the replacement of the strategy based on autarchical economic growth, one of the hallmarks of autonomy through distance, by a market-oriented development policy, tending more to autonomy through participation »<sup>91</sup>. Les principaux éléments ayant favorisé cette transition sont les nombreuses crises au niveau domestique qui ont suivi la fin du régime dictatorial. Il est intéressant de noter que ce premier changement de stratégie de recherche de l'autonomie répond surtout à des changements au niveau interne.

Au niveau systémique, les transformations sur la scène internationale, occasionnée entre autres par la fin de la Guerre froide et l'accélération de la mondialisation sont aussi des causes pouvant expliquer le changement de stratégie de recherche de l'autonomie. Comme l'indiquent Vigevani et Cepaluni : « These changes made it impossible for Brazil to continue adopting a foreign policy guided by the concept of autonomy through distance, as had been practiced, with variations, since the Getúlio Vargas presidency in the 1930s »<sup>92</sup>. La combinaison de tous ces éléments a donc contribué à la transformation de la stratégie de recherche de l'autonomie par la distance vers la recherche de l'autonomie par la participation.

---

<sup>90</sup> *Brazilian Foreign Policy in Changing Times : The Quest for Autonomy from Sarney to Lula*, 11.

<sup>91</sup> *Brazilian Foreign Policy in Changing Times : The Quest for Autonomy from Sarney to Lula*, 13.

<sup>92</sup> *Brazilian Foreign Policy in Changing Times : The Quest for Autonomy from Sarney to Lula*, 31.

## L'autonomie par la participation

Comme son nom l'indique, la stratégie de recherche de l'autonomie par la participation suppose une participation plus active sur la scène internationale. Marcos Castrioto de Azambuja, le secrétaire au ministère des Affaires étrangères, reprend les mots de Collor de Mello, président du Brésil entre 1990 et 1992, lorsqu'il affirme que la stratégie de recherche de l'autonomie par la participation de l'époque en était une d'affirmation de la place du Brésil dans le monde :

This stance, did not merely "seek to find a place in the First World – a concept that has, after all, lost much of its relevance with the dilution of the Second World and the diversification of the Third." It aims «to state that we cannot remain outside these discussions, directly or indirectly. We must *participate* [emphasis added] so that matters that are in our interest form part of the wider agenda and are dealt with in a balanced way"<sup>93</sup>.

À l'aide de la stratégie de recherche de l'autonomie par la participation, le Brésil désirait participer plus activement dans les instances internationales et prendre part aux grands débats internationaux afin de résoudre ses différents problèmes au niveau interne :

This new perspective held that Brazil would begin to resolve its internal problems more effectively and assume greater control over its future if it actively contributed to elaborating the norms and guidelines of the global order. By actively seeking to organize and regulate international relations in a variety of contexts, Brazilian foreign policy would also help to establish an environment favorable to economic development, which had been the goal of Brazil's external action throughout most of the twentieth century<sup>94</sup>.

---

<sup>93</sup> *Brazilian Foreign Policy in Changing Times : The Quest for Autonomy from Sarney to Lula*, 37.

<sup>94</sup> *Brazilian Foreign Policy in Changing Times : The Quest for Autonomy from Sarney to Lula*, 53.

Cette volonté s'est traduite notamment par l'établissement de mécanismes orientés vers le développement d'un marché régional et une plus grande intégration des marchés latino-américains, la création du MERCOSUR.

## **MERCOSUR : Un mécanisme d'intégration régionale pour l'autonomie par la participation**

Afin de pouvoir participer plus activement dans les grandes institutions internationales, le Brésil devait se faire reconnaître en tant que puissance sur la scène internationale. Pour ce faire, les instances brésiliennes, via la stratégie de la recherche de l'autonomie par la participation, ont privilégié la voie de l'intégration régionale. En plus d'œuvrer pour le développement économique et pour la défense de la démocratie, le MERCOSUR avait une signification particulière pour le Brésil : il devenait un outil important de projection de la puissance brésilienne sur la scène internationale. Le Brésil a toujours considéré que la sphère régionale était une priorité<sup>95</sup>. Nous pouvons d'ailleurs remarquer une certaine récurrence en ce qui concerne l'importance du Cône Sud pour le Brésil. Celso Amorim, le second ministre des Relations extérieures sous l'administration Franco, ne manque pas de souligner l'importance de la région lors de sa présence au ministère :

La première priorité est l'Amérique du Sud. Dans notre cas, nous nous sommes engagés à faire avancer le plan ambitieux, avec des corrections qui peuvent être nécessaires au fil du temps, de l'intégration dans le cadre du MERCOSUR. Dans ce contexte, nous avons une relation privilégiée avec l'Argentine, partenaire politique et économique fondamental. *[traduction]*<sup>96</sup>

---

<sup>95</sup> Soares de Lima and Hirst, "Brazil as an Intermediate State and Regional Power : Action, Choice, and Responsibilities," 29.

<sup>96</sup> Maria Candida Galvão Flores, *O Mercosul Nos Discursos Do Governo Brasileiro, 1985-1994* (Rio de Janeiro, RJ: FGV Editora, 2005), 89-90.

Vraisemblablement, l'Amérique du Sud constitue une priorité de haut niveau pour les instances brésiliennes. Quelques années après la création du MERCOSUR, le président de l'époque, Fernando Henrique Cardoso, a renchéri cette idée en affirmant que le destin du Brésil est intimement lié à celui du MERCOSUR :

Le Brésil est fermement attaché au MERCOSUR, qui représente non seulement une priorité absolue de politique étrangère brésilienne, mais aussi une partie intégrante de notre développement. Je dirais même que le MERCOSUR créé aujourd'hui une dynamique évolutive impossible – et impensable – à être inversée. *[traduction]*<sup>97</sup>

À cet effet, Celso Lafer, le deuxième ministre des Affaires extérieures sous Cardoso a affirmé que : « [...] le MERCOSUR était le destin du Brésil et non une option parmi d'autres »<sup>98</sup>. Nous ne pouvons donc pas nier le rôle primordial joué par le MERCOSUR dans la stratégie d'insertion internationale du Brésil :

It occurs that MERCOSUR was, in fact, a balance and a space of more realistic conception to the insertion of Brazil in the international system - in the context of a neoliberal diplomacy. For the Brazilian foreign policy, MERCOSUR was able to articulate a regional space and thereby succeeded in calling the interest of other economic blocs, setting itself as a respected speaker both in multilateral forum and bilateral agreements<sup>99</sup>.

L'intégration régionale au sein du MERCOSUR était donc une plate forme de choix pour l'insertion internationale du Brésil ainsi que la reconnaissance de sa puissance. Pour sa part, l'Amérique du Sud devient une priorité pour le développement économique et politique du pays.

---

<sup>97</sup> Ministério das Relações Exteriores, "Resenha De Política Exterior Do Brasil," (1995), 38.

<sup>98</sup> Rouquié, *Le Brésil Au Xxe Siècle : Naissance D'un Nouveau Grand*, 353.

<sup>99</sup> André Luis Reis da Silva, "South America in Fernando Henrique Cardoso's Foreign Policy : A Legacy for Lula's Government," *Revista Conjuntura Austral* 2, no. 3-4 (2010-2011): 102.

## Une priorité : l'Amérique du Sud

La création du MERCOSUR en 1991 est donc le reflet de la stratégie de recherche de l'autonomie par la participation, une stratégie visant l'insertion du Brésil sur la scène internationale. Nous l'avons vu, l'Amérique latine a toujours constitué une priorité pour le Brésil en termes de politique étrangère. Il est intéressant de noter que le Brésil a besoin du soutien de sa région pour certains de ses objectifs de politique étrangère, dont la reconnaissance de sa puissance sur la scène internationale. Parmi les aspirations du Brésil nécessitant une approbation et un soutien de la sphère régionale se trouve le désir du Brésil de détenir un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU) : « Beyond this, Brazil's "South American option" would prove useful in its aspiration to a permanent seat on the UN Security Council, since it would afford the country recognition as a regional power »<sup>100</sup>.

Plus récemment, le Brésil a délaissé le concept d'Amérique latine pour se concentrer davantage sur celui d'Amérique du Sud<sup>101</sup>. Avec ce changement de concept, le Brésil reconnaît l'impossibilité d'exercer une influence significative sur l'ensemble du continent et qu'il convient de se concentrer sur une plus petite zone d'influence, le Cône Sud. Ce changement comporte deux avantages géopolitiques majeurs pour le Brésil. D'une part, en utilisant le concept d'Amérique du Sud, le Brésil isole par le fait même son plus grand rival

---

<sup>100</sup> Vigevani and Cepaluni, *Brazilian Foreign Policy in Changing Times : The Quest for Autonomy from Sarney to Lula*, 66.

<sup>101</sup> Andrés Malamud, "A Leader without Followers? The Growing Divergence between the Regional and Global Performance of Brazilian Foreign Policy," *Latin American politics and society* (2011): 6.

régional, le Mexique, dans l'hémisphère Nord<sup>102</sup>. D'autre part, les pays concernés par le concept d'Amérique du Sud sont beaucoup moins dépendants des États-Unis, ce qui donne une plus grande marge de manœuvre pour le Brésil<sup>103</sup>.

La Constitution brésilienne est éloquente quant à la place que détient le MERCOSUR dans la stratégie de politique étrangère du Brésil. L'article 4 de la Constitution témoigne de la volonté du Brésil à coopérer en vue de former la grande Amérique latine : « La République fédérale du Brésil recherche l'intégration économique, politique, sociale et culturelle des peuples d'Amérique latine en vue de la formation d'une collectivité latino-américaine de nations »<sup>104</sup>. L'intégration régionale est donc un principe important pour le Brésil, puisqu'il a cru bon de l'instituer au niveau constitutionnel<sup>105</sup>.

L'intégration économique régionale est la clé de voute de la politique étrangère brésilienne, et ce, depuis la formation du MERCOSUR en 1991<sup>106</sup>. Bien qu'à l'époque, le Brésil semble être en accord avec les principes devant mener à la création du MERCOSUR (développement économique et consolidation des démocraties), on peut penser que la région revêt un caractère particulier pour cet État, soit bien plus qu'un espace intégré économiquement.

---

<sup>102</sup> Ibid.

<sup>103</sup> Ibid.

<sup>104</sup> *Constitution De La République Fédérative Du Brésil*, (5 octobre 1988), Article 4.

<sup>105</sup> De Almeida Medeiros and Meunier Ferraz, "Le Brésil De Lula Et L'intégration Régionale," 42.

<sup>106</sup> Malamud, "A Leader without Followers? The Growing Divergence between the Regional and Global Performance of Brazilian Foreign Policy," 6.

En effet, et ce dès sa formation, le MERCOSUR représentait pour le Brésil un objectif géostratégique et géopolitique, ce qui n'était pas le cas pour les autres pays membres poursuivant d'autres types d'intérêts comme nous l'avons exposé dans notre premier chapitre<sup>107</sup>. De plus, Claudio Jedlicki met en exergue le caractère instrumental du MERCOSUR pour le Brésil dans la réalisation de ses intérêts nationaux : « Le MERCOSUR s'inscrivait parfaitement dans le dispositif devant mener le Brésil à la reconnaissance internationale de son statut de puissance moyenne »<sup>108</sup>. Cette affirmation est reprise par le ministre Celso Lafer en 1992 lorsqu'il déclare lors de la 47<sup>e</sup> session de l'assemblée générale de l'ONU que le MERCOSUR est un important outil d'insertion internationale pour le Brésil : « Nous cherchons dans le MERCOSUR une base régionale indispensable pour permettre notre insertion compétitive dans le monde » *[traduction]*<sup>109</sup>.

L'intégration régionale est véritablement un enjeu de politique étrangère pour le Brésil puisqu'il était fortement admis que l'intégration régionale au sein du MERCOSUR augmenterait de façon significative la capacité du Brésil à négocier sur la scène internationale<sup>110</sup>. Cela se manifeste dans plusieurs domaines :

---

<sup>107</sup> Claudio Jedlicki, "Le Mercosur Dans La Politique Extérieure Brésilienne De Ces Dernières Décennies," *Tiers-Monde* 42, no. 168 (2011): 829.

<sup>108</sup> "Le Mercosur Dans La Politique Extérieure Brésilienne De Ces Dernières Décennies," *Tiers-Monde* 42, no. 168 (2011): 830.

<sup>109</sup> Flores, *O Mercosul Nos Discursos Do Governo Brasileiro, 1985-1994*, 82.

<sup>110</sup> Tullo Vigevani, Marcelo Fernandes De Oliveira, and Timothy Thompson, "Brazilian Foreign Policy in the Cardoso Era : The Search for Autonomy through Integration," *Latin American perspectives* 34, no. 5 (2007): 64.

This is particularly the case in trade negotiations [...] Notions of regionalism also appear prominently in Brazil's dealing with international norms of democracy and human rights, nuclear proliferation, international security and migration. The region has also been a recurrent theme in Brazilian arguments about the need for a UN Security Council reform that grants Brazil a permanent chair (albeit one that has been challenged by other regional states)<sup>111</sup>.

Selon Santander, il serait plus ardu pour le Brésil de se tailler une place de choix sur la scène internationale sans le soutien de sa région<sup>112</sup>. D'où l'importance, d'un point de vue brésilien, de participer activement au maintien du MERCOSUR ainsi qu'à son approfondissement afin de se faire accepter en tant que *leader* régional.

Comme nous l'avons précédemment présenté, l'Amérique du Sud en tant que région revêt une signification particulière pour le Brésil. D'une part, cette région est l'aire d'influence naturelle du Brésil et d'autre part, via le MERCOSUR le Brésil aspire à être reconnu comme une puissance sur la scène internationale. Cette idée est entre autres exprimée par Fernando Collor de Mello lors d'un discours intitulé « Le projet de reconstruction nationale » prononcé peu de temps après sa victoire électorale le 15 mars 1990. Dans ce discours, le nouveau président fait mention de l'importance que représente l'Amérique latine en tant qu'espace régional pour le Brésil ainsi que des nombreuses retombées positives qu'engendrera le futur espace d'intégration pour les pays membres :

---

<sup>111</sup> Daniel Flemes, *Regional Leadership in the Global System Ideas, Interests and Strategies of Regional Powers* (Farnham, Surrey, England; Burlington, VT: Ashgate, 2010), 193.

<sup>112</sup> Sebastian Santander, "Le Brésil Et Ses Aspirations Au Statut De Puissance : Autoperception, Capacités, Reconnaissance Internationale," in *L'émergence De Nouvelles Puissances . Vers Un Système Multipolaire ?*, ed. Sebastian Santander (Paris: Ellipses, 2009), 66.



Pour le Brésil, le grand espace immédiat est l'Amérique latine avec son épice économique le Cône Sud. La tradition d'amitié, de lutte pour la paix régionale, de coopération et de dialogue sera renforcée. D'où l'importance croissante du processus d'intégration latino-américain que je veux approfondir systématiquement sous mon gouvernement. Je pense que l'intégration est un passage obligatoire pour la modernisation de nos économies et aussi une condition pour que l'Amérique latine puisse rejoindre les protagonistes de cette période de changement de ce scénario mondial. L'intégration latino-américaine va quitter le rêve pour devenir une réalité concrète et fructueuse. Le développement économique et social des peuples de la région encore plus proche de nos frères, le renforcement du régime démocratique choisi par eux. *[traduction]*<sup>113</sup>

## 2.2 La marche vers l'intégration régionale

La nouvelle stratégie de recherche de l'autonomie par la participation du Brésil a permis une série de rapprochements entre les deux grands du Cône Sud :

Cette nouvelle conjoncture " de la participation" influe sur la position du Brésil vis-à-vis de l'intégration régionale. Ainsi, dans les années 1980, il établit des traités de coopération avec l'Argentine, dont le Traité d'Intégration, Coopération et Développement, signé en 1988 par le Président brésilien José Sarney et son homologue argentin Raúl Alfonsín afin de consolider l'intégration économique entre les deux nations et de baser leurs relations sur la devise "démocratie, paix et développement"<sup>114</sup>.

La fin des dictatures militaires au Brésil et en Argentine a favorisé la mise en place d'un nouveau climat de coopération entre les deux nations. En effet, malgré de nombreux épisodes de rapprochements et d'éloignement entre les années 1940 et les années 1980, c'est la fin de la période dictatoriale qui permit de véritablement mettre place un climat de coopération durable entre l'Argentine et le Brésil. Par exemple, entre 1984 et 1989, les deux États ont signé 24 traités bilatéraux, et ce, dans divers domaines<sup>115</sup>. Olivier Dabène souligne la volonté marquée

---

<sup>113</sup> Fernando Collor de Mello, "O Projeto De Reconstrução Nacional " (1990).

<sup>114</sup> De Almeida Medeiros and Meunier Ferraz, "Le Brésil De Lula Et L'intégration Régionale," 40.

<sup>115</sup> Dabène, "L'intégration Régionale En Amérique Latine : Le Mercosur," 4.

de la part des deux présidents d'établir un climat de confiance lors d'une rencontre entre Sarney et Alfonsín le 29 et le 30 novembre 1985 à Puerto Iguazú et Foz do Iguazu<sup>116</sup>. Deux documents importants émanèrent de cette rencontre, la Déclaration conjointe sur la politique nucléaire et la Déclaration d'Iguazú. Les gouvernements démocratiques nouvellement élus affirmèrent leur volonté commune de s'engager dans la voie de l'intégration économique lors de la Déclaration d'Iguazú de 1985 :

Cette déclaration souligne, entre autres, l'importance qu'ils attachent aux processus de démocratisation en cours, la nécessité d'unir leurs efforts pour défendre des intérêts communs dans les forums internationaux, et finalement la nécessité d'intégrer leurs ressources économiques pour faire face à la nouvelle conjoncture internationale<sup>117</sup>.

Suite à la rencontre de Foz do Ignaçu, l'Argentine et le Brésil ont décidé de créer une commission mixte de haut niveau visant la mise en place d'une intégration économique graduelle. Trois ans plus tard, en 1988, le traité d'intégration, de coopération et de développement signé entre le Brésil et l'Argentine proposa l'instauration d'un espace économique commun dans un délai de dix ans<sup>118</sup>. Selon Olivier Dabène, la Déclaration d'Iguazú constitue le point de départ de la marche vers l'intégration régionale en Amérique du Sud<sup>119</sup>.

---

<sup>116</sup> Ibid.

<sup>117</sup> Alessandra De Lima Neves, "Le Marché Commun Du Sud (Mercosur/Mercosul)," *Les Notes d'information de l'Observatoire des Amériques* (2003): 4.

<sup>118</sup> Desse and Dupuy, *Le Mercosur : Vers La "Grande Amérique Latine"?*, 44.

<sup>119</sup> Dabène, "L'intégration Régionale En Amérique Latine : Le Mercosur," 4.

Quelques mois plus tard, le 6 juillet 1990, l'Argentine et le Brésil signèrent l'Acte de Buenos Aires. Plus ambitieux que le traité d'intégration, de coopération et de développement, l'Acte de Buenos Aires prévoyait l'établissement d'un marché commun dans un court délai de cinq ans. Finalement, l'intégration bilatérale en cours entre le Brésil et l'Argentine s'élargit à l'échelle d'une partie de l'Amérique du Sud afin de devenir un processus d'intégration quadrilatérale. Le traité d'Asunción menant à la création du MERCOSUR fut signé le 26 mars 1991 par le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay<sup>120</sup>.

Les rapprochements entre le Brésil et l'Argentine ayant menés à la création du MERCOSUR sont le reflet de cette nouvelle stratégie de recherche de l'autonomie mise en place suite à la fin de la dictature militaire brésilienne. L'autonomie par la participation constitue un changement par rapport à la stratégie précédente qui était la recherche de l'autonomie par la distance. L'autonomie par la distance est essentiellement une politique étrangère de contestations des normes internationales existantes tandis que l'autonomie par la participation, avec la création du MERCOSUR, démontre une volonté de participer plus activement sur la scène internationale en développant un pôle régional susceptible de s'insérer auprès des grandes puissances tout en assurant le développement des entités qui la composent.

### **Le MERCOSUR à ses débuts : un outil d'intégration régionale**

Lors de sa formation, le MERCOSUR se voulait avant tout un processus d'intégration économique régionale. Afin d'en arriver à la formation d'un marché commun, les pays

---

<sup>120</sup> Desse and Dupuy, *Le Mercosur : Vers La "Grande Amérique Latine"?*, 44.

membres devaient franchir plusieurs étapes de la marche vers l'intégration régionale élaborée par Balassa. Pour ce qui est du MERCOSUR, les étapes à franchir étaient la mise en place d'une zone de libre-échange, la création d'une union douanière et finalement l'instauration du marché commun. À cet effet, les États ont mis en place une structure institutionnelle de nature intergouvernementale s'éloignant grandement de ce qui a été établi par les pays membres de l'UE, une référence constante en matière d'intégration régionale<sup>121</sup>.

En plus d'un outil d'intégration régionale, nous avons vu que le MERCOSUR était perçu par les instances gouvernementales brésiliennes comme une plate-forme de choix pour l'insertion internationale du Brésil. L'intégration régionale dans le Cône Sud devait contribuer à renforcer le rôle du Brésil en tant qu'acteur mondial, augmenter sa puissance et renforcer son autonomie : « [...] regional integration should serve Brazil's overarching objective of increasing its power and autonomy in the context of a broader strategy of global economic insertion and projection onto the international stage »<sup>122</sup>. L'institutionnalisation de la coopération était donc nécessaire afin que le Brésil soit perçu comme une puissance sur la scène internationale. De plus, la création du MERCOSUR devait donner une plus grande marge de manœuvre au Brésil dans ses négociations commerciales :

---

<sup>121</sup> Olivier Dabène, "Vers Un Régionalisme Post-Commercial Et Post-Hégémonique En Amérique Latine ?," (Université du Québec à Montréal 2012).

<sup>122</sup> Bernardo Sorj and Sergio Fausto, "Brazil and South America: Contrasting Perspectives. ," [http://www.bernardosorj.com/Novidades/Plataforma\\_Democratica\\_Working\\_Paper\\_12\\_English.pdf\\_18\\_08\\_2011\\_17\\_40\\_33.pdf](http://www.bernardosorj.com/Novidades/Plataforma_Democratica_Working_Paper_12_English.pdf_18_08_2011_17_40_33.pdf).

De manière générale, la stratégie brésilienne au sein du MERCOSUR est le maintien de son leadership dans cette zone géographique qui est l'expression de sa frontière vivante, également l'outil de la construction de sa puissance moyenne dans le débat géoéconomique dans les négociations de bloc à bloc ou d'État à État au sein des blocs<sup>123</sup>.

Cependant, nous verrons qu'il s'agit d'une institutionnalisation limitée en raison notamment des objectifs et intérêts du Brésil envers le processus d'intégration régionale.

### **Structure institutionnelle de type intergouvernementale**

Le traité d'Asunción signé le 26 mars 1991 comporte 24 articles et établit les bases de la structure institutionnelle du MERCOSUR. À la lecture de ce traité, nous remarquons un décalage entre les intentions des acteurs de s'engager dans un important processus d'intégration économique et la structure institutionnelle dont le traité fait mention. Tel que stipulé par l'article 9 de ce traité, cette structure comprend la formation de deux organes, soit le Conseil du marché commun (CMC) et le Groupe du marché commun (GMC). Le CMC est composé des ministres des Relations extérieures ainsi que des ministres responsables du portefeuille économique des États membres. Le CMC est l'organe supérieur du MERCOSUR et il est garant des politiques et des prises de décision entourant le respect des objectifs et des délais pour la construction d'un marché commun. Le GMC est l'organe exécutif et il est quant à lui coordonné par les ministères des Relations extérieures.

---

<sup>123</sup> Jean-Marie Bohou, *Géopolitique Et Projection De Puissance Du Brésil Au Xxie Siècle* (Paris: L'Harmattan, 2007), 277.

La structure institutionnelle dont se sont dotées les membres du MERCOSUR lors de la signature du traité d'Asunción est qualifiée par certains auteurs de modeste en comparaison avec le modèle qui a été mis en place en Europe lors de la formation de l'UE. Cette timidité au niveau institutionnel s'explique entre autres par les intérêts des États membres et dans le cas qui nous intéresse, ceux du Brésil : « [...] despite the fact that some states in Latin America did agree at some point to build institutions with supranational powers, imitating the European ones, they would never really have accepted losing control of the integration process »<sup>124</sup>. En effet, et ce malgré le fait qu'il désirait s'engager dans la voie de l'intégration régionale, le Brésil ne voulait pas céder des parcelles de souveraineté à des institutions supranationales et ainsi, en perdre le contrôle. Ces institutions auraient pu éventuellement imposer des décisions et par le fait même, contraindre le comportement du Brésil sur la scène régionale et internationale. Comme le précise Alain Rouquié, la relation du Brésil avec le processus d'intégration régionale au sein du MERCOSUR est particulière en ce sens où le Brésil ne veut pas être contraint dans sa capacité d'action :

[...] les structures supranationales limiteraient la liberté d'action du pays le plus fort et le subordonneraient éventuellement aux intérêts des petits États membres. Or le Brésil ne veut pas se lier les mains [...] il " recherche le profit maximal à partir d'un engagement minimal ". L'intégration se fait à la carte. Il n'est pas question qu'au nom de sa dynamique " le géant se fasse hara-kiri " »<sup>125</sup>.

Un dernier fait intéressant concernant le traité d'Asunción réside dans la reconnaissance de l'existence de « différences ponctuelles » entre les quatre pays du bloc d'intégration. L'article 6 fait état de ces disparités : « Les États partis reconnaissent les

---

<sup>124</sup> Dabène, *The Politics of Regional Integration in Latin America : Theoretical and Comparative Explorations*, 7.

<sup>125</sup> Rouquié, *Le Brésil Au Xxie Siècle : Naissance D'un Nouveau Grand*, 352.

différences ponctuelles de rythme pour la République du Paraguay et la République orientale de l'Uruguay, celles contenues dans le programme de libéralisation du commerce »<sup>126</sup>. Les États membres étaient donc conscients des asymétries entre les membres et avaient établi des mesures afin que l'Uruguay et le Paraguay ne soient pas désavantagés.

## **Le Protocole d'Ouro Preto et l'approfondissement du MERCOSUR**

Après la signature du traité d'Asunción, les quatre États du Cône Sud se sont engagés dans une période de transition devant aboutir à la création du marché commun au plus tard le 31 décembre 1994<sup>127</sup>. C'est l'article 3 du traité d'Asunción qui prévoit la mise en place d'une période de transition d'une durée approximative de trois ans :

Pendant la période de transition, qui s'étendra depuis l'entrée en vigueur du présent Traité jusqu'au 31 décembre 1994, et dans le but de faciliter la constitution d'un marché commun, les États membres adoptent un Régime Général d'Origine, un Système de Règlement des Différends et des Clauses de Sauvegarde, lesquels figurent comme annexes II, III et IV du présent Traité<sup>128</sup>.

La période de transition que les membres se sont accordés s'est conclue avec le Protocole d'Ouro Preto. La signature du Protocole d'Ouro Preto permit entre autres d'approfondir le processus d'intégration à un niveau qui n'avait jamais été vu dans la région<sup>129</sup>. Le 14 décembre 1994, les États membres du MERCOSUR se sont réunis à Ouro Preto au Brésil afin de signer le Protocole d'Ouro Preto, confirmant ainsi de façon définitive la structure institutionnelle précédemment élaborée lors du traité d'Asunción. Le Protocole d'Ouro Preto

---

<sup>126</sup> *Traité D'asunción*, Article 6.

<sup>127</sup> Dabène, "L'intégration Régionale En Amérique Latine : Le Mercosur," 3.

<sup>128</sup> *Traité D'asunción*, Article 3.

<sup>129</sup> Cason, *The Political Economy of Integration*, 81.

confirma donc l'existence du CMC et du GMC en plus de créer quatre nouveaux organes soit la Commission de commerce du MERCOSUR, la Commission parlementaire conjointe, le Forum consultatif économique et social ainsi que le Secrétariat administratif du MERCOSUR<sup>130</sup>. Avec ce nouveau Protocole, les États membres ont doté le MERCOSUR d'une personnalité juridique internationale. De plus, le MERCOSUR passa du stade de zone de libre-échange à celui d'union douanière<sup>131</sup>.

Le Protocole d'Ouro Preto confirme donc une fois de plus le choix du modèle institutionnel intergouvernemental choisi par les pays membres du MERCOSUR. Plus précisément, ce modèle fait référence à des organes intergouvernementaux laissant de côté la nature supranationale de certaines institutions mises en place par exemple à l'UE<sup>132</sup>. Le 31 décembre 1994, le MERCOSUR était une zone de libre-échange couvrant 95 % du commerce à l'intérieur du bloc économique<sup>133</sup>.

Les États membres ont procédé à la mise en place du TEC le 1<sup>er</sup> janvier 1995 conformément aux dispositions établies par le traité d'Asunción. Il s'agit d'un TEC partiellement harmonisé c'est-à-dire qu'il varie entre 0 et 35 % avec un taux moyen de 14 % qui s'applique à environ 90 % des produits importés, le reste des produits faisant partit d'une liste d'exceptions<sup>134</sup>. Parmi les produits faisant partit de cette liste nous pouvons nommer les

---

<sup>130</sup> Jedlicki, "Le Mercosur Dans La Politique Extérieure Brésilienne De Ces Dernières Décennies," 831.

<sup>131</sup> Ibid.

<sup>132</sup> Ibid.

<sup>133</sup> Mario E. Carranza, "Can Mercosur Survive ? Domestic and International Constraints on Mercosur," *Latin american politics and society* 45, no. 2 (2003): 69.

<sup>134</sup> De Lima Neves, "Le Marché Commun Du Sud (Mercosur/Mercosul)," 9.



produits issus des secteurs du textile, de la sidérurgie, du papier et des produits alimentaires<sup>135</sup>.

Le tableau suivant présente le nombre de produits par pays faisant exception au TEC.

**Tableau 6 : Exceptions à la suppression de droits de douane à l'intérieur du MERCOSUR (Au 1<sup>er</sup> janvier 1995)**

| <b>Pays</b>      | <b>Nombre de produits</b> |
|------------------|---------------------------|
| <b>Argentine</b> | 221                       |
| <b>Brésil</b>    | 28                        |
| <b>Paraguay</b>  | 272                       |
| <b>Uruguay</b>   | 950                       |

Source : Dabène, Olivier. "L'intégration Régionale En Amérique Latine : Le MERCOSUR." *Les Études du CERI*, no. 8 (1995).

La mise en place d'un TEC, bien qu'imparfait puisqu'il ne correspond pas à l'ensemble des biens échangés, coïncide par le fait même avec la naissance de l'union douanière selon certains auteurs. La création de l'union douanière quatre ans après la création du MERCOSUR est une étape de plus de la marche vers l'intégration régionale.

## **2.3 La puissance brésilienne**

L'aspiration la plus importante des États en termes de politique étrangère est assurément la reconnaissance de leur puissance sur la scène internationale. Le Brésil ne fait pas exception à cette affirmation<sup>136</sup>. Nous avons précédemment exposé que la stratégie de

---

<sup>135</sup> Dabène, "L'intégration Régionale En Amérique Latine : Le Mercosur," 9.

<sup>136</sup> Malamud, "A Leader without Followers? The Growing Divergence between the Regional and Global Performance of Brazilian Foreign Policy," 4.

recherche de l'autonomie par la participation et l'intégration régionale au sein du MERCOSUR qui est découle devait éventuellement accroître la présence ainsi que la visibilité du Brésil sur la scène internationale. Bien que dans les faits, les objectifs officiels établis lors de la signature du traité d'Asunción étaient le développement économique et la promotion de la démocratie, le MERCOSUR était aussi un outil de projection de la puissance important pour le Brésil.

En 1972, Richard Nixon déclarait : « Où va le Brésil, va l'Amérique latine »<sup>137</sup>. Cette déclaration lourde de sens, et ce encore de nos jours, fait état d'un Brésil doté d'une certaine puissance ainsi que d'une certaine influence sur les pays de la région. Sans entreprendre une nouvelle discussion sur le concept de puissance en relations internationales, il convient ici de rappeler que ce concept peut revêtir diverses formes. Le Brésil détient plusieurs attributs naturels de la puissance comme un immense territoire, une forte population ainsi que des ressources naturelles abondantes qui lui garantissent une suprématie dans sa région :

Ces facteurs lui assurent d'abord et avant tout une domination incontestable dans sa propre région dont il représente 40 % du territoire et à peu près la moitié du PIB et de la population. Comme les États-Unis, en somme, et à la différence de toutes les autres puissances de la planète, le Brésil – n'en déplaise à Hugo Chávez – n'a pas de concurrent et surtout pas d'ennemi véritable dans son environnement stratégique immédiat<sup>138</sup>.

En plus de ces attributs naturels de puissance, le Brésil est la plus grande économie de la région avec un important marché. Ces données lui confèrent assurément le statut de

---

<sup>137</sup> Peixoto, "La Montée En Puissance Du Brésil : Concepts Et Réalité," 335.

<sup>138</sup> Jean Daudelin, "Le Brésil Comme Puissance : Portée Et Paradoxes " *Problèmes d'Amérique latine*, no. 78 (2012): 37.

puissance régionale dans le Cône Sud au même titre que l'Inde et l'Afrique du Sud dans leur région respective : « India, Brazil and South Africa can be defined as regional powers, which emphasizes their predominance in geographically restricted areas and their role as regional peacemakers »<sup>139</sup>. Or, malgré ces données, le Brésil peine à se faire reconnaître comme tel au niveau international, d'où l'importance de l'intégration régionale afin d'accroître et de projeter la puissance du Brésil sur la scène internationale.

### **Le Brésil, une puissance moyenne émergente**

Cela fait plus d'un siècle que le Brésil aspire à la puissance ou à tout le moins, à la reconnaissance de cette dernière. Nous avons préalablement admis que le Brésil était une puissance régionale en raison notamment de ses attributs naturels qui lui assurent une suprématie sur la majorité des pays de la région. Cependant, comment peut-on qualifier le Brésil en tant que puissance sur la scène internationale? Au début des années 1990, la conjoncture internationale suite à la fin de la Guerre froide était plus que favorable pour l'émancipation du Brésil en termes de puissance. La chute du Mur de Berlin a permis de mettre fin à la division au niveau idéologique, mais aussi à la menace nucléaire qui planait dans l'air depuis plusieurs années. Ces changements ont favorisé la mise en place d'une nouvelle configuration du système international passant d'un système bipolaire à un système multipolaire.

---

<sup>139</sup> Daniel Flemes, "Emerging Middle Power Soft Balancing Strategy : State and Perspectives of the Ibsa Dialogue Forum," *GIGA Working papers*, no. 57 (August 2007): 7.

Cette nouvelle configuration du monde a fait en sorte que les puissances dites moyennes, comme le Brésil, étaient appelées à jouer un rôle plus important dans l'échiquier mondial<sup>140</sup>. Nous pouvons classer le Brésil dans la catégorie des puissances moyennes émergentes en opposition aux puissances moyennes traditionnelles comme le Canada ou l'Australie par exemple. Plusieurs éléments nous permettent de penser que le Brésil fait partie de la catégorie des puissances moyennes émergentes. Selon les critères établis par E. Jordaan, les puissances moyennes émergentes ont amorcé leur transition démocratique récemment, elles ont fait leur apparition sur la scène internationale après la Guerre froide, elles sont généralement inégalitaires, elles sont prédominantes dans leur environnement régional et veulent participer activement à la création de structures régionales<sup>141</sup>. Ces critères nous invitent donc à penser le Brésil en termes de puissances moyennes émergentes, titre qu'il mettra davantage à profit dans le milieu des années 2000 avec la création du groupe des BRIC.

La configuration du système international post Guerre froide fut davantage basée sur ce que Keohane et Nye ont nommé les « soft issues »<sup>142</sup>. Dans la catégorie des « soft issues », nous pouvons retrouver des questions relatives à l'environnement, les droits humains, les minorités, les populations indigènes, ainsi que le narcotrafic. Pour le Brésil, cette situation était plus que favorable pour son émancipation et la projection de sa puissance au niveau international : « From the Brazilian perspective, this meant that “the relative importance of each country [came] to be measured less by its military or strategic influence and more by its

---

<sup>140</sup> Barbara Marque, "Nouveau Paradigme Stratégique Des Puissances Moyennes," *Notes d'analyse* (2011).

<sup>141</sup> Ibid.

<sup>142</sup> Vigevani, De Oliveira, and Thompson, "Brazilian Foreign Policy in the Cardoso Era : The Search for Autonomy through Integration," 59.

economic, commercial, scientific, or cultural projection”<sup>143</sup>». Dans notre chapitre théorique, nous avons abordé le fait que la puissance brésilienne relevait davantage du *soft power* que du *hard power*. La nouvelle configuration du monde ainsi que les « soft issues » sont donc à la portée de la puissance brésilienne.

Le Brésil, en tant que puissance moyenne émergente, a accentué sa présence sur la scène internationale. Daudelin souligne le fait que le Brésil brillait par son absence en tant que membre non permanent au Conseil de sécurité de l’ONU durant plus de vingt ans, soit de 1968 à 1988. Après cette longue période d’absence, le Brésil fut désigné comme membre non permanent en 1988 et en 1993 : « [...] le Brésil est depuis lors avec le Japon le pays du monde qui occupe le plus régulièrement un poste de membre non permanent en son sein avec cinq mandats de deux ans en un peu plus de vingt ans »<sup>144</sup>. Le Brésil a donc commencé à accroître sa présence sur la scène internationale durant cette période.

Une seconde conséquence de la fin de la Guerre froide est la résurgence du régionalisme dans plusieurs sphères régionales vers la fin des années 1980<sup>145</sup>. Avec la fin de la bipolarité, le monde fut divisé en plusieurs pôles régionaux et l’on put constater la formation de plusieurs blocs économiques régionaux, mis à part en Europe où la construction de l’UE avait commencé plusieurs années auparavant. Nous pouvons entre autres prendre comme exemple l’Amérique du Nord avec l’ALENA, l’Asie avec un nouvel effort de coopération au

---

<sup>143</sup> Ibid.

<sup>144</sup> Daudelin, "Le Brésil Comme Puissance : Portée Et Paradoxes " 34.

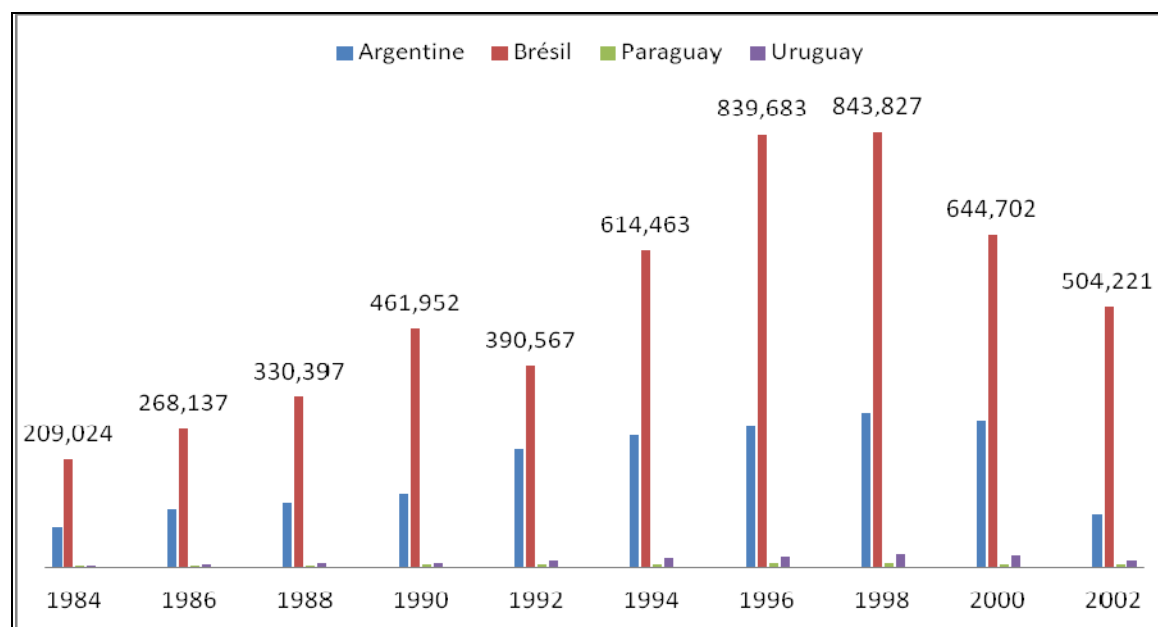
<sup>145</sup> Fawcett and Hurrell, *Regionalism in World Politics : Regional Organization and International Order*, 1.

sein de l'ASEAN et bien entendu l'Amérique latine n'y fait pas exception avec la création du MERCOSUR.

## Indicateurs de la puissance brésilienne

Comme nous l'avons précédemment souligné, l'économie est un facteur important témoignant de la puissance d'un pays<sup>146</sup>. Dans le cadre de cette recherche, nous avons choisi d'utiliser le produit intérieur brut (PIB) comme principal indicateur économique de puissance d'un pays. Cela nous servira entre autres afin de mesurer la croissance économique du Brésil durant une période précise. Dans le tableau suivant, nous mesurons le PIB du Brésil entre 1984 et 2002 en comparaison avec les autres États membres du MERCOSUR.

**Tableau 7 : PIB des États membres du MERCOSUR (millions \$ US courant) (1984-2002)**



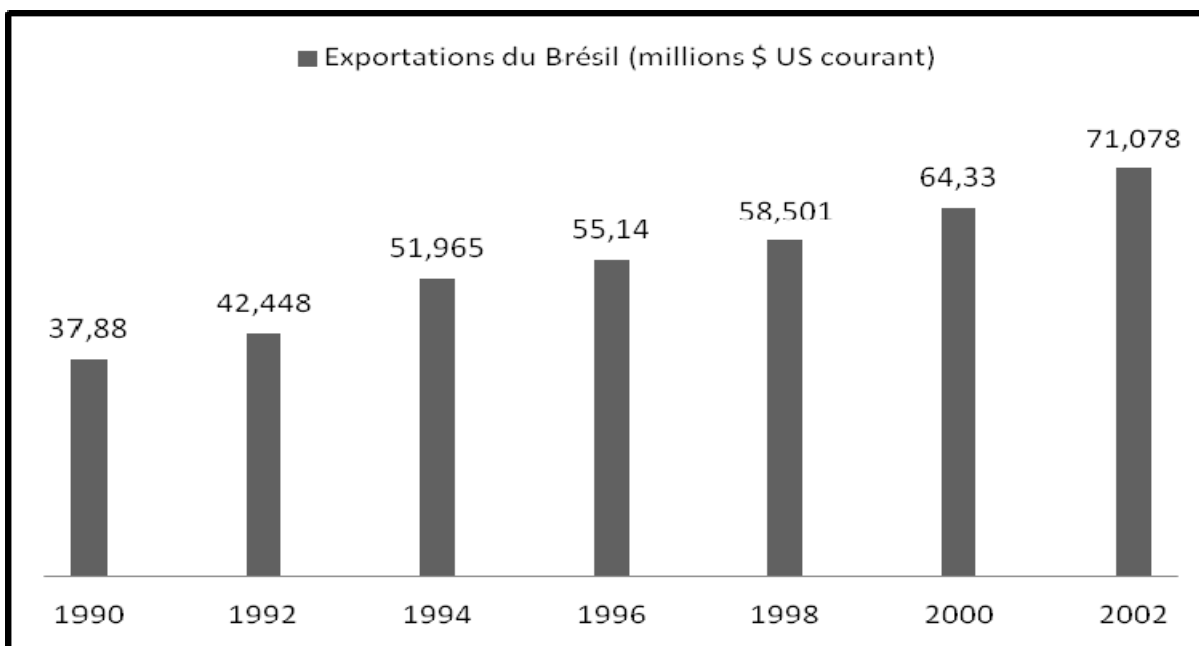
Source : Banque mondiale

<sup>146</sup> L'Oiseau, "Puissance," 355.

Ce tableau a l'avantage de montrer clairement la croissance du PIB du Brésil, mais aussi les asymétries importantes entre le géant brésilien et les autres pays membres du MERCOSUR. Nous pouvons remarquer qu'entre 1984 et 1998, le PIB du Brésil est en constante évolution. Cependant, nous pouvons aussi observer une baisse considérable du PIB brésilien entre 1998 et 2002. Cela est notamment dû à la dévaluation du *Réal* brésilien en 1999 ainsi qu'à la crise argentine qui s'ensuivit en 2001 et qui aura des répercussions sur l'ensemble de la région.

En ce qui concerne la valeur des exportations, il est intéressant de remarquer que le Brésil a considérablement accru la valeur de ses exportations depuis la création du MERCOSUR en 1991. Le tableau suivant présente la valeur des exportations brésiliennes en millions de dollars US.

**Tableau 8 : Exportations du Brésil (millions \$ US courant) 1990-2002**



Source : Banque mondiale

Naturellement, le Brésil effectue des échanges commerciaux avec les pays de sa région, dont font évidemment partie les États membres du MERCOSUR. Cependant, il serait faux de penser que la majorité des échanges que le Brésil réalise se situe au niveau régional. Le tableau suivant présente les principaux partenaires commerciaux du Brésil en 1992, un an après la création du MERCOSUR.

**Tableau 9 : Principaux partenaires commerciaux du Brésil en 1992**

| <b>Exportations</b> |                                 | <b>Importations</b>    |                                 |
|---------------------|---------------------------------|------------------------|---------------------------------|
| <b>Pays</b>         | <b>Valeur (millier de \$US)</b> | <b>Pays</b>            | <b>Valeur (millier de \$US)</b> |
| <b>États-Unis</b>   | <b>7,000,481</b>                | <b>États-Unis</b>      | <b>4,503,127</b>                |
| <b>Argentine</b>    | <b>3,069,570</b>                | <b>Allemagne</b>       | <b>1,876,685</b>                |
| <b>Pays-Bas</b>     | <b>2,346,964</b>                | <b>Argentine</b>       | <b>1,714,065</b>                |
| <b>Japon</b>        | <b>2,323,737</b>                | <b>Arabie Saoudite</b> | <b>1,508,402</b>                |
| <b>Allemagne</b>    | <b>2,068,240</b>                | <b>Japon</b>           | <b>1,414,467</b>                |

Source : Inter-American Development Bank <http://www.iadb.org/dataintal/Default.aspx>

Ce tableau met clairement en évidence le fait que ni l'Uruguay et ni le Paraguay ne figurent parmi les principaux partenaires commerciaux du Brésil lors de la formation du MERCOSUR en 1991. En effet, en ce qui concerne les exportations, le Paraguay se classe en 15<sup>e</sup> position avec des exportations d'une valeur de 541,048 \$US et l'Uruguay se classe en 16<sup>e</sup> position avec des exportations d'une valeur de 517,112 \$US. Pour ce qui est des importations, l'Uruguay est le 16<sup>e</sup> partenaire commercial du Brésil avec des importations d'une valeur de 299,952 \$US alors que le Paraguay arrive au 20<sup>e</sup> rang avec des importations d'une valeur de



194,197 \$US.<sup>147</sup> La création du MERCOSUR en 1991 devait entre autres remédier à ce faible commerce entre l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay et le Paraguay en stimulant les échanges entre ces quatre pays.

## **La perception et la diffusion de la puissance brésilienne**

Il est généralement admis que le Brésil détient plusieurs attributs de la puissance et qu'il surpasse les États voisins en ce qui concerne ses performances au niveau économique. Cependant, bien que ces faits soient admis par certains spécialistes ainsi que par des indicateurs économiques, il est intéressant de s'interroger à savoir comment les États de la région, particulièrement les États membres du MERCOSUR, perçoivent la puissance brésilienne. La puissance du Brésil sur le continent sud-américain est-elle acceptée ou, au contraire, est-elle source de discordes ? Il est généralement admis que « [...] le statut de puissance d'un pays se construit également en fonction de la reconnaissance extérieure »<sup>148</sup>. La reconnaissance de la puissance est donc un élément important du processus de construction de la puissance.

Malgré le fait que le Brésil détienne plusieurs attributs relatifs au concept de puissance, nous pouvons observer une dichotomie entre la volonté du Brésil d'être considéré comme une puissance et la perception des autres États à l'égard de cette puissance. Il existe un important écart entre les aspirations de puissance du Brésil et sa puissance réelle, c'est-à-dire la

---

<sup>147</sup> Inter-American Development Bank, <http://www.iadb.org/dataintal/Default.aspx>.

<sup>148</sup> Sebastian Santander, "Ordre Mondial, Hégémonie Et Puissances Émergentes," in *L'émergence De Nouvelles Puissances . Vers Un Système Multipolaire ?*, ed. Sebastian Santander (Paris: Ellipses, 2009), 24.

puissance perçue par les États de la région, et ce, bien que le Brésil soit engagé dans un tel processus depuis maintenant plus d'un siècle<sup>149</sup>. Alors que l'intégration régionale peut servir de base pour la projection de la puissance, elle comporte certaines limites : « [...] regional dynamics also limit the leaders foreign policy options, as secondary regional players try to constrain the rising powers by refusing to grant them the necessary acceptance and legitimacy »<sup>150</sup>. Dans le cas du Brésil, les puissances régionales secondaires sont le Mexique, l'Argentine et le Venezuela. Or, la perception de la puissance par les pairs est une composante essentielle dans le processus de construction de la puissance. Le Brésil a éminemment besoin de la reconnaissance de sa puissance par sa région s'il veut être accepté comme tel sur la scène internationale.

Ce processus de construction de la puissance est accompagné d'une forte auto perception que le Brésil est la seule puissance du continent sud-américain susceptible d'exercer un rôle de *leader* dans la région<sup>151</sup>. Plusieurs auteurs se sont interrogés sur la nature du leadership brésilien en Amérique du Sud. S'agit-il d'une hégémonie au même titre que les États-Unis sur la scène internationale dans un passé pas si lointain? Pour sa part, Burges nous prévient qu'il faut utiliser le concept traditionnel de l'hégémonie avec prudence lorsqu'il est

---

<sup>149</sup> "Le Brésil Et Ses Aspirations Au Statut De Puissance : Auto-perception, Capacités, Reconnaissance Internationale," 51.

<sup>150</sup> Fletes, "Emerging Middle Power Soft Balancing Strategy : State and Perspectives of the Ibsa Dialogue Forum," 7.

<sup>151</sup> Santander, "Le Brésil Et Ses Aspirations Au Statut De Puissance : Auto-perception, Capacités, Reconnaissance Internationale," 51.

question du Brésil<sup>152</sup>. Afin de qualifier l'hégémonie brésilienne, Burges a créé une nouvelle approche, l'hégémonie consensuelle :

Consensual hegemony is not about the framing of an explicit power relationship by reaching an agreement that one state will be labeled as the dominant one. Rather, it focuses on the articulation and construction of a project, in the Brazilian case, on various regional initiatives in South America »<sup>153</sup>.

Dans la logique de l'hégémonie consensuelle, l'intégration régionale est perçue comme un outil important de la diffusion de la puissance brésilienne<sup>154</sup>.

## Conclusion partielle

Dans ce chapitre, nous avons vu que, vers la fin des années 1980, le Brésil a amorcé une transition entre la stratégie de recherche de l'autonomie par la distance, vers une stratégie de recherche de l'autonomie par la participation. Nous avons aussi établi que l'intégration régionale avec la formation du MERCOSUR en 1991 s'inscrit dans la stratégie de recherche de l'autonomie par la participation du Brésil, soit une volonté marquée de participer plus activement sur la scène internationale. L'intégration régionale était perçue par les autorités brésiliennes comme un mécanisme devant accroître la place du Brésil sur la scène internationale.

---

<sup>152</sup> Sean W. Burges, *Brazilian Foreign Policy after the Cold War* (Gainesville, FL: University Press of Florida, 2009), 8.

<sup>153</sup> *Brazilian Foreign Policy after the Cold War* (Gainesville, FL: University Press of Florida, 2009), 10.

<sup>154</sup> *Brazilian Foreign Policy after the Cold War*, 11.

Le Brésil - en tant que puissance régionale non parfaitement reconnue par ses pairs et puissance moyenne émergente sur la scène internationale - mettra davantage à profit ce statut durant les années 2000 avec la création de groupes de puissances émergentes comme le BRIC ainsi que le forum de dialogue IBSA. Dans le chapitre suivant, nous verrons comment (1) la transition entre la stratégie de recherche de l'autonomie par la participation et celle par la diversification s'est opérée et les principales caractéristiques de cette nouvelle stratégie, (2) quels sont les effets de cette stratégie sur l'intégration régionale et l'approfondissement du MERCOSUR et (3) comment se traduit la puissance du Brésil durant cette période.

## **Chapitre 3 : Le nouveau visage de l'intégration et l'autonomie par la diversification**

Vers le début des années 2000, nous assistons à une nouvelle transition en ce qui concerne la stratégie de recherche de l'autonomie. Alors que durant la période correspondant au début du MERCOSUR nous étions dans une stratégie de recherche de l'autonomie par la participation, le Brésil des années 2000 se situe davantage dans la stratégie de recherche de l'autonomie par la diversification. Comme nous le verrons, ce nouveau changement aura des conséquences qui mineront éventuellement l'approfondissement du MERCOSUR.

La nouvelle stratégie de recherche de l'autonomie par la diversification aura pour principal effet de réduire l'importance du MERCOSUR pour le Brésil. Cela ne se reflète pas dans les discours, mais bien dans la pratique. Ainsi, l'hypothèse que nous soutenons dans ce chapitre est la suivante : la stratégie de recherche de l'autonomie par la diversification a réduit l'importance du MERCOSUR pour le Brésil, ce qui a contribué au ralentissement de l'intégration régionale dans le Cône Sud ainsi qu'à une nouvelle signification de l'intégration régionale pour le Brésil. Pour développer cette hypothèse, nous diviserons ce chapitre en trois parties. La première partie portera sur le changement de stratégie de recherche de l'autonomie que nous sommes en mesure d'observer au début des années 2000. La deuxième partie portera l'approfondissement et l'élargissement du MERCOSUR en fonction de cette stratégie. La troisième partie portera sur la montée en puissance du Brésil et la diversification de ses partenaires commerciaux durant cette même période.

### **3.1 Autonomie : de la participation à la diversification**

L'arrivée de Lula à la tête de la diplomatie brésilienne n'est pas synonyme de révolution en ce qui concerne notamment les priorités du Brésil en termes de politique étrangère. Nous l'avons vu, les priorités en termes de politique étrangère sont restées sensiblement les mêmes depuis la fin de la dictature militaire, et ce, en raison du plus haut corps diplomatique brésilien, l'Itamaraty. La stratégie de politique étrangère menée par le nouveau président s'accorde donc avec celle de ses prédécesseurs. Néanmoins, et nous le verrons plus tard, Lula a un style qui caractérisera assurément la politique étrangère du Brésil entre 2003 et 2010. Les priorités du nouveau président en ce qui concerne la politique étrangère ont été abordées entre autres lors du discours inaugural de Lula en 2003. Parmi les sujets avancés lors de ce discours, nous pouvons en dégager trois thèmes principaux, soit une réforme du Conseil de sécurité de l'ONU ainsi que l'obtention d'un siège de membre permanent, le renforcement et l'élargissement du MERCOSUR, et la conclusion des négociations commerciales amorcées en 2001 dans le cadre du cycle de Doha de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)<sup>155</sup>.

Nous avons précédemment établi que la stratégie de recherche de l'autonomie par la participation a favorisé la création ainsi que l'approfondissement du MERCOSUR jusqu'à l'étape de l'union douanière. En plus de l'intégration régionale, cette stratégie a aussi permis au Brésil de participer plus activement dans des organisations internationales de grande

---

<sup>155</sup> Antônio Carlos Lessa, "Les Partenaires Stratégiques Et L'universalisme Dans La Politique Étrangère Du Brésil : Un Bilan De L'ère Lula (2003-2010)," in *Relations Internationales Du Brésil : Les Chemins De La Puissance. Volume 1, Représentations Globales* ed. Denis Rolland and Antônio Carlos Lessa (Paris: l'Harmattan, 2010), 249.

envergure. Cependant, vers le début des années 2000, nous assistons à une nouvelle transition en ce qui concerne la stratégie de recherche de l'autonomie. Vigevani et Cepaluni définissent l'autonomie par la diversification comme suit: « Adherence of the country to international principles and norms by means of South-South alliances, including regional ones, and of agreements with non-traditionnal partners, such as China, Asia-Pacific, Africa, Eastern Europe, Middle-East etc »<sup>156</sup>. Contrairement à la stratégie d'autonomie par la participation, la stratégie d'autonomie par la diversification met en évidence une politique étrangère qui met de l'avant la diversification des partenaires commerciaux afin d'accroître l'autonomie de l'État en question. Toujours selon Vigevani et Cepaluni, une des principales caractéristiques de l'autonomie par la diversification est la capacité de négocier avec des pays plus puissants afin de mettre définitivement un terme à l'unilatéralisme et de cette façon, promouvoir la multipolarité<sup>157</sup>.

## **Le « style » Lula et l'autonomie par la diversification**

Nous sommes en mesure d'affirmer que la transition entre la stratégie de recherche d'autonomie par la participation et la recherche d'autonomie par la diversification s'est produite lors de l'arrivée de Lula à titre de nouveau président du Brésil. Bien que Cardoso ait démontré un certain activisme sur la scène internationale et la scène régionale, c'est l'arrivée de Lula, et plus particulièrement son second mandat, qui confirme le changement de stratégie de recherche de l'autonomie que nous pouvons observer.

---

<sup>156</sup> Vigevani and Cepaluni, *Brazilian Foreign Policy in Changing Times : The Quest for Autonomy from Sarney to Lula*, 7.

<sup>157</sup> Ibid.

Le multilatéralisme ainsi que l'activisme sur la scène internationale et régionale étaient déjà présents dans le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso. Pour sa part, Lula viendra renforcer ce multilatéralisme en y apportant une nouveauté : l'accent sur la coopération Sud-Sud : « Les spécialistes universitaires de la diplomatie brésilienne désignent la coopération Sud-Sud comme l'élément phare de la politique extérieure brésilienne (PEB) du gouvernement Lula (2003-2010) et l'opposent à la politique menée par Fernando Henrique Cardoso (FHC) (1995-2002) »<sup>158</sup>. Cardoso avait pourtant cherché à établir un dialogue afin d'augmenter les échanges avec certains pays du Sud, la différence entre Cardoso et Lula se situe plutôt au niveau de l'institutionnalisation<sup>159</sup>. Lula cherchera davantage à institutionnaliser ces relations, et ce afin d'augmenter le pouvoir de négociation du pays des les négociations internationales<sup>160</sup>. Cela se manifeste dans plusieurs domaines, dont la création des BRIC, du Forum de dialogue IBSA, du G-20, mais aussi une intensification des relations avec les pays africains et la participation brésilienne à la MINUSTAH.

## **Les BRIC**

Nous avons précédemment établi que le Brésil était une puissance moyenne émergente. Durant l'administration Lula, le Brésil a entretenu des relations privilégiées avec d'autres pays émergents. Il s'agit entre autres de la Russie, de l'Inde et de la Chine, qui, avec le Brésil,

---

<sup>158</sup> Enrique Ventura, "La Diplomatie Sud-Sud Du Brésil : Un Discours Solidaire Au Service D'une Diplomatie D'influence," in *Relations Internationales Du Brésil : Les Chemins De La Puissance. Volume 2, Aspects Régionaux Et Thématiques* ed. Denis Rolland and Antônio Carlos Lessa (Paris: L'Harmattan, 2010), 215.

<sup>159</sup> Vigevani and Cepaluni, *Brazilian Foreign Policy in Changing Times : The Quest for Autonomy from Sarney to Lula*, 132.

<sup>160</sup> Ibid.



forment les BRIC. Cet acronyme a été utilisé pour la première fois par Jim O'Neil, un économiste de Goldman Sachs, qui prévoyait en 2001 que : « D'ici 2030, il est aussi possible que le PIB combiné des quatre BRIC dépasse celui de l'actuel G7 »<sup>161</sup>. Bien que le terme ait été introduit pour la première fois en 2001, l'institutionnalisation des BRIC se fera plus tardivement. Les pays membres du BRIC se sont rencontrés pour la première fois le 16 juin 2009 en Russie. Après cette première rencontre, les quatre États se sont rencontrés à intervalle régulier dans chacun des pays membres.

Plusieurs auteurs se sont interrogés sur la réelle appartenance du Brésil à un groupe de puissances émergentes comme les BRIC<sup>162</sup>. Ces interrogations sont entretenues en raison du fait que parmi tous les membres du BRIC, le Brésil semble être le « membre junior du groupe »<sup>163</sup>. De plus, contrairement à ses homologues, le Brésil n'est pas une puissance militaire, loin de là : « [...] ce pays est profondément différent. Sa singularité réside dans son pacifisme génétique et institutionnel. À l'inverse de ses grands "homologues", le Brésil, dénucléarisé, est un géant désarmé [...] »<sup>164</sup>. Néanmoins, le Brésil participe activement dans cette institution.

La création d'une institution regroupant plusieurs puissances émergentes remet à l'avant-plan l'importance de l'économie en relations internationales. La puissance des États

---

<sup>161</sup> Jim O'Neil, "Les Bric, Nouvelles Grandes Puissances Dans Le Futur ?," *Revue internationale et stratégique*, no. 72 (2008): 232.

<sup>162</sup> Philippe Faucher, "Tel Janus : Les Deux Faces Du Brésil Émergent," *Revue internationale de politique comparée* 18, no. 3 (2011).

<sup>163</sup> "Tel Janus : Les Deux Faces Du Brésil Émergent," *Revue internationale de politique comparée* 18, no. 3 (2011): 124.

<sup>164</sup> Rouquié, *Le Brésil Au Xxie Siècle : Naissance D'un Nouveau Grand*, 379.

n'est désormais plus mesurée simplement en fonction de la puissance militaire, mais aussi en fonction de la puissance économique.

## **Forum de dialogue IBAS**

Parallèlement aux relations que le Brésil entretient avec les pays du BRIC, un nouveau forum de pays émergents vit le jour lors d'une rencontre entre les ministres des Affaires extérieures du Brésil Celso Amorim, de l'Inde Yashwant Sinha et de l'Afrique du Sud Nkosazana Dlamini Zuma à Brasilia le 6 juin 2003. Il s'agit de l'IBAS, un acronyme signifiant Inde, Brésil et Afrique du Sud. La déclaration de Brasilia donnant naissance à l'IBAS fut signée lors de cette rencontre. Ces trois pays aussi connus sous le nom de G3 se réunissent régulièrement depuis la première rencontre du groupe le 5 mars 2004 à New Delhi<sup>165</sup>.

Les principaux objectifs de ces pays sont d'une part de favoriser la coopération Sud-Sud, mais aussi de promouvoir une reconfiguration du système international qui doit notamment prendre en compte l'émergence de nouvelles puissances dans la gouvernance mondiale : « The Ministers stated that IBSA should contribute significantly to the design of South-South cooperation as well as to be a positive factor in the promotion of human development, establishing potential synergies among its members »<sup>166</sup>. Ces pays ont donc plusieurs points en commun. Ils revendiquent tous une réforme du Conseil de sécurité de l'ONU, favorisant une meilleure représentativité des puissances moyennes, le système actuel

---

<sup>165</sup> IBSA, "About Ibsa," <http://www.ibsa-trilateral.org/>.

<sup>166</sup> Paolo G. Fagundes Visentini, "Brazil and the Economic, Political, and Environmental Multilateralism: The Lula Years (2003-2010)," *Revista brasileira de política internacional* 53(2010): 61.

étant représentatif d'une balance des pouvoirs qui est maintenant révolue. Pour ce faire, ils réclament une augmentation du nombre de sièges permanents et non permanents au Conseil de sécurité grâce entre autres à leur statut de puissance régionale.

Aussi, les pays de l'IBAS accordent une importance particulière quant à l'équité sociale et l'inclusion, des thèmes importants pour le Brésil. Ils veulent entre autres mettre en place des politiques efficaces quant à la lutte contre la faim et la pauvreté, mais aussi la sécurité alimentaire, la santé, l'aide sociale et l'éducation<sup>167</sup>. Relativement à ces domaines, les États membres veulent établir un partenariat afin de partager leur expérience commune.

Depuis la rencontre du 6 juin 2003 donnant naissance à l'IBAS, les trois pays se sont rencontrés à maintes reprises au rythme d'une rencontre par année hormis en 2010. La récente adhésion de l'Afrique du Sud au groupe des BRIC le 14 avril 2011 lors de la 3<sup>e</sup> rencontre du groupe en Chine a causé la mort de l'IBAS au profit des BRICS, ce qui porte maintenant à cinq le nombre de pays membre de cette institution de puissances émergentes.

## **Le G-20**

Le G-20 est un forum de dialogue composé de 19 pays industrialisés et/ou en émergence et de l'UE créé en 2003 lors de la 5<sup>e</sup> conférence ministérielle de l'OMC à Cancún au Mexique. Il vise à défendre collectivement auprès de l'OMC les intérêts des pays membres

---

<sup>167</sup> IBSA, "About Ibsa".

en ce qui concerne notamment les échanges agricoles<sup>168</sup>. Les pays membres du G20 ont entre autres réussi à repousser l'accord sur l'agriculture élaboré par l'UE et les États-Unis<sup>169</sup>. Le G-20 devient un élément important de la politique étrangère brésilienne en raison du rôle important de ce pays lors des négociations du cycle de Doha<sup>170</sup>. La création du G-20 est considérée comme un grand succès de la diplomatie brésilienne sous Lula ainsi qu'une manifestation claire d'une présence plus accrue des pays émergents dans les grandes institutions internationales<sup>171</sup>.

## **Les pays africains**

Depuis l'administration Lula, nous pouvons remarquer une intensification des relations entre Brasilia et le continent africain. Selon les dires de Ribeiro et Malaquais, les relations entre le Brésil et l'Afrique sont irrégulières<sup>172</sup>. En tant que pays lusophone, le Brésil détient plusieurs liens culturels avec le continent africain puisque plusieurs pays lusophones sont situés en Afrique, et ce, en raison de la colonisation portugaise. Alors que durant les décennies 1960 et 1970 le Brésil entretenait de bonnes relations avec l'Afrique (surtout au niveau commercial), la décennie 1990 est marquée par une diminution de l'intensité des relations avec l'Afrique. Notamment en raison de la conjoncture internationale post-Guerre

---

<sup>168</sup> De Almeida Medeiros and Meunier Ferraz, "Le Brésil De Lula Et L'intégration Régionale," 46.

<sup>169</sup> Enrique Ventura, "Le Brésil Et L'omc : Bilan D'une Diplomatie Volontaire Depuis 2003," *ibid.*, 356.

<sup>170</sup> Marcelo De Almeida Medeiros and Maria Isabel Meunier Ferraz, "Le Brésil De Lula Et L'intégration Régionale," *ibid.*, 46.

<sup>171</sup> Enrique Ventura, "La Diplomatie Sud-Sud Du Brésil : Un Discours Solidaire Au Service D'une Diplomatie D'influence," *ibid.*, 219.

<sup>172</sup> Claudio Ribeiro and Dominique Malaquais, "La Politique Africaine Du Brésil Et Le Gouvernement Lula," *Politique Africaine*, no. 113 (2009): 71.

froide et de la création du MERCOSUR, l'Afrique est de moins en moins attrayante pour le Brésil<sup>173</sup>.

L'arrivée de Lula à la présidence coïncide avec une nette intensification des relations avec les pays africains. Cette politique active se manifeste entre autres par la réouverture de certaines ambassades et consulats qui avaient été fermés durant l'administration précédente<sup>174</sup>. Cardoso privilégiait davantage les relations avec « les acteurs clés de l'économie globale » que sont les États-Unis, l'Europe et le Japon<sup>175</sup>. La politique de coopération Sud-Sud du gouvernement Lula marque le retour de la politique africaine du Brésil. Pour ce faire, le gouvernement de Lula a ouvert plus de 17 nouvelles ambassades depuis 2003 pour un total de 33 ambassades en sol africain<sup>176</sup>. De plus, Lula a réalisé sept tournées diplomatiques en Afrique entre 2003 et 2009 en plus d'organiser deux sommets entre l'Amérique du Sud et l'Afrique. Le premier sommet eut lieu en 2006 au Nigéria alors que le second se déroula en 2009 au Venezuela<sup>177</sup>.

Cependant, cette nouvelle intensification des relations entre le Brésil et les pays africains est loin d'être une attitude altruiste. La PEB n'est pas dénuée d'objectifs économiques :

---

<sup>173</sup> "La Politique Africaine Du Brésil Et Le Gouvernement Lula," *Politique Africaine*, no. 113 (2009): 75-76.

<sup>174</sup> "La Politique Africaine Du Brésil Et Le Gouvernement Lula," 82.

<sup>175</sup> "La Politique Africaine Du Brésil Et Le Gouvernement Lula," 78.

<sup>176</sup> "La Politique Africaine Du Brésil Et Le Gouvernement Lula," 228.

<sup>177</sup> Ventura, "La Diplomatie Sud-Sud Du Brésil : Un Discours Solidaire Au Service D'une Diplomatie D'influence," 228.

Cette évolution ne se traduit pas que par la promotion d'un discours solidaire, basé sur des affinités culturelles et historiques, mais elle correspond à des logiques économiques communes aux puissances émergentes, comme la recherche de matières premières stratégiques et de débouchés pour leur production industrielle<sup>178</sup>.

À cet effet, l'on peut remarquer que depuis 2002, la valeur des échanges entre le Brésil et l'Afrique a triplé<sup>179</sup>. Les principaux partenaires commerciaux africains du Brésil sont le Nigéria, l'Afrique du Sud et l'Angola qui représentent tous un intérêt stratégique pour le Brésil en ce qui concerne notamment les perspectives de croissance et d'investissements<sup>180</sup>.

## **Intervention humanitaire**

Conformément à son désir de participer plus activement sur la scène internationale, le Brésil a participé activement à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation d'Haïti (MINUSTAH) depuis 2004<sup>181</sup>. La mission est dirigée par un brésilien, Fernando Rodrigues Goulart, le commandant des forces armées de la MINUSTAH qui est en charge de plus de 6 700 militaires, dont 1 200 en provenance du Brésil<sup>182</sup>.

Selon Vigevani et Cepaluni, la participation active du Brésil à la MINUSTAH s'inscrit parfaitement dans le cadre de la recherche de l'autonomie par la diversification :

---

<sup>178</sup> "La Diplomatie Sud-Sud Du Brésil : Un Discours Solidaire Au Service D'une Diplomatie D'influence," 228-29.

<sup>179</sup> Ribeiro and Malaquais, "La Politique Africaine Du Brésil Et Le Gouvernement Lula," 84.

<sup>180</sup> Ibid.

<sup>181</sup> Visentini, "Brazil and the Economic, Political, and Environmental Multilateralism: The Lula Years (2003-2010)," 65. : 65.

<sup>182</sup> Vigevani and Cepaluni, *Brazilian Foreign Policy in Changing Times : The Quest for Autonomy from Sarney to Lula*, 92. : 92.

« Diversification not only means the search for broadening the range of relations with non-traditional partner-States. It also implies the capacity for intervention in areas that are not of immediate interest and refer to internationally recognized public goods »<sup>183</sup>. La participation active du Brésil à la MINUSTAH est synonyme d'une tradition bien ancrée dans la diplomatie brésilienne :

The sending of troops to Haiti is part of Brazil's tradition, taking into account the country's peacekeeping role back in 1956, under President Kubitschek, when it sent forces to Sinai, having followed through in Angola and other countries, such as Yugoslavia and East Timor, with a small number of troops. The presence in Haiti, approved in 2003 under the Lula administration, is linked to the tradition of Brazilian diplomacy to cooperate in policies that seek to promote international (Sinai) or national (Angola) peace initiatives<sup>184</sup>.

La participation du Brésil à la MINUSTAH est liée à bien des égards au désir du Brésil d'obtenir un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU<sup>185</sup>. Celso Amorim, le ministre des Affaires étrangères durant les deux mandats de Lula, vient cependant infirmer cette affirmation en déclarant que les actions du Brésil ne peuvent être réduites à cette simple équation :

Contrary to the ill-advised opinion of many critics of Brazilian foreign policy, however, all actions undertaken by Brazilian diplomacy have not been conditioned by the supposedly central aim of becoming a permanent member of the Security Council. In fact, Brazil has shown that she will not comply with any course of action, with which she does not agree, just to please this or that influential power in order to secure a permanent seat<sup>186</sup>.

---

<sup>183</sup> Ibid.

<sup>184</sup> Ibid.

<sup>185</sup> Ibid.

<sup>186</sup> Celso Amorim, "Brazilian Foreign Policy under President Lula (2003-2010) : An Overview," *Revista Brasileira de Política Internacional*, no. 53 (2010): 222.

Néanmoins, nous pensons que la participation du Brésil à la MINUSTAH s'inscrit certainement dans un cadre plus large menant à la reconnaissance du statut de puissance émergente du Brésil sur la scène internationale. De plus, la contribution brésilienne à la MINUSTAH a permis de prouver que le Brésil était capable de prendre en charge une mission de cette ampleur.

### 3.2 Intégration régionale

Dans la rhétorique du discours, et ce malgré la stratégie de recherche de l'autonomie par la diversification, l'intégration régionale dans le Cône Sud continue d'être une priorité de politique étrangère pour le Brésil. Lula a fait de l'intégration régionale un point important de sa plate-forme électorale : « Lula's party – the Partido dos Trabalhadores (Workers Party – PT) had long emphasized the importance of regional integration in its platform, as a way of encouraging a South-South solidarity, in opposition to close alliances with wealthier countries »<sup>187</sup>. Cependant, lorsqu'est venu le temps de mettre tout cela en pratique, le gouvernement Lula a fait face à plusieurs problèmes : « Regional or anti-imperialist solidarity worked well rhetorically, but it did not go far in the real world, especially when they were many conflicts between the two principal MERCOSUR partners »<sup>188</sup>. Cason fait ici référence aux nombreuses disputes entre le Brésil et l'Argentine qui ont suivi la crise économique de 2001 en Argentine et qui ont miné les relations entre ces derniers, et donc nuit au MERCOSUR<sup>189</sup>.

---

<sup>187</sup> Cason, *The Political Economy of Integration*, 104.

<sup>188</sup> Ibid.

<sup>189</sup> *The Political Economy of Integration*, 105.



À plusieurs reprises, les dirigeants de l'époque réaffirmèrent l'importance de la région et du processus d'intégration régionale pour les autorités brésiliennes. Lors de son discours inaugural prononcé le 1<sup>er</sup> janvier 2003, Lula a déclaré que la consolidation du MERCOSUR était définitivement un objectif de politique étrangère sous son gouvernement :

La principale priorité de politique étrangère de mon gouvernement sera la construction d'une Amérique du Sud politiquement stable, prospère et uni, basé sur des idées démocratiques et de justice sociale. Il est essentiel de prendre des mesures pour relancer le MERCOSUR, affaibli par les crises de chacun de ses membres et des visions souvent étroites et égoïstes de la signification de l'intégration.

Le MERCOSUR, ainsi que l'intégration de l'Amérique du Sud dans son ensemble, est avant tout un projet politique. Mais ce projet repose sur des bases économiques et commerciales qui doivent être urgemment réparés et renforcés. *[traduction]*<sup>190</sup>

Cette rhétorique est reprise par Celso Amorim, le ministre des Affaires étrangères sous Lula qui affirme lui aussi que : « Sous le gouvernement de Lula, l'Amérique du Sud sera notre priorité »<sup>191</sup>. Lors de son discours inaugural, Lula ne s'éloigne pas de ce qui avait été dit et fait auparavant concernant le MERCOSUR. C'est-à-dire que tout comme ses prédécesseurs, Lula accorde une importance particulière au MERCOSUR ainsi qu'à la région et ce discours nous invite à penser qu'il fera tout en son pouvoir afin d'approfondir le processus d'intégration régionale et revitaliser le MERCOSUR afin de former un véritable marché commun. Cependant, le MERCOSUR ne détient plus l'exclusivité en matière d'intégration régionale. En effet, sous la présidence de Lula, le Brésil poursuit une stratégie d'intégration qui se décline en deux axes principaux. Il s'agit d'une part du maintien du processus d'intégration économique

---

<sup>190</sup> Luiz Inacio Lula da Silva, "Discurso De Posse," (2003).

<sup>191</sup> Ministério das Relações Exteriores, "Resenha De Política Exterior Do Brasil," (2003), 23.

régionale déjà entamé avec le MERCOSUR et d'autre part d'une intégration à l'échelle continentale avec la création de l'UNASUR et l'Initiative d'Intégration de l'infrastructure de la région sud-américaine (IIRSA).

## **Le MERCOSUR durant l'ère Lula**

Selon Marcelo de Almeida Medeiros et Maria Isabel Meunier Ferraz, il n'existe pas de changement de paradigme d'intégration régionale entre l'époque de Cardoso et celle de Lula<sup>192</sup>. Ce qu'ils remarquent, c'est « [...] un changement dans la continuité, une modernisation qui entraîne une variation d'intensité de la politique d'intégration menée auparavant »<sup>193</sup>. Comme le souligne Kathryn Hochstetler, le MERCOSUR est un processus d'intégration régionale toujours actif bien qu'il ne se soit pas approfondi d'une façon conventionnelle<sup>194</sup>. En ce qui concerne la marche vers l'intégration régionale, la plus grande réalisation de Lula en ce sens est l'adoption d'un code douanier commun après plus de six années d'intenses négociations<sup>195</sup>.

Alors que certains peuvent penser que l'intégration économique est ralentie, tel n'est pas le cas en ce qui concerne l'intégration d'un point de vue politique, soit l'agrandissement du MERCOSUR. À cet effet, la récente adhésion du Venezuela marque un nouveau chapitre

---

<sup>192</sup> De Almeida Medeiros and Meunier Ferraz, "Le Brésil De Lula Et L'intégration Régionale," 44.

<sup>193</sup> "Le Brésil De Lula Et L'intégration Régionale," 45.

<sup>194</sup> Kathryn Hochstetler, "From Mercosur to Unasur : The Scope and Purposes of Brazilian Regional Relationships," (Université de Montréal 2012).

<sup>195</sup> International Centre for Trade and Sustainable Development, "Mercosur Establishes Customs Code, at Long Last," <http://ictsd.org/i/news/bridgesweekly/82081/>.

dans l'histoire du MERCOSUR. Cependant, cette adhésion ne s'est pas faite sans controverses. Conformément à l'article 20 du traité d'Asunción en regard au processus d'adhésion du MERCOSUR, les pays désirant se joindre au MERCOSUR doivent satisfaire à deux principales conditions. Premièrement, ils ne doivent pas faire partie d'une autre organisation d'intégration régionale et deuxièmement l'adhésion d'un nouveau membre est conditionnelle à l'approbation unanime de la part de tous les membres du MERCOSUR<sup>196</sup>. Invité à rejoindre le MERCOSUR en 2006, l'incorporation du Venezuela au MERCOSUR était bloquée depuis ce temps puisque le Sénat du Paraguay refusait de ratifier le traité pouvant mené à son adhésion<sup>197</sup>.

Un évènement politique majeur, la destitution du président paraguayen Fernando Lugo, vint renverser la situation à la faveur du Venezuela. La préservation ainsi que la défense de la démocratie sont au cœur du processus d'intégration régionale du MERCOSUR. Ces principes ont été renforcés par le Protocole d'Ushuaia de 1998 qui affirme que la rupture de l'ordre démocratique dans l'un des pays membres du MERCOSUR peut signifier l'expulsion de ce membre du processus d'intégration régionale si les mesures disciplinaires n'ont pas donné les résultats escomptés<sup>198</sup>.

Or, la destitution du président paraguayen contrevient à ce principe fondamental. Le respect de la clause démocratique est inscrit dans l'article 3 du Protocole d'Ushuaia : « Toute

---

<sup>196</sup> *Traité D'asunción*, Article 20.

<sup>197</sup> Peña, "L'avenir Du Mercosur Après Le Sommet De Mendoza".

<sup>198</sup> *Protocole D'ushuaia*, (24 juillet 1998), Article 1-2.

rupture dans l'ordre démocratique dans l'un des États partie au présent protocole entraîne l'application des procédures visées dans les articles ci-après »<sup>199</sup>. Les articles 4 et 5 quant à eux nous renseignent sur la procédure à suivre en cas de rupture de l'ordre démocratique. Ces mesures peuvent mener à l'expulsion du membre en question<sup>200</sup>.

Conformément à ces dispositions, l'Argentine, l'Uruguay et le Brésil se réunirent le 29 juin 2012 à Mendoza et décidèrent de suspendre le Paraguay du MERCOSUR. Puisque le Paraguay ne faisait plus partie du MERCOSUR en regard au non-respect de la clause démocratique, le processus d'adhésion du Venezuela s'en trouvait facilité. Le Protocole d'adhésion de la République bolivarienne du Venezuela reconnaît donc officiellement le Venezuela comme membre à part entière du processus d'intégration régionale le 31 juillet 2012 lors de la réunion présidentielle se déroulant à Brasilia, et ce, sans l'approbation du Paraguay<sup>201</sup>.

En ce qui concerne la récente adhésion du Venezuela au MERCOSUR, l'on peut s'interroger sur la signification et la portée de cette action. L'Argentine et le Brésil sont sans aucun doute les grands gagnants dans cette histoire. L'adhésion d'un nouveau pays, de surcroît un marché de plus de près de 30 millions d'habitants (troisième marché en importance derrière celui du Brésil et de l'Argentine), est une occasion en or pour les exportations en provenance de l'Argentine et du Brésil.

---

<sup>199</sup> *Protocole D'ushuaia*, (24 juillet 1998), Article 3.

<sup>200</sup> *Protocole D'ushuaia*, Article 4-5.

<sup>201</sup> "L'avenir Du Mercosur Après Le Sommet De Mendoza".

## IIRSA et UNASUR : le nouveau visage de l'intégration

Outre le MERCOSUR, le Brésil poursuit une politique d'intégration régionale à l'échelle continentale. Cette intégration continentale se décline en deux axes principaux, l'IIRSA et l'UNASUR.

L'IIRSA est un projet d'intégration créé en 2010 par douze États (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Guyane, Paraguay, Pérou, Surinam, Uruguay et le Venezuela) ayant comme principal objectif de planifier l'intégration physique du continent afin de faciliter les échanges entre les nations : « IIRSA does produce regional goods, but these hub projects have a lot to do with trade facilitation and hence favor private interests in different countries »<sup>202</sup>. Pour sa part, le Brésil a participé à l'élaboration de l'agenda de l'IIRSA qui est constitué de 31 projets d'intégration et de développement. Ces projets ont mené et mèneront à la construction de diverses infrastructures à savoir des ponts, autoroutes ainsi que de nouvelles voies navigables<sup>203</sup>.

Afin de retracer les origines de la formation de l'UNASUR, il nous faut revenir à l'époque de Fernando Henrique Cardoso qui a pris l'initiative, le 1<sup>er</sup> septembre 2000, d'organiser un sommet réunissant les présidents sud-américains afin de discuter d'enjeux visant la création d'une zone nouvelle à l'échelle continentale<sup>204</sup>. Quelques années plus tard, le

---

<sup>202</sup> Dabène, *The Politics of Regional Integration in Latin America : Theoretical and Comparative Explorations*, 182-83.

<sup>203</sup> De Almeida Medeiros and Meunier Ferraz, "Le Brésil De Lula Et L'intégration Régionale," 44.

<sup>204</sup> Olivier Dabène, "Unasur," <http://www.sciencespo.fr/opalc/node/756>.

8 décembre 2004, les présidents sud-américains se réunirent à Cuzco au Pérou afin de donner naissance à la Communauté sud-américaine de nations (CSN). Cette nouvelle institution est composée des pays membres du MERCOSUR (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay), des pays membres de la Communauté andine des nations (CAN) (Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou), ainsi que du Chili, de la Guyana et du Surinam. Le projet de la CSN s'inspire fortement du projet panaméricain de *Simón Bolívar* en raison, notamment, de la portée de ce nouveau projet, soit l'échelle continentale. Plusieurs objectifs sont à l'origine de la création de la CSN, dont la convergence entre le MERCOSUR, la CAN et le Chili. Les pays membres abandonnèrent l'appellation CSN en 2007 et approuvèrent le choix de l'Union des nations sud-américaine comme nouvelle dénomination.

Le traité constitutif de l'UNASUR fut signé le 23 mai 2008 à Brasilia lors du Troisième Sommet des chefs d'État. Le deuxième article du Traité constitutif nous éclaire davantage sur les objectifs de l'UNASUR :

The objective of the South American Union of Nations is to build, in a participatory and consensual manner, an integration and union among its peoples in the cultural, social, economic and political fields, prioritizing political dialogue, social policies, education, energy, infrastructure, financing and the environment, among others, with a view to eliminating socioeconomic inequality, in order to achieve social inclusion and participation of civil society, to strengthen democracy and reduce asymmetries within the framework of strengthening the sovereignty and independence of the States<sup>205</sup>.

---

<sup>205</sup> *Traité Constitutif De L'unasur*, (23 mai 2008).

La récente adhésion du Venezuela au MERCOSUR porte à douze le nombre d'États membres de l'UNASUR ce qui rompt avec la tradition des accords bilatéraux et multilatéraux à petite échelle qui dominait le paysage politique sud-américain depuis quelques années<sup>206</sup>.

## **Vers une intégration postcommerciale**

Depuis ses débuts, l'histoire du MERCOSUR est parsemée de hauts et de bas. Certains auteurs se sont même interrogés sur l'efficacité d'un tel modèle d'intégration économique. Contrairement au MERCOSUR, l'UNASUR a adopté un agenda non commercial et pragmatique c'est-à-dire qu'il s'adapte en fonction de l'actualité<sup>207</sup>. Alors que les principaux objectifs du MERCOSUR étaient de nature économique, l'UNASUR aborde des sujets variés qui avaient été peu discutés jusqu'à maintenant comme la défense, la sécurité ainsi que la mise en circulation d'une monnaie commune<sup>208</sup>. La multiplicité des thèmes abordés avec l'UNASUR est ce que Dabène nomme la diversification des agendas, c'est-à-dire que l'intégration régionale n'est plus centrée uniquement sur le commerce entre les États membres<sup>209</sup>. Avec la création de l'UNASUR, l'intégration régionale en Amérique du Sud dépasse la simple logique marchande et amorce un virage vers d'autres thèmes tout aussi politisés.

---

<sup>206</sup> Rafael Antonio Duarte Villa and Manuela Trindade Viana, "Security Issues During Lula's Administration : From Reactive to Assertive Approach," in *Relations Internationales Du Brésil : Les Chemins De La Puissance. Volume 1, Représentations Globales* ed. Denis Rolland and Antônio Carlos Lessa (Paris: L'Harmattan, 2010), 142.

<sup>207</sup> Dabène, "Vers Un Régionalisme Post-Commercial Et Post-Hégémonique En Amérique Latine ?."

<sup>208</sup> Duarte Villa and Trindade Viana, "Security Issues During Lula's Administration : From Reactive to Assertive Approach," 142.

<sup>209</sup> Dabène, "Vers Un Régionalisme Post-Commercial Et Post-Hégémonique En Amérique Latine ?."

Dans un autre ordre d'idées, l'UNASUR s'est avéré être un mécanisme efficace de résolution de conflits ayant lieu sur le continent sud-américain depuis sa création<sup>210</sup>. Nous pouvons entre autres penser à des événements politiques majeurs comme l'État de siège en Bolivie le 12 septembre 2008 qui a mené à la Déclaration de la Modena (15 septembre 2008) ou au coup d'État du 28 juin 2009 au Honduras qui a pour sa part mené à la Déclaration de Quito (10 août 2009)<sup>211</sup>. Mis à part la réactivité rapide à des événements politiques majeurs se déroulant sur le continent, les pays membres de l'UNASUR se sont montrés efficaces lors de grave crise humanitaire comme celle causée par le séisme en Haïti en janvier 2010. Les pays membres de l'UNASUR ont réagi rapidement en octroyant le 9 février 2010 une aide de plus de 300 millions de dollars US<sup>212</sup>.

Lors de la création de cette nouvelle institution d'intégration continentale, les membres avaient en tête l'exemple de l'UE : « The hope of the members is that Unasur will evolve, over time, into a South American European Union [...] »<sup>213</sup>. Malgré le fait que certains auteurs notent une certaine similitude entre le nouveau projet de l'UNASUR et l'UE, notamment eu égard aux enjeux abordés et à l'étendue de la zone géographique concernée, les États membres de l'UNASUR ont adopté une structure institutionnelle assez élémentaire se rapprochant de la structure mise en place par les membres du MERCOSUR. La structure institutionnelle de l'UNASUR est composée de quatre principaux organes; le Conseil des chefs d'État et de

---

<sup>210</sup> Amorim, "Brazilian Foreign Policy under President Lula (2003-2010) : An Overview," 229.

<sup>211</sup> Dabène, "Vers Un Régionalisme Post-Commercial Et Post-Hégémonique En Amérique Latine ?."

<sup>212</sup> Ibid.

<sup>213</sup> Riordan Roett, *The New Brazil* (Washington, D.C.: Brookings Institution Press, 2010), 130.



gouvernement, le Conseil des ministres des Affaires étrangères, le Conseil des délégués et le Secrétariat général<sup>214</sup>.

## **Mise au point sur l'intégration régionale durant l'ère Lula**

En ce qui concerne l'intégration régionale, une priorité en politique étrangère, le gouvernement de Lula emprunte deux directions. D'une part, il désire renforcer le MERCOSUR et d'autre part il s'implique dans la création de l'UNASUR. Malgré le désir du gouvernement de renforcer le MERCOSUR, il semble que cela ne se soit pas concrétisé en raison de la stratégie de recherche de l'autonomie par la diversification. Marcelo De Almeida Medeiros et Maria Isabel Meunier Ferraz dénotent un certain essoufflement de l'engouement pour l'intégration régionale :

Ils [les projets d'intégrations] semblent toutefois manquer de souffle en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. La rhétorique du gouvernement Lula en ce qui concerne l'intégration régionale, malgré son indéniable importance symbolique, donne l'impression de ne pas trouver d'écho équivalent dans la pratique, le Brésil agissant de plus en plus de manière autonome<sup>215</sup>.

Ces auteurs vont même jusqu'à établir un lien entre le statut de puissance émergente du Brésil et les problèmes liés à l'intégration régionale : « La notion d'insertion par la diversification doit être enfin revisitée, pour étayer l'hypothèse selon laquelle un Brésil ayant le statut de puissance émergente est difficilement compatible avec les projets intégrationnistes latino-américains »<sup>216</sup>. Pour sa part, Roett remet en cause le statut d'institution d'intégration

---

<sup>214</sup> *Traité Constitutif De L'unasur.*

<sup>215</sup> De Almeida Medeiros and Meunier Ferraz, "Le Brésil De Lula Et L'intégration Régionale," 49.

<sup>216</sup> "Le Brésil De Lula Et L'intégration Régionale," 39.

économique régionale du MERCOSUR: « Most recently, it has become a highly political organization apparently more interested in discussing regional diplomatic and political controversies than trade »<sup>217</sup>.

### **3.3 La puissance brésilienne**

Nous avons précédemment établi que le Brésil était une puissance moyenne émergente lorsque l'on prend en considération son statut de puissance régionale ainsi que ses capacités au niveau économique. Le Brésil a réussi à mettre à profit ce statut en l'institutionnalisant avec la création des BRIC et du forum de dialogue IBAS. En s'institutionnalisant, ces puissances émergentes ont réussi à promouvoir une certaine réforme de l'ordre international tel que nous le connaissons : « Les pays émergents seraient une catégorie nouvelle de puissances intermédiaires, capables de s'organiser et de remettre en cause l'hégémonie occidentale au sein des arènes multilatérales »<sup>218</sup>.

#### **Indicateurs de la puissance brésilienne**

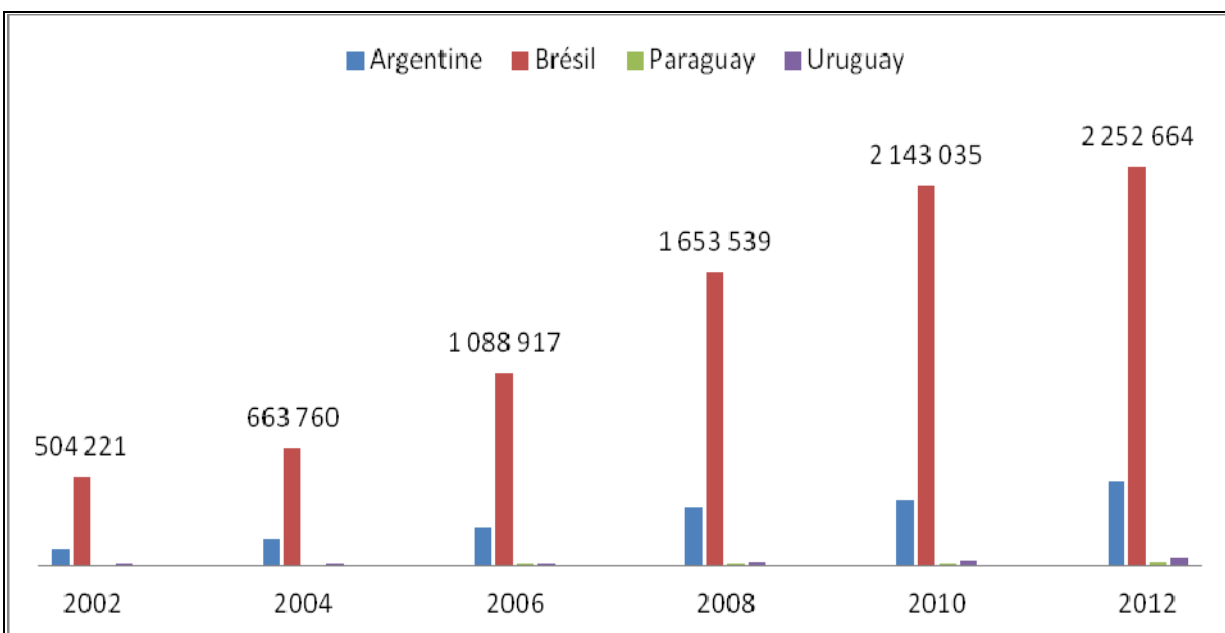
Nous l'avons vu précédemment, la puissance peut être mesurée de différentes façons. Dans le tableau suivant, nous mesurons le PIB du Brésil entre 2002 et 2012 en comparaison avec les autres États membres du MERCOSUR.

---

<sup>217</sup> Roett, *The New Brazil*, 128.

<sup>218</sup> Ventura, "Le Brésil Et L'omc : Bilan D'une Diplomatie Volontaire Depuis 2003," 364.

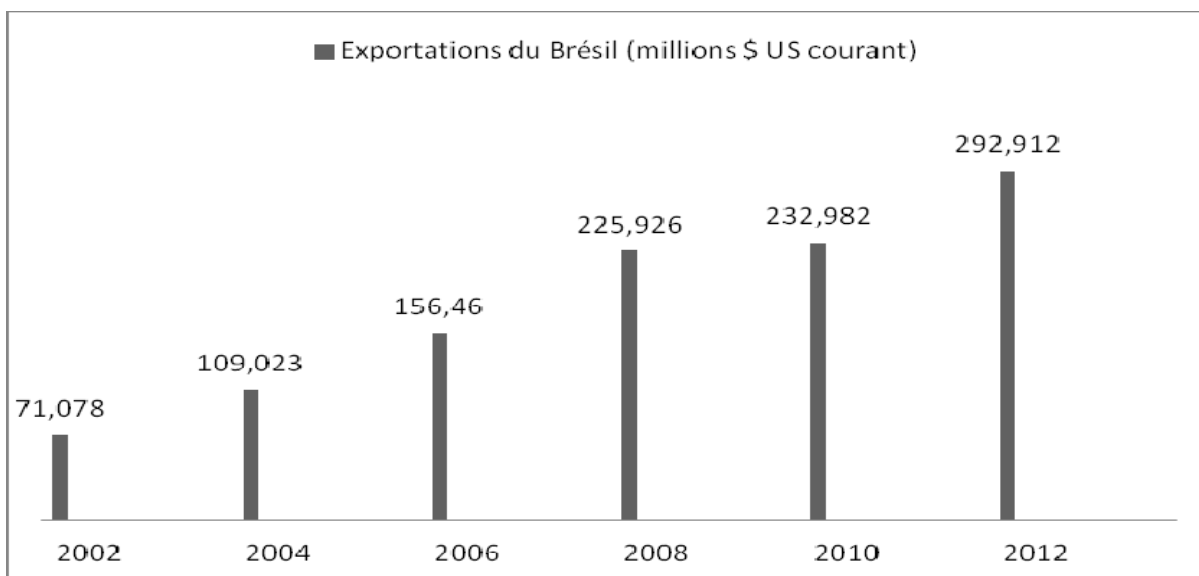
**Tableau 10 : PIB des États membres du MERCOSUR (millions \$ US courant) (2002-2012)**



Source : Banque mondiale

C'est sans grandes surprises que nous pouvons noter une supériorité du Brésil en regard à son PIB comparativement aux autres pays de la région. Quant au tableau suivant, il témoigne d'un accroissement encore considérable des exportations du Brésil entre 2002 et 2012.

**Tableau 11 : Exportations du Brésil (millions \$ US courant) 2002-2012**



Source : Banque mondiale

### **La diversification des partenaires commerciaux**

Après dix années à la tête de la diplomatie brésilienne, l'on peut s'interroger si Lula a réussi à stimuler le commerce entre les membres du MERCOSUR. En 2003, lors de l'arrivée de Lula à la présidence, les principaux partenaires commerciaux du Brésil étaient sensiblement les mêmes comparativement à l'époque antérieure.

**Tableau 12 : Principaux partenaires commerciaux du Brésil en 2003**

| <b>Exportations</b> |                                  | <b>Importations</b> |                                  |
|---------------------|----------------------------------|---------------------|----------------------------------|
| <b>Pays</b>         | <b>Valeur (milliers de \$US)</b> | <b>Pays</b>         | <b>Valeur (milliers de \$US)</b> |
| <b>États-Unis</b>   | <b>16, 692, 299</b>              | <b>États-Unis</b>   | <b>10, 001, 060</b>              |
| <b>Argentine</b>    | <b>4, 561, 110</b>               | <b>Argentine</b>    | <b>4, 949, 468</b>               |
| <b>Chine</b>        | <b>4, 532, 538</b>               | <b>Allemagne</b>    | <b>4, 374, 540</b>               |
| <b>Pays-Bas</b>     | <b>4, 245, 695</b>               | <b>Japon</b>        | <b>2, 634, 381</b>               |
| <b>Allemagne</b>    | <b>3, 135, 745</b>               | <b>Chine</b>        | <b>2, 330, 918</b>               |

Source: Inter-American Development Bank <http://www.iadb.org/dataintal/Default.aspx>

Après deux mandats, une diplomatie et une activité économique active, Lula peut se vanter d'avoir fait bondir la valeur des échanges avec les pays étrangers, mais plus particulièrement la valeur des exportations. À cet effet, nous pouvons noter qu'entre 2003 et 2011, les exportations vers la Chine ont été multipliées par dix. L'Argentine, longtemps considérée comme le premier partenaire commercial du Brésil, a été remplacée en 2009 par la Chine<sup>219</sup>.

---

<sup>219</sup> Julien Vercueil, *Les Pays Émergents : Brésil, Russie, Inde, Chine... ; Mutations Économiques Et Nouveaux Défis* (Rosny: Bréal, 2010), 86.

**Tableau 13 : Principaux partenaires commerciaux du Brésil en 2011**

| <b>Exportations</b> |                                  | <b>Importations</b>  |                                  |
|---------------------|----------------------------------|----------------------|----------------------------------|
| <b>Pays</b>         | <b>Valeur (milliers de \$US)</b> | <b>Pays</b>          | <b>Valeur (milliers de \$US)</b> |
| <b>Chine</b>        | <b>44,314,582</b>                | <b>États-Unis</b>    | <b>33,965,417</b>                |
| <b>États-Unis</b>   | <b>25,804,605</b>                | <b>Chine</b>         | <b>32,790,628</b>                |
| <b>Argentine</b>    | <b>22,709,327</b>                | <b>Argentine</b>     | <b>16,906,331</b>                |
| <b>Pays-Bas</b>     | <b>13,639,677</b>                | <b>Allemagne</b>     | <b>15,213,385</b>                |
| <b>Japon</b>        | <b>9,473,076</b>                 | <b>Rép. De Corée</b> | <b>10,097,040</b>                |

Source: Inter-American Development Bank <http://www.iadb.org/dataintal/Default.aspx>

Ce qui est le plus étonnant lorsque l'on compare les deux tableaux n'est pas tant le fait que l'Argentine, un partenaire commercial historique pour le Brésil, soit reléguée au troisième rang en ce qui concerne la valeur des exportations et des importations, mais plutôt la valeur du commerce avec la Chine. En plus d'être le premier partenaire commercial du Brésil, la valeur des exportations brésilienne vers la Chine dépasse de beaucoup la valeur des biens échangés avec le deuxième partenaire commercial du Brésil, les États-Unis. En contrepartie, le Brésil a considérablement accru la valeur de ses importations en provenance de la Chine, un autre pays qualifié d'émergent.

Grâce à la diversification des partenaires commerciaux et l'emphase mise sur la coopération Sud-Sud prônée par le gouvernement Lula, le Brésil a connu une diversification

géographique de son commerce<sup>220</sup>. Entre 2000 et 2009, le commerce entre le Brésil et les pays en développement a connu une hausse considérable passant de 37% à 57%<sup>221</sup>. Les pays développés sont les grands perdants de cette politique au profit bien entendu des pays en voie de développement. À cet effet, les exportations brésiliennes vers les pays développés ont connu une forte baisse (62% en 2002 et 42% en 2008) alors que les exportations vers les pays en voie de développement étaient en hausse (38% en 2002 et 58% en 2008)<sup>222</sup>. Quant aux importations brésiliennes en provenance des pays développés, elles ont aussi connu une diminution (65% en 2002 et 53% en 2008) alors que les importations en provenance des pays en voie de développement se sont accrues (35% en 2002 et 47% en 2008)<sup>223</sup>. Il faut aussi noter que depuis 2009, la Chine est devenue le premier partenaire commercial du Brésil surpassant les États-Unis, l'UE et même l'Argentine.

## **La perception et la diffusion de la puissance brésilienne**

Au cours des dernières années, le Brésil a fait des progrès économiques importants pour s'imposer en tant que sixième plus grande économie du monde<sup>224</sup>. Sur la scène internationale, le Brésil s'est imposé comme acteur économique important. En effet, la part du

---

<sup>220</sup> Daniela Ordóñez and Carlos Quenan, "Le Brésil Dans Les Relations Économiques Internationales : Un Poids Croissant Sur La Scène Mondiale," in *Relations Internationales Du Brésil : Les Chemins De La Puissance. Volume 2, Aspects Régionaux Et Thématiques* ed. Denis Rolland and Antônio Carlos Lessa (Paris: L'Harmattan, 2010), 338.

<sup>221</sup> Enrique Ventura, "La Diplomatie Sud-Sud Du Brésil : Un Discours Solidaire Au Service D'une Diplomatie D'influence," *ibid.*, 216.

<sup>222</sup> Daniela Ordóñez and Carlos Quenan, "Le Brésil Dans Les Relations Économiques Internationales : Un Poids Croissant Sur La Scène Mondiale," *ibid.*, 338.

<sup>223</sup> *Ibid.*

<sup>224</sup> Steen Fryba Christensen, "Brazil's Foreign Policy Priorities," *Third World Quarterly* 34, no. 2 (2013): 272.

Brésil dans le commerce mondial s'est considérablement accrue entre 2002 et 2008 passant de 0,96% à 1,26% pour les exportations et 0,74% à 1,11% pour les importations<sup>225</sup>.

Christensen affirme que, depuis 2003, le Brésil est engagé dans une stratégie de politique étrangère visant la diffusion de sa puissance<sup>226</sup>. Plusieurs éléments précédemment évoqués peuvent témoigner de cette stratégie. Nous pensons entre autres à la participation active du Brésil à la MINUSTAH: « [...] sending troops to Haiti can be understood as a message to the United States that Brazil is able to share political and economic costs related to peace missions »<sup>227</sup>. En ce qui concerne la reconnaissance internationale du statut de puissance du Brésil, certains auteurs sont d'avis que la démonstration de la puissance brésilienne n'est plus à faire : « [...] the question was no longer whether Brazil had risen to a position of international pre-eminence, but how the country would assert and promote its interests as a newly recognised global actor »<sup>228</sup>.

## Conclusion partielle

Nous avons vu dans ce chapitre que vers le début des années 2000, le Brésil a amorcé une seconde transition en ce qui concerne la stratégie de recherche de l'autonomie. Dans les débuts du MERCOSUR, la stratégie privilégiée était la stratégie de recherche de l'autonomie

---

<sup>225</sup> Ordóñez and Quenan, "Le Brésil Dans Les Relations Économiques Internationales : Un Poids Croissant Sur La Scène Mondiale," 337.

<sup>226</sup> Christensen, "Brazil's Foreign Policy Priorities," 272.

<sup>227</sup> "Brazil's Foreign Policy Priorities," 278.

<sup>228</sup> Paulo Sotero, "Brazil's Rising Ambition in a Shifting Global Balance of Power," *Politics* 30(2010): 73.



par la participation. L'arrivée de Lula marque un changement en ce sens où désormais, la stratégie favorisée est la recherche de l'autonomie par la diversification.

Cette nouvelle stratégie consiste à diversifier ses partenaires commerciaux afin d'accroître son autonomie sur la scène internationale. Cette stratégie combinée au style particulier de Lula a été bénéfique pour le Brésil et la projection de sa puissance sur la scène internationale. La création des BRIC, du Forum de dialogue IBAS, la présence du Brésil au G-20 ainsi que sa participation à la MINUSTAH sont toutes des manifestations de la nouvelle stratégie de recherche de l'autonomie du Brésil.

Cependant, certains auteurs établissent un lien de causalité entre la stratégie d'autonomie par la diversification du Brésil et l'essoufflement de l'intégration régionale en Amérique du Sud. Comme le précise Vigevani et Cepaluni, le MERCOSUR n'est pas un facteur limitant l'autonomie du Brésil, bien au contraire :

MERCOSUR was not, and is not, seen as a factor limiting the country's autonomy. On the contrary, finding common ground with countries in the region was supposed to increase Brazil's ability to act internationally. [...] From our perspective, there was a movement toward establishing, or re-establishing, the meaning of the notion of autonomy. The foreign policy outlined by this movement has reduced the significance of MERCOSUR, especially the importance of relations with Argentina. This helps explain the crisis of this regional trade bloc and the difficulties it has faced in affirming itself<sup>229</sup>.

En effet, mis à part la signature du code douanier du MERCOSUR en 2010 et l'adhésion du Venezuela en raison de la suspension du Paraguay, peu de progrès ont été faits

---

<sup>229</sup> Vigevani and Cepaluni, *Brazilian Foreign Policy in Changing Times : The Quest for Autonomy from Sarney to Lula*, 103.

quant à l'approfondissement du processus d'intégration. Les États coopèrent tout de même entre eux, ce qui signifie que le MERCOSUR est toujours vivant bien qu'il ne s'approfondisse pas d'une façon conventionnelle. La nouvelle stratégie de recherche de l'autonomie par la diversification favorise plutôt la coopération entre les membres plutôt que l'approfondissement de l'intégration régionale.

## **Conclusion**

L'objectif de ce mémoire était de comprendre pourquoi les pays membres du MERCOSUR n'ont pas réussi à créer un marché commun. Notre but était d'analyser le rôle qu'a joué le Brésil au sein du MERCOSUR en ce qui a trait à l'approfondissement du processus d'intégration régionale. À cette fin, nous avons soumis deux hypothèses à une analyse approfondie. La première est que la stratégie de recherche de l'autonomie par la participation a favorisé la création et l'approfondissement du MERCOSUR durant ses premières années d'existence. La deuxième est que le changement de stratégie observée et la montée en puissance du Brésil ont réduit l'importance du MERCOSUR pour le Brésil, contribuant ainsi à son ralentissement. Pour conclure ce mémoire, il est essentiel de faire une synthèse de notre analyse.

### **La politique étrangère et la stratégie de recherche de l'autonomie**

Dans le premier chapitre, nous avons vu que la PEB est marquée par une certaine continuité et que les objectifs de politique extérieure sont restés sensiblement les mêmes depuis plusieurs années. Ces objectifs sont, plus spécifiquement, le développement économique du pays et la recherche de l'autonomie. Durant les années 1990, le Brésil voulait accroître sa présence sur la scène internationale. Avec la stratégie de recherche de l'autonomie par la participation qui suppose une participation plus active dans les instances internationales, la création du MERCOSUR en 1991 était un objectif stratégique visant une meilleure insertion du Brésil sur la scène internationale.

Pendant les premières années d'existence du MERCOSUR, les pays membres ont su augmenter le commerce entre eux, un objectif établi dans le traité d'Asunción. En regard à la typologie de l'intégration de Balassa, les États membres ont créé une zone de libre-échange ainsi qu'une union douanière que l'on pourrait qualifier d'imparfaite en raison des produits qui font toujours exception au libre commerce.

Cependant, durant la période correspondant à la stratégie de recherche de l'autonomie par la diversification, il est possible de noter une baisse d'intérêt du Brésil envers le MERCOSUR. Il faut noter que cette baisse d'intérêt n'est pas synonyme d'une indifférence à l'égard de l'intégration régionale en général. Nous avons vu que sous l'administration Lula, le Brésil a été très actif dans la création de l'UNASUR, un nouveau projet d'intégration régionale à l'échelle, cette fois, continentale. À bien des égards, l'UNASUR semble correspondre davantage aux intérêts du Brésil.

Avec la stratégie de recherche de l'autonomie par la diversification, le Brésil a mis à profit son statut de puissance émergente en participant plus activement sur la scène internationale et en diversifiant ses partenaires commerciaux. Cela s'est traduit entre autres par la création des BRIC, du Forum de dialogue IBAS, du G20, mais aussi avec participation active du Brésil dans la MINUSTAH ainsi que l'intensification des relations entre le Brésil et l'Afrique.

## **Puissance**

Durant les premières années de mise en œuvre du MERCOSUR, nous avons noté une certaine supériorité du Brésil sur le plan de la puissance comparativement aux autres États du Cône Sud. Cela se reflète notamment en raison de l'immense territoire du Brésil, de ses ressources naturelles et sa population abondante, mais aussi au niveau économique. Du point de vue économique, le Brésil détient le PIB le plus élevé et est le plus grand marché de la région. De plus, des quatre pays membres du bloc d'intégration, le Brésil est le pays qui participe le plus lorsqu'il est question des échanges avec l'extérieur. Notamment en raison de la stratégie de recherche de l'autonomie par la diversification qui a permis au Brésil de diversifier ses partenaires commerciaux, ce dernier a réalisé la majorité de ses échanges avec des pays se trouvant à l'extérieur de la zone de libre-échange.

Nous sommes d'avis que le Brésil en tant que puissance a connu une ascension spectaculaire au cours des dernières années. Plusieurs éléments reflètent cette réalité, il s'agit entre autres de l'augmentation de son PIB et de la valeur de ses échanges, mais aussi de la diversification de ses partenaires commerciaux. Le plus grand changement que nous pouvons noter en termes de puissance se situe au niveau de la projection de la puissance brésilienne. Il s'agit de la participation active du Brésil sur la scène internationale qui a commencé sous Cardoso pour davantage s'imposer durant les deux mandats de Lula. Le Brésil a su mettre à profit cette puissance en étant actif sur la scène internationale autant en ce qui concerne les missions de la paix de l'ONU comme la MINUSTAH ou les institutions de puissances émergentes comme les BRIC ou le forum IBSA.

## L'avenir de l'intégration régionale dans le Cône Sud

Nous sommes en droit de nous questionner sur l'avenir du MERCOSUR dans sa forme actuelle, c'est-à-dire en tant qu'institution d'intégration économique régionale ayant comme principale finalité la création d'un marché commun. Felix Peña a évoqué l'idée de fusionner le MERCOSUR avec l'UNASUR, ce qui signifierait la mort du marché commun du Cône Sud au profit d'une intégration régionale axée davantage sur le domaine politique<sup>230</sup>. Pour sa part, Lessa a évoqué la possibilité de réduire le MERCOSUR à une simple zone de libre-échange, ce qui comporterait certains avantages pour le Brésil : « Il a été défendu que cela puisse comporter des avantages pour le Brésil, dans la mesure où lui serait ainsi rendu une certaine capacité de négociation d'accords de libre-échange avec des partenaires plus importants, comme les États-Unis ou l'Union européenne »<sup>231</sup>.

Il faut admettre que le MERCOSUR a connu des hauts et des bas, mais qu'il a tout de même réussi plusieurs avancées dans le domaine de l'intégration économique régionale :

Depuis sa création en 1991, le MERCOSUR a accumulé des expériences et des biens qui ont une valeur : par exemple, un accès préférentiel relativement garanti aux marchés respectifs et une intégration productive naissante. À certains moments, le MERCOSUR a même été perçu comme un succès<sup>232</sup>.

Toutefois, les pays membres, et particulièrement l'Uruguay et le Paraguay, ressentent une certaine animosité à l'égard du MERCOSUR : « Mais il [le MERCOSUR] a aussi accumulé

---

<sup>230</sup> Peña, "L'avenir Du Mercosur Après Le Sommet De Mendoza".

<sup>231</sup> Lessa, "Les Partenaires Stratégiques Et L'universalisme Dans La Politique Étrangère Du Brésil : Un Bilan De L'ère Lula (2003-2010)," 175.

<sup>232</sup> Peña, "L'avenir Du Mercosur Après Le Sommet De Mendoza".

beaucoup de frustrations. Celles-ci sont le produit de la combinaison d'intérêts nationaux très différents dans le contexte de nombreuses asymétries, en particulier relatives aux tailles des économies respectives »<sup>233</sup>. L'avenir de cette institution d'intégration économique régionale est donc incertain.

## **Conclusion**

En définitive, nous pouvons dire que les hypothèses que nous avons avancées se sont avérées concluantes. Alors que la stratégie de recherche de l'autonomie par la participation a favorisé la création du MERCOSUR, la stratégie de recherche de l'autonomie par la diversification a réduit considérablement l'importance du MERCOSUR pour le Brésil. Ce travail a voulu faire la démonstration que les causes généralement admises dans la littérature (les asymétries, les divergences d'intérêts ainsi que les obstacles économiques) ne sont pas suffisantes afin d'expliquer le non-achèvement du marché commun dans le Cône Sud. Malgré la nécessité de prendre en considération ces facteurs, la comparaison des deux stratégies de recherche de l'autonomie combinée à la montée en puissance du Brésil nous a permis de démontrer une baisse d'intérêt du Brésil envers le MERCOSUR, mais aussi une nouvelle vision de l'intégration régionale durant l'administration Lula. La création de l'UNASUR est un indice important de ce changement de cap.

Cependant, soulignons l'impossibilité de déterminer avec précision le moment qui marque une rupture dans le continuum de l'intégration régionale. En effet, nous ne sommes

---

<sup>233</sup> Ibid.

pas en mesure d'établir à un moment précis le changement d'intérêt du Brésil envers le MERCOSUR. Néanmoins, l'on peut noter que la stratégie de recherche de l'autonomie par la diversification a réduit l'importance du MERCOSUR pour le Brésil, ce qui a certainement contribué à la non-réalisation de l'étape du marché commun.

De plus, nous ne pouvons pas confirmer le lien entre l'augmentation de la puissance brésilienne et le changement de stratégie de recherche de l'autonomie, passant de l'autonomie par la participation à l'autonomie par la diversification, ce qui aurait réduit l'importance du MERCOSUR pour le Brésil. Il existe certainement une corrélation entre les deux variables, mais nous ne pouvons pas affirmer qu'il existe une relation de causalité entre celles-ci. Cela est probablement dû au fait que la politique étrangère est un phénomène multi causale. L'augmentation de la puissance s'inscrit donc en parallèle avec d'autres facteurs dans la détermination de la politique étrangère d'un État.

### **Pistes pour poursuivre la recherche**

En introduction et dans notre premier chapitre, nous avons choisi des variables explicatives qui nous semblaient les plus significatives. Après analyse, il semble évident que la montée en puissance du Brésil ainsi que les stratégies de politiques étrangères aient influencé la façon dont le Brésil conçoit le MERCOSUR. Cependant, à l'instar des variables que nous avons choisies, il existe fort probablement d'autres variables qui méritent d'être prises en considération.



Plusieurs facteurs autres que la puissance peuvent expliquer le changement de stratégie de recherche de l'autonomie qui s'est opéré au Brésil au début des années 2000. En effet, des éléments aussi diversifiés que la dynamique présidentielle, le programme électoral et le contexte régional et international peuvent avoir influencé ce changement de stratégie. Compte tenu des choix théoriques que nous avons faits, nous avons volontairement omis de prendre en considération les facteurs domestiques comme élément déterminant dans l'élaboration de la politique étrangère. Les facteurs domestiques sont assurément pertinents et mériteraient de faire l'objet d'une analyse plus approfondie afin de bien cerner les changements de stratégie de politique étrangère et les impacts de ceux-ci sur l'intégration régionale et, plus spécifiquement, sur le MERCOSUR.

En définitive, il serait intéressant de poursuivre cette recherche en prolongeant la période d'étude afin d'analyser les stratégies de politiques étrangères de la nouvelle administration de Dilma Rousseff, la dauphine de Lula. Nous avons préalablement souligné que la PEB est marquée essentiellement par des éléments de continuité. Néanmoins, en raison des changements que nous pouvons observer en ce qui concerne le MERCOSUR, il serait intéressant d'analyser les avancements du MERCOSUR sous Rousseff.

## Bibliographie

- Amorim, Celso. "Brazilian Foreign Policy under President Lula (2003-2010) : An Overview." *Revista Brasileira de Política Internacional*, no. 53 (2010): 214-40.
- Balassa, Bela A. *The Theory of Economic Integration*. Homewood, Ill.: R.D. Irwin, 1961.
- Battistella, Dario. *Théories Des Relations Internationales*. Paris: Presses de Sciences Po, 2009.
- Bohou, Jean-Marie. *Géopolitique Et Projection De Puissance Du Brésil Au Xxie Siècle*. Paris: L'Harmattan, 2007.
- Burges, Sean W. *Brazilian Foreign Policy after the Cold War*. Gainesville, FL: University Press of Florida, 2009.
- Carranza, Mario E. "Can Mercosur Survive ? Domestic and International Constraints on Mercosur." *Latin american politics and society* 45, no. 2 (2003).
- Cason, Jeffrey W. *The Political Economy of Integration*. New York: Routledge, 2010.
- Christensen, Steen Fryba. "Brazil's Foreign Policy Priorities." *Third World Quarterly* 34, no. 2 (2013): 271-86.
- Collor de Mello, Fernando. "O Projeto De Reconstrução Nacional ", 1990.
- Commission européenne. "Document De Stratégie Régionale 2007-2013 Pour Le Mercosur." [http://europa.eu/legislation\\_summaries/external\\_relations/relations\\_with\\_third\\_countries/latin\\_america/r15013\\_fr.htm](http://europa.eu/legislation_summaries/external_relations/relations_with_third_countries/latin_america/r15013_fr.htm).
- Constitution De La République Fédérative Du Brésil*. 5 octobre 1988.
- Dabène, Olivier. "L'intégration Régionale En Amérique Latine : Le Mercosur." *Les Études du CERI*, no. 8 (1995).
- . *The Politics of Regional Integration in Latin America : Theoretical and Comparative Explorations*. New York: Palgrave Macmillan, 2009.
- . "Unasur." <http://www.sciencespo.fr/opalc/node/756>.
- . "Vers Un Régionalisme Post-Commercial Et Post-Hégémonique En Amérique Latine ?". Université du Québec à Montréal, 2012.

- Daudelin, Jean. "Le Brésil Comme Puissance : Portée Et Paradoxes ". *Problèmes d'Amérique latine*, no. 78 (2012): 27-45.
- De Almeida Medeiros, Marcelo, and Maria Isabel Meunier Ferraz. "Le Brésil De Lula Et L'intégration Régionale." In *Relations Internationales Du Brésil : Les Chemins De La Puissance. Volume 2, Aspects Régionaux Et Thématiques* edited by Denis Rolland and Antônio Carlos Lessa. Paris: L'Harmattan, 2010.
- De Lima Neves, Alessandra. "Le Marché Commun Du Sud (Mercosur/Mercosul)." *Les Notes d'information de l'Observatoire des Amériques* (2003).
- Desse, René-Paul, and Hector Dupuy. *Le Mercosur : Vers La "Grande Amérique Latine"?* Transversale Débats. Paris: Ellipses, 2008.
- Doctor, Mahrukh. "Prospects for Deepening Mercosur Integration: Economic Asymmetry and Institutional Deficits ". *Review of international political economy* (2012).
- Duarte Villa, Rafael Antonio, and Manuela Trindade Viana. "Security Issues During Lula's Administration : From Reactive to Assertive Approach." In *Relations Internationales Du Brésil : Les Chemins De La Puissance. Volume 1, Représentations Globales* edited by Denis Rolland and Antônio Carlos Lessa. Paris: L'Harmattan, 2010.
- Éthier, Diane. *Introduction Aux Relations Internationales*. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 2010.
- Faucher, Philippe. "Tel Janus : Les Deux Faces Du Brésil Émergent." *Revue internationale de politique comparée* 18, no. 3 (2011).
- Fawcett, Louise, and Andrew Hurrell. *Regionalism in World Politics : Regional Organization and International Order*. New York: Oxford University Press, 1995.
- Flemes, Daniel. "Emerging Middle Power Soft Balancing Strategy : State and Perspectives of the Ibsa Dialogue Forum." *GIGA Working papers*, no. 57 (August 2007).
- . *Regional Leadership in the Global System Ideas, Interests and Strategies of Regional Powers*. Farnham, Surrey, England; Burlington, VT: Ashgate, 2010.
- Flores, Maria Candida Galvão. *O Mercosul Nos Discursos Do Governo Brasileiro, 1985-1994*. Rio de Janeiro, RJ: FGV Editora, 2005.
- Gardini, Gian Luca "Unity and Diversity in Latin American Visions of Regional Integration." In *Latin American Foreign Policies : Between Ideology and Pragmatism*, edited by Gian Luca Gardini and Peter Lambert. New York: Palgrave Macmillan, 2011.

- Gervaise, Yves. *Géopolitique Du Brésil : Les Chemins De La Puissance*. Paris: Presses universitaires de France, 2012.
- Gilpin, Robert. *War and Change in World Politics*. Cambridge; New York: Cambridge University Press, 1981.
- Hochstetler, Kathryn. "From Mercosur to Unasur : The Scope and Purposes of Brazilian Regional Relationships." Université de Montréal, 2012.
- Hurrell, Andrew. "Brazil and the New Global Order." *Current history*, no. 109 (2010).
- IBSA. "About Ibsa." <http://www.ibsa-trilateral.org/>.
- Inter-American Development Bank. <http://www.iadb.org/dataintal/Default.aspx>.
- International Centre for Trade and Sustainable Development. "Mercosur Establishes Customs Code, at Long Last." <http://ictsd.org/i/news/bridgesweekly/82081/>.
- Jasmin, Éric, and Sylvain Zini. "Fiche Économique : Le Mercosur (1990-2006)." Montréal: Observatoire des Amériques, 2006.
- Jedlicki, Claudio. "Asymétries Et Marginalisation Dans Le Mercosur ". In *Les Nouveaux Espaces De L'intégration. Les Amériques Et L'union Européenne*, edited by Daniel Van Eeuwen and Michel Duquette. Paris: Karthala, 2005.
- . "Le Mercosur Dans La Politique Extérieure Brésilienne De Ces Dernières Décennies." *Tiers-Monde* 42, no. 168 (2011).
- L'Oiseau, Hugo. "Puissance." In *Relations Internationales. Théories Et Concepts.*, edited by Alex Macleod, Evelyne Dufault, Guillaume F. Dufour and David Morin. Outremont: Athéna Éditions, 2008.
- Lessa, Antônio Carlos. "Les Partenaires Stratégiques Et L'universalisme Dans La Politique Étrangère Du Brésil : Un Bilan De L'ère Lula (2003-2010)." In *Relations Internationales Du Brésil : Les Chemins De La Puissance. Volume 1, Représentations Globales* edited by Denis Rolland and Antônio Carlos Lessa. Paris: l'Harmattan, 2010.
- Lula da Silva, Luiz Inacio. "Discurso De Posse." 2003.
- Macleod, Alex. "Le Néoréalisme." In *Théories Des Relations Internationales : Contestations Et Résistances*, edited by Alex Macleod and Dan O'Meara. Outremont: Athéna éditions 2007.

- Malamud, Andrés. "A Leader without Followers? The Growing Divergence between the Regional and Global Performance of Brazilian Foreign Policy." *Latin american politics and society* (2011).
- Marque, Barbara. "Nouveau Paradigme Stratégique Des Puissances Moyennes." *Notes d'analyse* (2011).
- Ministério das Relações Exteriores. "Resenha De Política Exterior Do Brasil." 1995.  
———. "Resenha De Política Exterior Do Brasil." 2003.
- Morgenthau, Hans J. *Politics among Nations; the Struggle for Power and Peace*. New York: Knopf, 1967.
- Nabuco, Joaquim. "The Spirit of Nationality in the History of Brazil." Université Yale, 1908.
- Nye, Joseph S. *Soft Power*. New York: PublicAffairs, 2004.
- O'Neil, Jim. "Les Bric, Nouvelles Grandes Puissances Dans Le Futur ?". *Revue internationale et stratégique*, no. 72 (2008): 231-44.
- Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes. "Le Fonds De Convergence Structurelle Du Mercosur." <http://www.opalc.org/images/INRE/inre08002.pdf>.
- Ordóñez, Daniela, and Carlos Quenan. "Le Brésil Dans Les Relations Économiques Internationales : Un Poids Croissant Sur La Scène Mondiale." In *Relations Internationales Du Brésil : Les Chemins De La Puissance. Volume 2, Aspects Régionaux Et Thématiques* edited by Denis Rolland and Antônio Carlos Lessa. Paris: L'Harmattan, 2010.
- Peixoto, Antonio Carlos. "La Montée En Puissance Du Brésil : Concepts Et Réalité." *Revue française de science politique*, no. 2 (1980): 328-55.
- Peña, Felix. "L'avenir Du Mercosur Après Le Sommet De Mendoza." [http://www.cms.fss.ulaval.ca/recherche/upload/cei/fichiers/fp\\_lavenir\\_du\\_mercosur\\_apres\\_le\\_sommet\\_de\\_mendoza\\_septembre\\_2012.pdf](http://www.cms.fss.ulaval.ca/recherche/upload/cei/fichiers/fp_lavenir_du_mercosur_apres_le_sommet_de_mendoza_septembre_2012.pdf).
- Protocole D'ushuaia*. 24 juillet 1998.
- Rapin, Laurent. "Qu'est Devenu Le Mercosur ?": Centre d'études interaméricaines, 2006.
- Reis da Silva, André Luis. "South America in Fernando Henrique Cardoso's Foreign Policy : A Legacy for Lula's Government." *Revista Conjuntura Austral* 2, no. 3-4 (2010-2011).
- Ribeiro, Claudio, and Dominique Malaquais. "La Politique Africaine Du Brésil Et Le Gouvernement Lula." *Politique Africaine*, no. 113 (2009).

- Robichaud, Chantal. "Intérêt National." In *Relations Internationales. Théories Et Concepts.*, edited by Alex Macleod, Evelyne Dufault, Guillaume F. Dufour and David Morin. Outremont: Athéna éditions, 2008.
- Roett, Riordan *The New Brazil*. Washington, D.C.: Brookings Institution Press, 2010.
- Rouquié, Alain. *Le Brésil Au Xxe Siècle : Naissance D'un Nouveau Grand*. Paris: Fayard, 2006.
- Russell, Roberto, and Juan Gabriel Tokatlian. "From Antagonistic Autonomy to Relational Autonomy : A Theoretical Reflection from the Southern Cone ". *Latin American Politics and Society* 45, no. 1 (2003).
- Santander, Sebastian. "Le Brésil Et Ses Aspirations Au Statut De Puissance : Autoperception, Capacités, Reconnaissance Internationale." In *L'émergence De Nouvelles Puissances . Vers Un Système Multipolaire ?*, edited by Sebastian Santander. Paris: Ellipses, 2009.
- . "Ordre Mondial, Hégémonie Et Puissances Émergentes." In *L'émergence De Nouvelles Puissances . Vers Un Système Multipolaire ?*, edited by Sebastian Santander. Paris: Ellipses, 2009.
- Soares de Lima, Maria Regina, and Monica Hirst. "Brazil as an Intermediate State and Regional Power : Action, Choice, and Responsibilities." *International Affairs* 82, no. 1 (2006): 21-40.
- Sorj, Bernardo , and Sergio Fausto. "Brazil and South America: Contrasting Perspectives. ." [http://www.bernardosorj.com/Novidades/Plataforma\\_Democratica\\_Working\\_Paper\\_12\\_English.pdf](http://www.bernardosorj.com/Novidades/Plataforma_Democratica_Working_Paper_12_English.pdf) 18 08 2011 17 40 33.pdf.
- Sotero, Paulo. "Brazil's Rising Ambition in a Shifting Global Balance of Power." *Politics* 30 (2010): 71-81.
- Traité Constitutif De L'unasur*. 23 mai 2008.
- Traité D'asunción*. 26 mars 1991.
- V. Iglesias, Enrique. "Les Paradigmes Économiques Et Le Rôle De L'état En Amérique Latine." *Revista CEPAL* Hors-série (Juin 2010).
- Ventura, Enrique. "La Diplomatie Sud-Sud Du Brésil : Un Discours Solidaire Au Service D'une Diplomatie D'influence." In *Relations Internationales Du Brésil : Les Chemins De La Puissance. Volume 2, Aspects Régionaux Et Thématiques* edited by Denis Rolland and Antônio Carlos Lessa. Paris: L'Harmattan, 2010.

- . "Le Brésil Et L'omc : Bilan D'une Diplomatie Volontaire Depuis 2003." In *Relations Internationales Du Brésil : Les Chemins De La Puissance. Volume 2, Aspects Régionaux Et Thématiques* edited by Denis Rolland and Antônio Carlos Lessa. Paris: L'Harmattan, 2010.
- . "Le Football Comme Instrument De La Diplomatie Brésilienne." [http://www.gribresil.org/images/stories/La\\_diplomatie\\_du\\_footballGRIB.pdf?0b580eba0e438bd2cff8c9397821a128=336981bebf4c37c7fcff79a81ee6af11](http://www.gribresil.org/images/stories/La_diplomatie_du_footballGRIB.pdf?0b580eba0e438bd2cff8c9397821a128=336981bebf4c37c7fcff79a81ee6af11).
- Vercueil, Julien. *Les Pays Émergents : Brésil, Russie, Inde, Chine... ; Mutations Économiques Et Nouveaux Défis* [in Text in French.]. Rosny: Bréal, 2010.
- Vigevani, Tullo, and Gabriel Cepaluni. *Brazilian Foreign Policy in Changing Times : The Quest for Autonomy from Sarney to Lula*. Lanham: Lexington Books, 2009.
- Vigevani, Tullo, Marcelo Fernandes De Oliveira, and Timothy Thompson. "Brazilian Foreign Policy in the Cardoso Era : The Search for Autonomy through Integration." *Latin American perspectives* 34, no. 5 (2007): 58-80.
- Visentini, Paolo G. Fagundes. "Brazil and the Economic, Political, and Environmental Multilateralism: The Lula Years (2003-2010)." *Revista brasileira de política internacional* 53 (2010): 54-72.